



N°85F0015XIF au catalogue

L'aide juridique au Canada : statistiques sur les ressources et le nombre de cas, 2001-2002



Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à : Centre canadien de la statistique juridique numéro de télécopieur (1-613-951-6615), numéro sans frais (1-800-387-2231), Statistique Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (téléphone : (613) 951-9023).

Pour obtenir des renseignements sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web.

Service national de renseignements	1 800 263-1136
Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1 800 363-7629
Renseignements concernant le Programme des bibliothèques de dépôt	1 800 700-1033
Télécopieur pour le Programme des bibliothèques de dépôt	1 800 889-9734
Renseignements par courriel	infostats@statcan.ca
Site Web	www.statcan.ca

Renseignements sur les commandes et les abonnements

Le produit n° 85F0015XIF au catalogue est publié sous forme électronique dans le site Internet de Statistique Canada et est offert au prix de 20 \$ CA. Les utilisateurs peuvent obtenir des exemplaires ou s'abonner en visitant notre site Web à **www.statcan.ca** et en choisissant la rubrique Produits et services.

Ce produit est aussi disponible en version imprimée par l'entremise du service d'Impression sur demande, au prix de 43 \$ CA. Les frais de livraison supplémentaires suivants s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada :

	Exemplaire
États-Unis	6 \$ CA
Autres pays	10 \$ CA

Les prix ne comprennent pas les taxes de ventes.

La version imprimée peut être commandée par

- Téléphone (Canada et États-Unis) **1 800 267-6677**
- Télécopieur (Canada et États-Unis) **1 877 287-4369**
- Courriel **order@statcan.ca**
- Poste
Statistique Canada
Division de la diffusion
Gestion de la circulation
120, avenue Parkdale
Ottawa (Ontario) K1A 0T6
- En personne au bureau régional de Statistique Canada le plus près de votre localité.

Lorsque vous signalez un changement d'adresse, veuillez nous fournir l'ancienne et la nouvelle adresse.

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois, et ce, dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1 800 263-1136.



Statistique Canada
Centre canadien de la statistique juridique

L'aide juridique au Canada : statistiques sur les ressources et le nombre de cas, 2001-2002

Document produit par : Jennifer Tufts et Mark Sudworth

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2003

Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Mars 2003

N° 85F0015XIF au catalogue

Périodicité : annuelle

ISSN 1481-8140

Ottawa

This publication is available in English upon request.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises et les administrations canadiennes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés dans les publications de Statistique Canada :

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- ^e estimations
- ^P provisoire
- ^r révisé
- x confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

Table des matières

	<i>Page</i>
FAITS SAILLANTS	4
INTRODUCTION	5
Aperçu de l'aide juridique au Canada	5
Systèmes de prestation de services d'aide juridique	5
Services d'aide juridique	6
<i>Affaires criminelles</i>	6
<i>Affaires civiles</i>	6
<i>Autres services</i>	6
Détermination de l'admissibilité	6
Coût de l'aide juridique fournie	7
Résultats de l'Enquête sur l'aide juridique	7
Recettes des régimes d'aide juridique	7
<i>Contributions gouvernementales</i>	7
<i>Aide juridique : responsabilité du gouvernement fédéral et des provinces ou territoires</i>	7
Contributions fédérales à l'aide juridique	7
Contributions provinciales ou territoriales à l'aide juridique	8
<i>Contributions des bénéficiaires et recouvrements de coûts</i>	9
<i>Contributions des avocats</i>	10
<i>Autres sources de revenu</i>	10
Dépenses des régimes d'aide juridique	10
<i>Dépenses engagées pour les affaires civiles ou criminelles</i>	11
Demandes d'aide juridique	11
<i>Demandes d'aide juridique approuvées</i>	12
<i>Services d'aide juridique : genre de causes prises en charge</i>	13
<i>Demandes d'aide juridique refusées</i>	13
Personnel	14
MÉTHODOLOGIE	16
GLOSSAIRE	17
TABLEAUX DE DONNÉES	22

FAITS SAILLANTS

- En 2001-2002, les contributions globales des gouvernements aux régimes d'aide juridique ont totalisé 534 millions de dollars, soit 90 % du total des recettes au titre de l'aide juridique et une augmentation de 16 % par rapport à l'année précédente. Le reste provenait des contributions des bénéficiaires et des recouvrements de coûts (4 %), des contributions des avocats participants (1 %) et d'autres sources (6 %).
- À l'échelle nationale, les dépenses totales au titre de l'aide juridique ont atteint 593 millions en 2001-2002, soit une hausse de 16 % par rapport à l'année précédente.
- En 2001-2002, les dépenses en services directs d'aide juridique ont grimpé de 14 %, passant à 482 millions de dollars, et représentaient 81 % des dépenses totales pour l'année. Le reste (19 %) a été consacré aux dépenses administratives centrales et à d'autres dépenses (projets externes, travaux de recherche juridique, information juridique à l'intention du public, subventions à d'autres organismes, etc.).
- Plus de la moitié des 482 millions de dollars dépensés en services directs d'aide juridique ont été consacrés aux affaires civiles (55 %), le reste allant aux affaires pénales (45 %).
- En 2001-2002, les régimes d'aide juridique au Canada ont reçu 838 561 demandes d'aide juridique, ce chiffre est presque identique à celui de l'année précédente. Le nombre total de demandes comprend à la fois les demandes de services sommaires (conseils juridiques, information ou tout autre type de service juridique minimal) et les demandes de services complets (certificat d'aide juridique ou autre autorisation donnant droit à des services juridiques).
- En 2001-2002, le nombre de demandes d'aide juridique approuvées a diminué. On a dénombré au Canada 510 818 demandes de services complets approuvés, soit une baisse de 1 % par rapport à l'année précédente.
- En 2001-2002, l'effectif des bureaux d'aide juridique au Canada s'élevait à 3 001 employés, soit 2 % de moins qu'au cours de l'année précédente. Les avocats représentaient 36 % de l'effectif des divers régimes d'aide juridique.

INTRODUCTION

Au Canada, l'accès à la justice est une question qui préoccupe les gouvernements, les décideurs, les spécialistes du droit et la population. L'accès aux services juridiques est un aspect de l'accessibilité. Toutes les provinces et les territoires se sont dotés d'un régime d'aide juridique pour venir en aide aux Canadiens à faible revenu ayant besoin des services d'un avocat.

L'information présentée dans ce rapport porte sur le fonctionnement de 12 des 13 régimes d'aide juridique au Canada. Les données de Terre-Neuve-et-Labrador ne sont pas disponibles depuis 1998-1999. Le rapport fournit des renseignements sur les systèmes de prestation des services d'aide juridique, le personnel, les recettes et les dépenses des régimes d'aide juridique, ainsi que sur les demandes d'aide juridique. Un glossaire, offrant des détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique compris dans le rapport, est inclus.

Étant donné que l'administration de la justice est une responsabilité provinciale ou territoriale, la structure organisationnelle, les critères d'admissibilité et le fonctionnement des régimes diffèrent d'un secteur de compétence à l'autre¹. Par conséquent, les 12 régimes d'aide juridique ne fournissent pas tous les éléments d'information recueillis dans le cadre de l'enquête. En raison de ces différences fondamentales et des limites inhérentes aux données, il faut faire preuve de prudence lorsqu'on fait des comparaisons entre secteurs de compétence ou lorsqu'on tente de donner un aperçu national de l'aide juridique.

L'information publiée dans ce rapport est fondée en majeure partie sur les données recueillies dans le cadre de l'Enquête sur les services juridiques que mène chaque année le Centre canadien de la statistique juridique. Certaines données, notamment celles portant sur les contributions gouvernementales aux régimes d'aide juridique, proviennent d'autres sources (voir la section Méthodologie pour de plus amples détails). Auparavant, on publiait un produit distinct intitulé *L'aide juridique au Canada : tableaux de données sur les ressources et le nombre de cas* (n° 85F0028 au catalogue), qui est désormais intégré dans le présent rapport.

Aperçu de l'aide juridique au Canada

Systèmes de prestation de services d'aide juridique

Le Canada fournit une aide juridique au moyen de régimes d'aide juridique distincts mis en place dans chacune des provinces et dans les territoires. Même si chaque gouvernement provincial ou territorial a conçu son propre système d'aide juridique, trois modèles généraux ont été adoptés pour la prestation des services d'aide juridique.

Le système d'**assistance judiciaire**, qui est fondé sur la rémunération à l'acte, fait appel à des avocats de pratique privée qui font payer leurs services par le régime d'aide juridique. Le client peut se faire représenter par n'importe quel avocat disposé à accepter sa cause. Le Nouveau-Brunswick, l'Ontario² et l'Alberta sont les seules provinces dotées d'un système d'assistance judiciaire.

En vertu du **système faisant appel à des avocats salariés**, des avocats sont directement embauchés pour fournir les services d'aide juridique. Terre-Neuve-et-Labrador³, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et la Saskatchewan ont adopté ce type de système et ont recours à des avocats de pratique privée lorsque les circonstances le justifient, par exemple lorsqu'il y a un conflit d'intérêts ou lorsqu'un avocat salarié n'est pas disponible.

Le **système mixte** est une combinaison du système d'assistance judiciaire et du système faisant appel à des avocats salariés dans la prestation des services juridiques. Les autres secteurs de compétence (Québec, Manitoba, Colombie-Britannique, Yukon, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut) ont adopté un système mixte. Dans la plupart de ces secteurs, le client a le droit de choisir entre un avocat salarié ou un avocat de pratique privée à partir d'une liste de juristes qui fournissent des services d'aide juridique.

¹ Pour obtenir des renseignements précis au sujet de l'administration de l'aide juridique dans chaque province et territoire, voir le document intitulé *L'aide juridique au Canada : une description des opérations*, mars 2001 (n° 85-217-XDB au catalogue sur disquette, ou 85-217-XIB sur Internet).

² Même si l'Aide juridique Ontario et « the Legal Aid Society of Alberta » estime avoir un système « mixte », modèle, Ontario et Alberta sont considérés dans le présent rapport comme faisant « avant tout » système d'assistance judiciaire, étant donné qu'une forte proportion des dépenses juridiques directes est consacrée à la prestation de services d'aide juridique par des avocats de pratique privée. Les cliniques juridiques communautaires de l'Ontario, qui sont administrées par le personnel, complètent le système d'assistance judiciaire dans des domaines comme le logement, l'aide sociale, les pensions, l'indemnisation des travailleurs, l'assurance-emploi, l'immigration et les droits à l'emploi.

³ Même si la Commission d'aide juridique de Terre-Neuve-et-Labrador estime avoir un système « mixte », le modèle adopté est considéré dans le présent rapport comme faisant « avant tout » appel à des avocats salariés, étant donné qu'une forte proportion des dépenses juridiques directes est consacrée à la prestation de services d'aide juridique par des avocats salariés.

Services d'aide juridique

Les régimes d'aide juridique offrent une variété de services : représentation par un avocat, conseils, renvoi et information. En règle générale, l'aide offerte s'applique tant aux affaires criminelles qu'aux affaires civiles; toutefois, le champ d'application des divers régimes d'aide juridique varie selon la province et le territoire.

Affaires criminelles

Le gouvernement fédéral contribue au financement de l'aide juridique en matière criminelle grâce à diverses ententes fédérales-provinciales-territoriales de partage des coûts. Par conséquent, la couverture des affaires criminelles par les régimes d'aide juridique est déterminée dans une certaine mesure par les modalités de ces ententes, qui énoncent les normes minimales qui s'appliquent à cet égard dans l'ensemble du Canada.

Dans la plupart des secteurs de compétence, les personnes accusées d'une infraction criminelle sont admissibles à l'aide juridique⁴. En règle générale, au Canada, l'aide accordée aux auteurs d'infractions punissables sur déclaration sommaire de culpabilité⁵ se limite aux causes où il y a probabilité d'emprisonnement ou risque de perte des moyens de subsistance. En Ontario et en Colombie-Britannique, toutefois, les personnes accusées d'une infraction criminelle ou d'une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité ne sont admissibles que si elles risquent l'emprisonnement⁶. La Colombie-Britannique retient également les causes où l'accusé risque de perdre ses moyens de subsistance ou d'être expulsé, en cas de condamnation. L'Alberta retient également les causes où il y a des circonstances spéciales comme santé mentale ou des problèmes linguistiques.

En outre, les provinces et les territoires assument une partie des dépenses au titre de l'aide juridique et sont responsables du fonctionnement de leur propre régime. Par conséquent, c'est à eux qu'il incombe de décider du genre de causes qui seront admissibles (en sus des normes minimales de couverture). Ce sont eux également qui déterminent les critères d'admissibilité et le mode de prestation de services.

Affaires civiles

Les affaires civiles sont admissibles à l'aide juridique partout au Canada. Au Nouveau-Brunswick, en Saskatchewan et au Yukon, seules les affaires civiles relevant du droit de la famille sont admissibles. Les affaires touchant la famille représentent également une partie importante des affaires civiles prises en charge par les régimes d'aide juridique de l'Île-du-Prince-Édouard et de la Nouvelle-Écosse. D'autres secteurs de compétence étendent la couverture à une gamme d'affaires civiles plus vaste (conflits entre propriétaire et locataire, protection du consommateur, actions concernant des biens, aide sociale). Dans plusieurs secteurs de compétence, les cas de revendication du statut de réfugié et les affaires touchant les diverses lois provinciales ou territoriales sur la santé mentale sont également admissibles à l'aide juridique⁷.

Autres services

Outre les services offerts dans les affaires criminelles ou civiles, le régime d'aide juridique contribue dans beaucoup de secteurs de compétence à l'établissement, au financement et au maintien de certains services ou programmes spécialisés connexes. Souvent, ces services ne se limitent pas aux problèmes particuliers des clients et s'adressent à l'ensemble de la collectivité à faible revenu.

Une grande variété de services peut être offerte : accès à des avocats de garde selon Brydges (ligne téléphonique sans frais accessible 24 heures sur 24), programmes de défense des droits, éducation communautaire et services de recherche juridique, etc. Il existe, par exemple, en Colombie-Britannique un programme appelé *Native Programs Department*, qui élabore et met en œuvre des politiques, des plans, des propositions de programme et des initiatives visant à la prestation des services juridiques appropriés aux Autochtones.

Détermination de l'admissibilité

Même si les critères d'admissibilité à l'aide juridique diffèrent considérablement selon le secteur de compétence, tous les régimes prévoient l'évaluation de la situation financière du demandeur. Souvent, cette évaluation porte sur le revenu, les biens et la taille de la famille du client, autant d'éléments qui sont examinés au regard d'un ensemble de lignes directrices établies par chaque secteur de compétence. Ces lignes directrices sont bien souvent appliquées avec une certaine souplesse et en tenant compte d'autres facteurs.

⁴ Les infractions criminelles sont plus graves et sont passibles d'un emprisonnement d'une durée maximale de cinq ans. Toutefois, certains actes criminels sont passibles de l'emprisonnement à perpétuité sans possibilité de libération conditionnelle avant 25 ans.

⁵ Les infractions punissables sur déclaration sommaire de culpabilité sont les infractions les moins graves relevant du Code criminel. En règle générale, elles sont punissables d'une amende d'au plus 2 000 \$ ou d'un emprisonnement d'une durée maximale de six mois.

⁶ Ceux qui ne sont pas admissibles à la représentation complète par un avocat de l'aide juridique peuvent recevoir une aide par l'entremise d'autres programmes (services d'avocats nommés d'office, cliniques juridiques dotées d'étudiants, cliniques juridiques communautaires, etc.).

⁷ On invite le lecteur à consulter la publication intitulée *L'aide juridique au Canada : une description des opérations* (n° 85-217-XDB au catalogue), qui fournit une description plus complète du champ d'application du régime d'aide juridique propre à chaque province ou territoire.

Outre la nature de la cause, les régimes d'aide juridique prennent normalement en considération le fondement juridique, la nature et l'urgence du service demandé, le coût de la procédure, les chances de succès et les antécédents du client. Est également prise en compte la question de savoir si une personne raisonnable qui serait obligée de payer un avocat serait disposée à le faire pour faire avancer sa cause.

Coût de l'aide juridique fournie

L'aide juridique n'est pas nécessairement de l'assistance juridique gratuite. Comme mentionné ci-haut, on évalue en fonction de certains critères d'admissibilité la capacité du demandeur de se payer un avocat. À défaut d'être admissible à une assistance juridique gratuite, le demandeur peut devoir rembourser la totalité ou une partie des honoraires d'avocat. Si le bénéficiaire doit assumer une partie du coût des services, l'entente conclue avec le régime précise le montant à payer et les modalités de paiement (pour plus de renseignements, voir la section « Contributions des bénéficiaires et recouvrements de coûts » ci-dessous).

En 2001-2002, le Manitoba exigeait des droits de demande non remboursables de 25 \$. Toutefois, beaucoup de personnes n'étaient pas soumises à cette exigence (p. ex., bénéficiaires d'aide sociale). Les autres secteurs de compétence n'exigeaient aucun droit de demande en 2001-2002.

Résultats de l'Enquête sur l'aide juridique

Recettes des régimes d'aide juridique

On entend par recettes tous les fonds dont bénéficient les régimes d'aide juridique pour aider à la prestation des services d'aide juridique. On distingue trois grandes sources de financement des régimes d'aide juridique : les contributions gouvernementales, les contributions des bénéficiaires et les recouvrements de coûts, et les contributions des avocats.

Contributions gouvernementales

Ces contributions⁸ comprennent les fonds provenant du gouvernement fédéral ou des gouvernements provinciaux et territoriaux. En 2001-2002, les contributions gouvernementales ont totalisé 534 millions de dollars, soit une hausse de 16 % par rapport à l'année précédente (voir le tableau 1). Les contributions gouvernementales ont représenté 90 % du total des recettes des régimes d'aide juridique. Au cours des cinq dernières années, ce taux a fluctué, passant d'un maximum de 93 % en 1997-1998 à un minimum de 87 % en 2000-2001.

Bien que les fonds octroyés par les gouvernements aient constitué la majeure partie des recettes des régimes d'aide juridique dans tous les secteurs de compétence, on a noté certains écarts quant au pourcentage que représente l'aide financière gouvernementale. Ainsi, en Alberta et au Manitoba, les fonds octroyés par les gouvernements ont compté pour 77 % et 79 % des recettes des régimes d'aide juridique, respectivement, en 2001-2002. Par contraste, les fonds accordés dans les Territoires du Nord-Ouest tant par le gouvernement fédéral que par le gouvernement territorial ont représenté presque toute la totalité des recettes du régime⁹ (voir le tableau 1).

Aide juridique : responsabilité du gouvernement fédéral et des provinces ou territoires

Le gouvernement fédéral que les gouvernements provinciaux ou territoriaux sont responsables de la prestation des services d'aide juridique. Le gouvernement fédéral a une responsabilité partagée à l'égard de l'aide juridique en matière criminelle du fait qu'il est responsable d'élaborer le droit pénal, et les gouvernements provinciaux ou territoriaux sont responsables des questions liées à l'administration de la justice et notamment de l'aide juridique en matière criminelle ou civile.

Contributions fédérales à l'aide juridique

Il existe des ententes de partage des responsabilités présentement entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux ou territoriaux relativement aux demandes d'aide juridique en matière criminelle, notamment aux affaires instruites en vertu de la *Loi sur les jeunes contrevenants* (LJC) et de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* (LSJPA – voir l'encadré 1). Les affaires relevant des lois provinciales, comme les infractions aux lois concernant les boissons alcooliques et les infractions aux règlements de la circulation ne peuvent faire l'objet d'un partage des coûts. En 2001-2002, la contribution fédérale de Justice Canada à l'aide juridique en matière criminelle a augmenté de 12 % par rapport à 2000-2001, passant à 92 millions de dollars - environ 3 \$ par Canadien (voir le tableau 2).

⁸ Il se peut que le total des contributions provinciales et territoriales (tableau 3) et des contributions fédérales (tableau 2) ne corresponde pas à l'ensemble des contributions des gouvernements (tableau 1) pour les raisons suivantes : i) les chiffres correspondant aux contributions gouvernementales totales qui figurent au tableau 1 ont été fournis par les régimes d'aide juridique, tandis que les données sur les contributions provinciales et territoriales ou fédérales proviennent du ministère compétent; ii) la période comptable à laquelle les contributions sont attribuées peut varier selon la méthode de comptabilité appliquée (comptabilité de caisse par opposition à comptabilité d'exercice); iii) les régimes d'aide juridique peuvent avoir présenté au gouvernement fédéral des réclamations, qui peuvent être incluses dans les chiffres correspondant aux contributions gouvernementales totales.

⁹ Les recettes totales comprennent les contributions des bénéficiaires portées au crédit du Trésor du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et non mises à la disposition du régime.

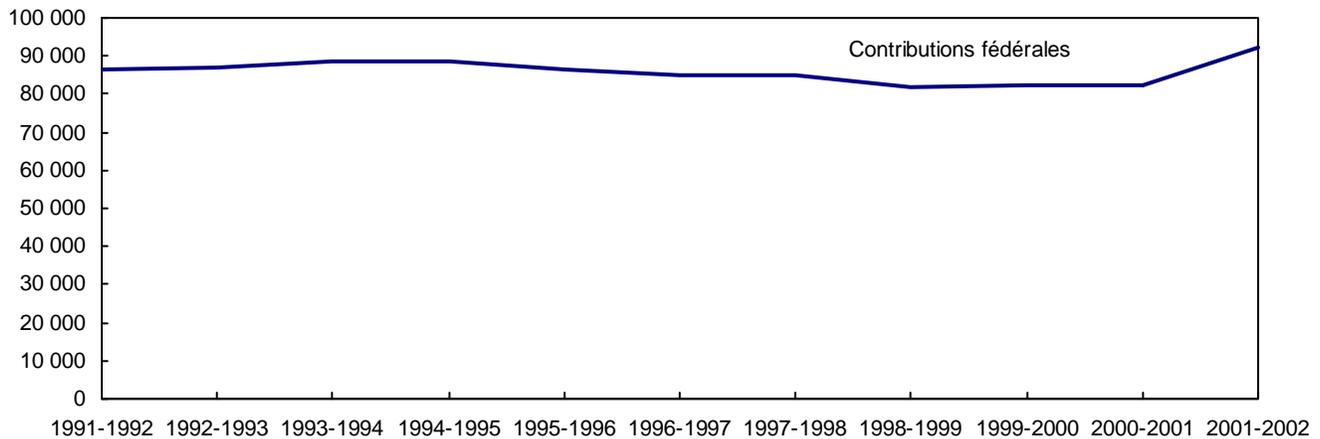
Avant 1995-1996, l'aide juridique en matière civile était financée conjointement par le gouvernement fédéral et les provinces ou territoires en vertu du *Régime d'assistance publique du Canada* (RAPC), qu'administrait à l'époque le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social. Le 1^{er} avril 1996, le RAPC a été absorbé par le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS), transfert fédéral fait à chaque province et territoire pour aider au financement des soins de santé, de l'enseignement postsecondaire, de l'aide sociale et des services sociaux. Étant désormais chargées de répartir les fonds reçus du gouvernement fédéral aux termes du TCSPS, les provinces jouissent d'une plus grande marge de manœuvre dans la répartition des ressources en fonction de leurs priorités de financement. Vu la nature de cette entente, les contributions fédérales ne comprennent plus les contributions de l'aide juridique civile parce qu'ils ne peuvent pas être déterminés à partir des données déclarées présentement dans le cadre de l'Enquête sur l'aide juridique.

À l'échelle nationale, le financement par le gouvernement fédéral de l'aide juridique a fluctué au cours de la dernière décennie. Plus particulièrement, entre 1991-1992 et 1994-1995¹⁰, la contribution fédérale annuelle n'a cessé d'augmenter, atteignant un maximum de 88 millions de dollars. Depuis 1995-1996, le financement a constamment diminué, jusqu'à un minimum de 82 millions de dollars en 1998-99. La contribution fédérale de 92 millions de dollars versée en 2001-2002 a été la plus élevée en plus de dix ans (voir la figure 1).

Figure 1

Contributions fédérales à l'aide juridique au Canada, 1991-1992 à 2001-2002

En milliers de \$ (courants)



Note : La statistique des contributions fédérales avant 1995-1996 comprend les contributions fédérales destinées aux services d'aide juridique en droit civil en vertu du *Régime d'assistance publique du Canada*.

Source : Ministère de la Justice Canada.

La diminution de la contribution fédérale en 1995-1996 s'explique sans doute en partie par l'élimination du Régime d'assistance publique du Canada (RAPC), les chiffres correspondant uniquement au financement consacré à l'aide juridique en matière criminelle. L'augmentation importante signalée en 2001-2002 tient peut-être à l'entente ponctuelle intervenue entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux ou territoriaux, en vertu de laquelle le gouvernement fédéral s'est engagé à fournir des fonds supplémentaires pour l'aide juridique en matière criminelle afin d'atténuer certaines pressions financières auxquelles étaient en proie ces secteurs de compétence.

Contributions provinciales ou territoriales à l'aide juridique

En 2001-2002, les contributions provinciales et territoriales aux régimes d'aide juridique, tant pour les affaires criminelles que pour les affaires civiles, se sont chiffrés à 443 millions de dollars, ce qui équivaut à 14 \$ par habitant et à une hausse de 12 % par rapport à l'année précédente (voir le tableau 3).

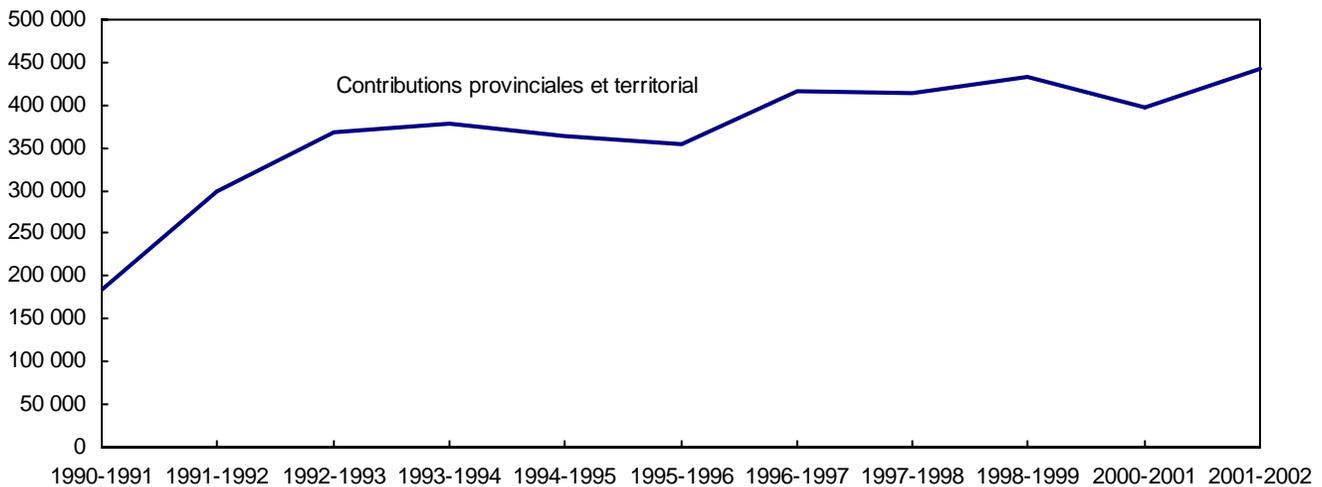
À l'échelle nationale, le financement provincial ou territorial a fluctué durant la période allant de 1991-1992 à 2001-2002. Après avoir fait un bond en 1992-1993, les contributions provinciales et territoriales à l'aide juridique, en matière tant criminelle que civile, sont demeurées relativement stable jusqu'en 1996-1997, année où elles ont considérablement augmenté, passant à 416 millions de dollars. En 1999-2000 et 2000-2001, on a observé de légères baisses puis, en 2001-2002, on a atteint le maximum en dix ans : 443 millions de dollars (voir la figure 2). L'augmentation des contributions provinciales et territoriales déclarées en 1996-1997 tient peut-être au remplacement du RAPC par le TCSPS en tant que principal mécanisme de financement provincial et territorial de l'aide juridique en matière civile.

¹⁰ La statistique des contributions fédérales avant 1995-1996 comprend les contributions fédérales destinées aux services d'aide juridique en droit civil en vertu du *Régime d'assistance publique du Canada*.

Figure 2

Contributions des gouvernements aux régimes d'aide juridique au Canada, 1991-1992 à 2001-2002

En milliers de \$ (courants)



Source : Ministères provinciaux et territoriaux de la Justice.

Encadré 1 : Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents (LSJPA) et l'aide juridique

Le 29 mai 2001, on a adopté la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents (LSJPA – projet de loi C-7), qui remplacera la Loi sur les jeunes contrevenants (LJC) à compter d'avril 2003. La nouvelle loi apporte d'importantes réformes qui visent à améliorer le système de justice pour les adolescents en fournissant une orientation législative claire et cohérente. Elle renferme une déclaration de principe, qui constituera la première source devant guider les décisions qui seront prises en vertu de la loi. La LSJPA tente de trouver des solutions de rechange aux comparutions devant les tribunaux en cas d'infraction mineure et mise sur des approches communautaires et une plus grande participation des victimes ainsi que sur une intervention précoce et la réintégration. Elle aura également pour effet d'alléger la charge de travail des tribunaux, qui pourront se concentrer sur les crimes plus graves¹¹.

Les adolescents, comme c'était le cas en vertu de la LJC, auront le droit aux termes de la LSJPA de retenir les services d'un avocat. Le tribunal pour adolescents ou la commission d'examen pourra les orienter vers un programme d'aide juridique, au besoin (partie 3, alinéa 25(4)a)). En outre, dans la plupart des secteurs de compétence, les adolescents âgés de 12 à 17 ans pourront présenter une demande d'aide juridique lorsqu'ils seront accusés d'une infraction criminelle.

Contributions des bénéficiaires et recouvrements de coûts

Les contributions des bénéficiaires représentent les sommes reçues des bénéficiaires d'aide juridique, tandis que les recouvrements de coûts désignent les montants recouverts à la suite d'un jugement, d'une décision ou d'un règlement. En 2001-2002, les contributions des bénéficiaires et les recouvrements de coûts se sont chiffrés à 21 millions de dollars, soit une hausse de 31 % par rapport à l'année précédente. Néanmoins, les contributions des bénéficiaires et les recouvrements de coûts sont demeurés stables au cours des cinq dernières années, représentant entre 3 % et 4 % du total des recettes (voir le tableau 1).

Les contributions des bénéficiaires et les recouvrements de coûts dans les provinces et territoires se sont avérés relativement stables durant les cinq dernières années. Toutefois, elles ont varié selon le secteur de compétence. Par exemple, les contributions des bénéficiaires et recouvrements de coûts en tant que pourcentage du total des recettes ont varié entre le maximum de 9 % (Manitoba) et le minimum de 1 % (Québec) en 2001-2002.

¹¹ Pour de plus amples renseignements, voir le site <http://www.canada.justice.gc.ca> du ministère de la Justice du Canada (visité le 30 septembre 2002).

Contributions des avocats

Les contributions des avocats comprennent toutes les sommes reçues de ces derniers (prélèvements), sauf les intérêts des comptes en fiducie. En 2001-2002, les contributions des avocats ont représenté 1 % des recettes des régimes d'aide juridique, se chiffrant à 6 millions de dollars, un montant presque inchangé par rapport à l'année précédente. Au cours des cinq dernières années, les contributions des avocats à l'échelle nationale ont régressé, passant de 2 % à 1 % du total des recettes (voir le tableau 1).

Ce recul des contributions des avocats s'explique par les modifications apportées au Régime d'aide juridique de l'Ontario. En avril 1999, le Barreau du Haut-Canada a renoncé au contrôle et à l'administration des services d'aide juridique¹². Ce changement a eu pour effet d'éliminer le financement de l'aide juridique par le Barreau. En 1998-1999, les contributions du Barreau du Haut-Canada ont compté pour la moitié du total des contributions des avocats au Canada. La suppression des contributions du Barreau du Haut-Canada explique la quasi-totalité de la baisse observée entre 1998-1999 et 1999-2000.

Les contributions des avocats, en tant que pourcentage du total des recettes des régimes d'aide juridique, varient considérablement selon la province et le territoire. En 2001-2002, parmi les secteurs de compétence où il y a eu des contributions des avocats, les contributions se sont situées entre 3 % au Nouveau-Brunswick et 11 % au Manitoba (voir le tableau 1).

Autres sources de recette

Les autres sources de recette comprennent les intérêts des comptes en fiducie des avocats, les recettes tirées de la vente de publications et les subventions fédérales, provinciales et territoriales. En 2001-2002, les recettes d'autres sources ont totalisé 36 millions de dollars, soit 6 % du total des recettes des régimes d'aide juridique. Il s'agit d'une baisse de 21 % par rapport à l'année précédente. Avant de fléchir en 2001-2002, les recettes d'autres sources, en tant que pourcentage du total des recettes, avaient constamment augmenté, passant de 3 % en 1997-1998 à 9 % en 2000-2001 (voir le tableau 1).

On note des écarts marqués entre les secteurs de compétence en ce qui touche le pourcentage des recettes d'autres sources. En 2001-2002, c'est en Alberta que ces recettes ont représenté le pourcentage le plus élevé (16 %) du total des recettes du régime d'aide juridique; alors que la plus faible proportion a été déclarée par le régime d'aide juridique du Québec, à moins de 1 % (voir le tableau 1).

Dépenses des régimes d'aide juridique

En 2001-2002, les dépenses des régimes d'aide juridique se sont chiffrées à 593 millions de dollars, soit 19 \$ par habitant (voir la figure 3 et le tableau 4). Il s'agit d'une hausse de 16 % par rapport à l'année précédente. Les services juridiques directs ont représenté la part du lion (services de consultation, information, renvois à d'autres organismes, représentation) (81 % des 593 millions). Sont inclus dans cette part les honoraires versés à des avocats de pratique privée (voir l'encadré 2) ainsi que la prestation de services par le personnel des régimes (voir les tableaux 5 et 6). Le reste (19 %) des dépenses engagées par les régimes se répartit entre les dépenses administratives centrales et les autres dépenses (projets externes, travaux de recherche juridique, information juridique à l'intention du public et subventions à d'autres organismes).

Encadré 2 : Tarifs de l'aide juridique¹³

Dans tous les secteurs de compétence, on a établi des barèmes tarifaires afin d'indemniser les avocats de pratique privée qui fournissent des services d'aide juridique. On y énonce les normes et les lignes directrices régissant le versement des honoraires aux avocats de pratique privée pour les affaires relevant du droit pénal ou du droit de la famille ainsi que pour les autres causes civiles. Étant appliqués par les régimes d'aide juridique pour indemniser les avocats de pratique privée, ces barèmes tarifaires peuvent avoir une grande incidence sur les dépenses consacrées aux services directs d'aide juridique.

Les barèmes tarifaires prévoient des taux horaires (qui vont actuellement de 45 \$ à 102 \$) ou indemnités forfaitaires (c.-à-d., des frais fixes pour certains types de cas ou de services). Dans plusieurs secteurs de compétence, le tarif payé dépend de l'expérience de l'avocat, du type de cas ou du palier du tribunal qui entendra la cause. Les tarifs comprennent des frais généraux de préparation, qui sont souvent fixés par les secteurs de compétence.

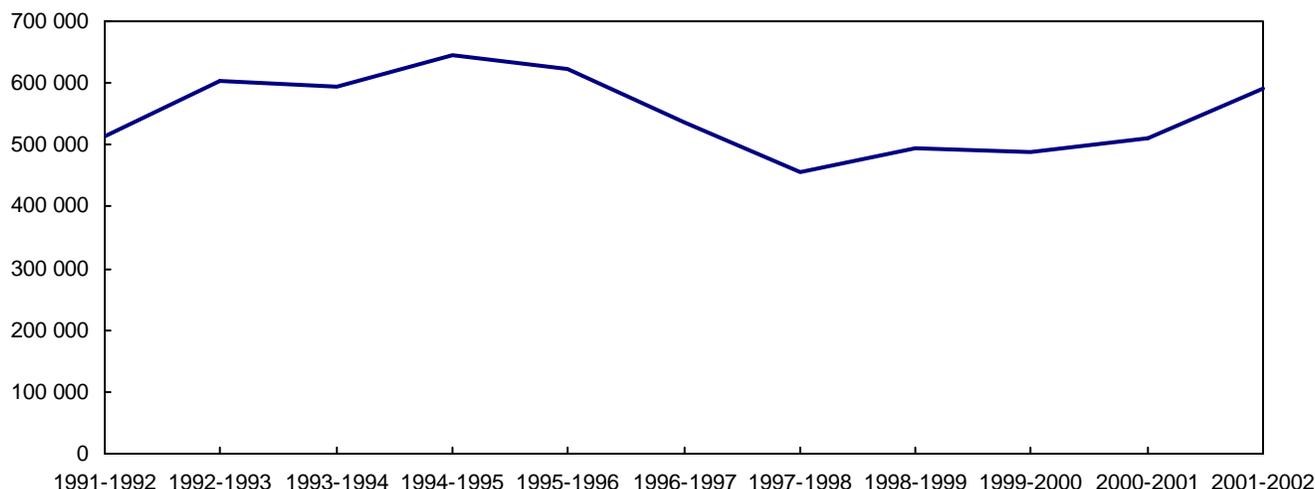
¹² Le gouvernement de l'Ontario a adopté la Loi de 1998 sur les services d'aide juridique pour remplacer la Loi sur l'aide juridique et ainsi créer, à compter du 1^{er} avril 1999, un organisme indépendant appelé Aide juridique Ontario (AJO). AJO a remplacé le Barreau du Haut-Canada à titre d'organisme de réglementation de l'aide juridique. La nouvelle entité est indépendante du gouvernement de l'Ontario, auquel il doit toutefois rendre compte des fonds publiés qu'il dépense.

¹³ On invite le lecteur à consulter la publication intitulée *L'aide juridique au Canada : Une description des opérations* (n° 85-217-XDB au catalogue) pour obtenir des renseignements plus détaillés sur les tarifs d'aide juridique dans chaque secteur de compétence.

Figure 3

Dépenses totales au titre de l'aide juridique, Canada, 1991-1992 à 2001-2002

En milliers de \$ (courants)



Source : Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

Au cours des cinq dernières années, les dépenses des régimes d'aide juridique ont varié. En 2001-2002, elles se sont accrues de 16 % par rapport à l'année précédente (voir le tableau 4). On a également signalé des hausses en 1998-1999 (9 %) et 2000-2001 (5 %), tandis qu'on a observé des baisses en 1997-1998 (-15 %) et 1999-2000 (-1 %).

Les dépenses d'aide juridique par habitant dans les provinces et territoires ont grandement fluctué. En 2001-2002, le Nunavut (124 \$) et les Territoires du Nord-Ouest (92 \$) ont été en tête du peloton, leurs dépenses étant plus de quatre fois plus élevées que la moyenne nationale de 19 \$ par habitant. C'est le Nouveau-Brunswick et l'Île-du-Prince-Édouard qui ont affiché les dépenses les moins élevées par habitant, soit 6 \$ (voir le tableau 4). Ces écarts sont attribuables non seulement à la taille du budget, mais aussi à la nature du régime d'aide juridique, notamment au genre de causes prises en charge, à l'admissibilité financière et au mode de prestation des services. Les caractéristiques socio-économiques de la région et le taux de criminalité sont d'autres éléments qui peuvent jouer. Le coût élevé par habitant dans les territoires est sans doute attribuable en partie aux dépenses accrues qu'implique la prestation des services dans les régions éloignées à faible densité de population. C'est le cas pour d'autres types de services de justice : police, tribunaux, services correctionnels pour adultes, etc.¹⁴

Dépenses engagées pour les affaires civiles ou criminelles

Plus de la moitié des 482 millions de dollars dépensés en services juridiques directs en 2001-2002 ont été consacrés à des affaires civiles plutôt qu'à des affaires criminelles (55 % comparativement à 45 %), soit à peu près la même répartition que celle observée au cours des cinq dernières années (voir le tableau 6).

La répartition des dépenses consacrées aux services directs d'aide juridique dans les deux catégories d'affaires (criminelles et civiles) varie considérablement selon le secteur de compétence. Ainsi, les affaires civiles se sont accaparées environ les deux tiers des dépenses directes en services d'aide juridique au Québec (62 %) et dans les Territoires du Nord-Ouest (63 %) en 2001-2002. Par contraste, les services directs d'aide juridique en matière criminelle ont représenté 81 % des dépenses au titre de l'aide juridique au Nouveau-Brunswick (voir le tableau 6). Ces écarts s'expliquent dans une certaine mesure par le nombre d'affaires criminelles ou civiles instruites dans chacun des secteurs de compétence. En outre, la répartition des dépenses par genre d'affaires tient peut-être au fait que les priorités ne sont pas nécessairement les mêmes dans toutes les provinces et les territoires.

Demandes d'aide juridique

La demande ou le besoin d'aide juridique au Canada se mesure largement par le nombre de demandes que reçoivent les provinces et territoires. Ce nombre ne correspond pas toutefois à toutes les demandes adressées aux régimes d'aide juridique, étant donné que les demandeurs font l'objet d'une évaluation préalable au dépôt d'une demande. De plus, le champ d'application des régimes et leurs critères d'admissibilité évoluent au fil du temps, évolution qui prend souvent la forme de nouvelles restrictions quant aux types de causes qui sont admissibles.

¹⁴ Pour de plus amples renseignements, voir le Juristat intitulé « Dépenses de la justice au Canada, 2000-2001 », n° 85-002-XPF au catalogue, vol. 22, n° 11, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada, Ottawa, 2002.

Comme il est mentionné ci-haut, plusieurs facteurs sont pris en compte dans l'évaluation des demandes d'aide juridique. Les demandeurs doivent démontrer qu'ils répondent à certaines exigences financières, que l'affaire respecte les critères d'application et, dans certains cas, que leur cause est fondée. Une demande peut être approuvée pour des **services sommaires** ou des **services complets**. Les **services sommaires** comprennent la fourniture de conseils juridiques, d'information ou de tout autre type de service juridique minimal à une personne au cours d'une interview officielle. Les **services complets**, en revanche, s'entendent d'une aide juridique beaucoup plus étendue. Le bénéficiaire de services complets se voit délivrer un certificat d'aide juridique ou une autre autorisation indiquant qu'il a droit à des services juridiques qui, outre la représentation par un avocat, peuvent comprendre des services d'information et de consultation¹⁵.

Encadré 3 : Quels sont les bénéficiaires d'aide juridique?

Comme l'Enquête sur l'aide juridique est une enquête agrégée, on ne recueille pas de renseignements sur les cas individuels. Les données sont plutôt rassemblées et déclarées en fonction de catégories prédéterminées. Par conséquent, il est impossible de dire quoi que ce soit au sujet des individus qui présentent des demandes d'aide juridique ou ont recours à de tels services. Toutefois, les régimes d'aide juridique peuvent recueillir de telles données à partir des demandes d'aide juridique.

Par exemple, la Saskatchewan Legal Aid Commission fournit dans son rapport annuel de 2001-2002 des renseignements au sujet des caractéristiques de certains demandeurs et bénéficiaires¹⁶. Au total, 81 % des demandeurs étaient des bénéficiaires d'aide sociale, environ 71 % des clients ayant présenté une demande de services complets ont déclaré être de descendance autochtone. La Commission donne également certains détails au sujet des bénéficiaires; 65 % des bénéficiaires d'aide juridique étaient de sexe masculin et 35 %, de sexe féminin.

En 2001-2002, 838 561 demandes¹⁷ d'aide juridique (services sommaires ou complets) ont été présentés aux divers régimes d'aide juridique au Canada, dont le chiffre est presque identique à celui de l'année précédente. Après avoir régressé en 1997-1998, le nombre total de demandes s'est accru en 1998-1999 et n'a que très peu varié depuis (voir le tableau 7).

Dans la plupart des secteurs de compétence¹⁸, la plupart des demandes d'aide juridique reçues en 2001-2002 avaient trait à des affaires criminelles plutôt qu'à des affaires civiles. Ainsi, près de neuf demandes sur dix (86 %) au Nouveau-Brunswick concernaient des affaires criminelles. Ont également déclaré des taux élevés d'affaires criminelles la Saskatchewan (75 %), le Yukon (71 %) ainsi que la Nouvelle-Écosse et l'Alberta (69 % dans l'un et l'autre cas). Par contraste, la majorité des demandes en Colombie-Britannique et au Québec avaient rapport à des affaires civiles, soit 64 % et 58 %, respectivement. Dans la grande majorité des affaires criminelles, le demandeur était un adulte, tandis que les affaires civiles relevaient d'abord et avant tout du droit de la famille (voir le tableau 7a).

Encadré 4 : Taux d'approbation des demandes d'aide juridique

Les données de l'Enquête sur l'aide juridique ne permettent pas de calculer le « taux » d'approbation des demandes d'aide juridique, car il est impossible de distinguer les demandes approuvées ou refusées qui ont fait l'objet d'un report d'un exercice à l'autre ou dont le traitement a été différé. En outre, le nombre de demandes approuvées ne comprend pas les demandes de services sommaires qui ont été approuvées et, par conséquent, les taux sous-estiment l'étendue des services d'aide juridique fournis.

Demandes d'aide juridique approuvées

Contrairement à ce qui est le cas pour le total des demandes ou des demandes refusées, le total des demandes d'aide juridique approuvées ne comprend que les demandes de services complets puisque de nombreux secteurs de compétence ne peuvent déclarer le nombre de demandes approuvées de services sommaires dans le cadre de l'Enquête sur l'aide juridique. En 2001-2002, 510 818 demandes de services complets d'aide juridique ont été approuvées au Canada (voir le tableau 8), soit 1 % de moins qu'au cours de l'année précédente – le premier recul depuis 1997-1998.

¹⁵ Les chiffres cités dans ce rapport quant au total de demandes et au total de demandes refusées comprennent à la fois les demandes de services sommaires et les demandes de services complets, alors que les chiffres mentionnés en ce qui a droit aux demandes approuvées tiennent compte uniquement des demandes de services complets.

¹⁶ Pour de plus amples renseignements, voir le rapport annuel de 2001-2002 de la Saskatchewan Legal Aid Commission.

¹⁷ Les chiffres correspondent au total de demandes ne comprennent pas l'Île-du-Prince-Édouard, étant donné que cette province ne tient des statistiques que pour les demandes approuvées.

¹⁸ À l'exception de l'Ontario, les secteurs de compétence qui participent à l'Enquête sur l'aide juridique sont en mesure de répartir le total de demandes entre les deux catégories d'affaires (civiles et criminelles).

Au Nouveau-Brunswick, le nombre de demandes de services complets approuvées a considérablement chuté (-57 %) en 2001-2002 (voir le tableau 8). Cette diminution est attribuable aux changements administratifs de cette province. Presque tous les services d'aide juridique en matière civile qui étaient offerts par Justice Nouveau-Brunswick sont maintenant administrés par Aide juridique du Nouveau-Brunswick. Même si le niveau d'ensemble des services d'aide juridique est resté essentiellement inchangé, ces changements administratifs signifient que le total des demandes approuvées ne peut être comparé avec les totaux des années antérieures. De nombreux autres secteurs de compétence ont signalé une baisse des demandes approuvées en 2001-2002. C'est le cas notamment de la Colombie-Britannique (-7 %), de la Saskatchewan (-6 %) ¹⁹, et de l'Ontario (-5 %). En revanche, le Yukon a signalé une forte hausse (20 %) des demandes approuvées. Suivaient l'Île-du-Prince-Édouard et l'Alberta avec des augmentations respectives de 17 % et de 8 % (voir le tableau 8).

Services d'aide juridique : genre de causes prises en charge

En 2001-2002, les affaires civiles ont représenté un peu plus de la moitié (53 %) des demandes approuvées de services complets d'aide juridique à l'échelle nationale, chiffre qui n'a à peu près pas varié au cours des cinq dernières années (voir le tableau 8).

Contrairement à ce qu'on a observé globalement, la plupart des secteurs de compétence ont approuvé un plus grand nombre de demandes ayant trait à des affaires pénales que de demandes ayant rapport à des affaires civiles, et ce, même si le taux d'approbation des demandes de services complets en matière civile et criminelle a fortement varié. Par exemple, la grande majorité des demandes de services complets approuvées au Nouveau-Brunswick et dans l'Île-du-Prince-Édouard avaient trait à des affaires criminelles en 2001-2002 (84 % et 82 %, respectivement). Par contre, les affaires civiles représentaient près des deux tiers (60 %) des demandes de services complets approuvées au Québec, comparativement à plus de la moitié (58 %) en Ontario (voir le tableau 8). Ces deux provinces, compte tenu du grand nombre de demandes reçues, ont eu une influence déterminante sur les résultats globaux.

Ces écarts peuvent être attribués aux critères d'application du régime d'aide juridique propre à chaque secteur de compétence. Ainsi, la couverture des affaires civiles est beaucoup plus vaste au Québec que dans la plupart des autres secteurs de compétence. Sont prises en charge les causes dans les domaines de la sécurité du revenu, de l'assurance-automobile, de l'assurance-emploi et de l'indemnisation des travailleurs. Par contre, la couverture offerte dans l'Île-du-Prince-Édouard ne s'applique qu'à quelques causes civiles.

Demandes d'aide juridique refusées

Les régimes d'aide juridique filtrent jusqu'à un certain point les demandes. Ainsi, lorsqu'il s'enquiert des services d'aide juridique offerts, le bénéficiaire éventuel peut constater que l'affaire qui le concerne n'est pas couverte par le régime d'aide juridique et ne présente pas, par conséquent, de demande.

Le total des demandes refusées qui sont signalées dans le cadre de l'Enquête sur l'aide juridique ne comprend pas les refus à la suite d'une présélection. Le nombre de demandes d'aide juridique refusées a augmenté de 7 % en 2001-2002, pour atteindre 118 491, comparativement à 110 683 en 2000-2001 ²⁰ (voir le tableau 11). Au cours des cinq dernières années, le nombre de demandes refusées n'a cessé de diminuer entre 1997-1998 et 1999-2000 et a augmenté tant en 2000-2001 qu'en 2001-2002.

Toutes les provinces et les territoires qui fournissent des données sur les demandes refusées, sauf la Colombie-Britannique, les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut, ont également signalé une hausse du nombre de demandes refusées en 2001-2002. La plus forte augmentation a été observée en Nouvelle-Écosse (24 %), province qui a été suivie de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick -14 % et 12 %, respectivement (voir le tableau 11).

Beaucoup de secteurs de compétence sont en mesure de signaler les motifs de refus dans le cadre de l'Enquête sur l'aide juridique. Ainsi, 150 demandes ont été refusées au Yukon en 2001-2002. De ce nombre, environ le tiers (35 %) ont été jugées inadmissibles pour des raisons financières, 34 % ont été refusées à cause des restrictions en matière de couverture, et 27 % n'ont pas été approuvées pour des raisons de non-conformité ou d'abus – refus de collaborer avec l'avocat de l'aide juridique, par exemple (voir le tableau 11). À titre de comparaison, plus de la moitié (61 %) des 40 132 demandes refusées au Québec en 2001-2002 l'ont été parce que le demandeur n'était pas admissible du point de vue financier. En outre, 20 % des demandes ont été rejetées en raison des restrictions en matière de couverture, et 4 % des demandes ont été jugées non fondées.

¹⁹ La diminution des demandes d'aide juridique totales et approuvées en Saskatchewan en 2001-2002 est liée à un projet pilote auprès d'avocats nommés d'office qui porte sur les adultes détenus sous garde, projet lancé par la Saskatchewan Legal Aid Commission. Les clients desservis dans le cadre du projet auraient été inclus sous la rubrique « Demandes d'aide juridique – avocats salariés – affaires criminelles – adultes » au cours des années précédentes.

²⁰ Le nombre de demandes refusées ne tient pas compte de l'Île-du-Prince-Édouard, province qui tient des statistiques uniquement sur les demandes approuvées.

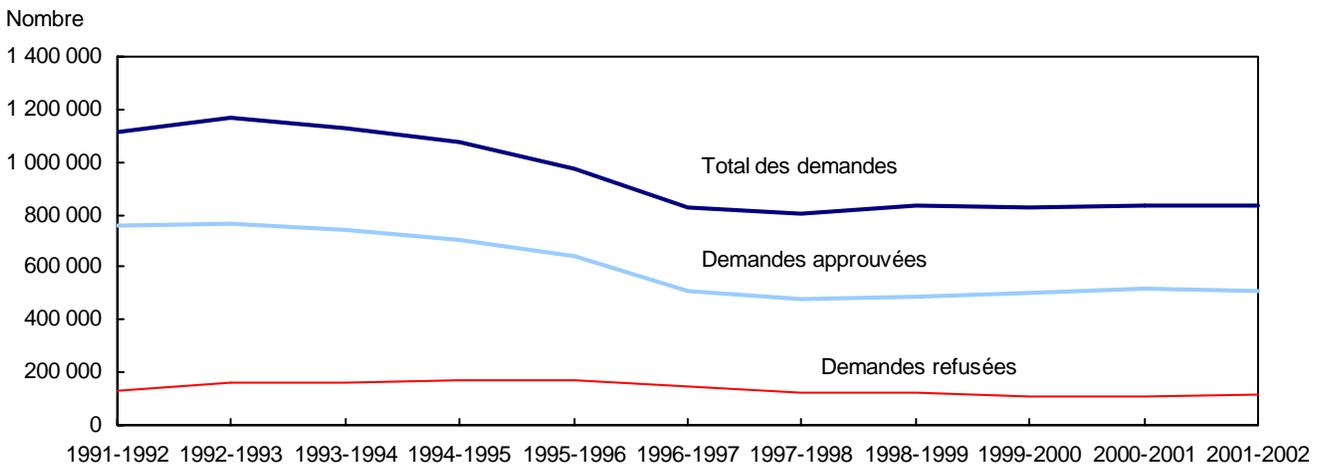
Encadré 5 : Évolution du nombre de cas d'aide juridique

En règle générale, tant le nombre de demandeurs de services d'aide juridique que le nombre de demandes de services complets approuvées ont diminué au cours des dix dernières années.

Après avoir atteint un sommet (près de 1,2 million de demandes) en 1992-1993, le nombre de demandes de services d'aide juridique à l'échelle nationale a constamment fléchi, atteignant son minimum (801 904) en 1997-1998. Divers facteurs propres aux régimes eux-mêmes peuvent avoir contribué au repli, notamment l'application de procédures d'évaluation préliminaire; l'imposition de restrictions quant au type de causes qui sont admissibles à l'aide juridique; l'adoption de critères d'admissibilité plus stricts dans certains secteurs de compétence; le recours accru aux avocats nommés d'office; ou l'augmentation des services pro bono (services gratuits) fournis par des avocats de pratique privée. Après cinq années de baisse, le nombre total de demandes d'aide juridique a augmenté à nouveau en 1998-1999 et a très peu varié depuis (voir la figure 4 et le tableau 7).

On observe une tendance similaire en ce qui a trait aux demandes d'aide juridique approuvées. Le point culminant a été atteint en 1992-1993, exercice où le nombre de demandes approuvées s'est élevé à 766 037. Par la suite, le nombre de demandes n'a cessé de diminuer jusqu'en 1998-1999. Entre 1998-1999 et 2000-2001, le nombre de demandes approuvées a légèrement augmenté, puis a recommencé à diminuer en 2001-2002. Bien qu'il ait également augmenté en 1992-1993, le nombre de demandes refusées est demeuré relativement stable au cours des dix dernières années.

Figure 4

Demands de services d'aide juridique, approuvées et refusées, Canada 1991-1992 à 2001-2002¹

¹ La somme des demandes approuvées et refusées peut ne pas être égale au total des demandes pour deux raisons : (i) la décision d'accepter ou de rejeter une demande peut ne pas avoir eu lieu au cours de la période où la demande a été déposée. Généralement, la plupart des demandes sont déposées et évaluées au cours de la même période : celles reportées au prochain exercice financier sont donc comparativement peu nombreuses. (ii) les chiffres de demandes approuvées ne comprennent que les demandes de services complets, alors que le total des demandes est la somme des demandes de service, incluant les services complets et sommaires, et les demandes refusées.

Personnel

En 2001-2002, les bureaux d'aide juridique au Canada comptaient 3 001 employés, soit une hausse de 2 % par rapport à l'année précédente et le nombre le plus élevé depuis 1994-1995. Le nombre total d'employés des régimes d'aide juridique des provinces et des territoires variait entre sept dans l'Île-du-Prince-Édouard et 1 136 en Ontario en 2001-2002 (voir le tableau 12).

En 2001-2002, les avocats représentaient 36 % de l'ensemble des employés des régimes, chiffre qui n'a guère varié au cours des cinq dernières années (voir le tableau 12). Au nombre des autres employés (64 %) figuraient des employés affectés à l'administration, des étudiants en droit, des comptables, des agents de recherche, des bibliothécaires et d'autres employés qui assurent l'accessibilité et la productivité des régimes d'aide juridique.

La proportion des employés qui sont avocats varie énormément entre les secteurs de compétence. Les écarts sont en fonction du genre de système de prestation de services adopté. En règle générale, le pourcentage d'avocats est beaucoup moins élevé dans les provinces dotées d'un système d'assistance judiciaire que dans celles qui font appel à des avocats salariés. Ainsi, 29 % des employés en Alberta étaient des avocats, comparativement à 54 % en Nouvelle-Écosse (voir le tableau 12).

En 2000-2001, les avocats représentaient la majorité (63 %) du personnel affecté aux services d'aide juridique directs dont les fonctions principales consistent à conseiller ou à représenter les clients. Un faible pourcentage (12 %) d'avocats ont offert des services qui ne consistaient pas à donner des conseils juridiques ou à représenter directement des clients (voir le tableau 12).

Encadré 6 : Participation des avocats à la prestation des services d'aide juridique

En 2001, on dénombrait au Canada 51 850 avocats inscrits comme membres en exercice assurés aux barreaux provinciaux et territoriaux²¹. Les membres en exercice de la profession ne fournissent pas tous des services d'aide juridique.

En 2001-2002, 12 024 avocats, soit environ le quart des membres assurés des barreaux, ont fourni des services d'aide juridique. La grande majorité de ces avocats (91 % ou 10 959) étaient des avocats de pratique privée en 2001-2002 (voir le tableau 13). Les autres avocats (9 % ou 1 065) qui ont offert des services d'aide juridique étaient des avocats salariés des régimes d'aide juridique. Le nombre et la répartition des avocats de pratique privée ou des avocats salariés qui ont participé à la prestation de services d'aide juridique est demeuré relativement stable au cours des cinq dernières années.

Bien que la majorité des avocats qui fournissent des services d'aide juridique soient en pratique privée, les proportions varient selon les provinces et territoires. Ainsi, en Alberta, 96 % des 1 470 juristes qui ont fourni des services d'aide juridique étaient des avocats de pratique privée. Par contraste, les avocats de pratique privée ne représentaient que 38% de ceux qui offraient des services d'aide juridique au Nunavut (voir le tableau 13). Rappelons une fois de plus que les écarts sont attribuables au genre de système de prestation de services en place.

Encadré 7 : Services d'avocats nommés d'office

Outre les services d'aide juridique, la plupart des secteurs de compétence ont un système d'avocats nommés d'office administré par le régime d'aide juridique. Ces services sont offerts à titre gracieux à des personnes non représentées par un avocat qui, bien souvent, sont sur le point de comparaître devant le tribunal. Les avocats qui sont nommés d'office ont pour rôle d'aider le prévenu à obtenir des services juridiques, de lui donner des conseils ou de le représenter sur-le-champ et de lui fournir une assistance immédiate au moment de l'arrestation et de la mise en détention.

Le plus souvent, les avocats nommés d'office ne sont pas rattachés à un bureau d'aide juridique. Ils sont plutôt affectés à des tribunaux criminels (tant pour adultes que pour adolescents), à des tribunaux de la famille ou à des points d'entrée au Canada, ou à des établissements psychiatriques ou à d'autres établissements publics²². Leur présence à ces endroits varie selon le secteur de compétence. Dans certains secteurs, ces services sont offerts par des avocats salariés tandis que dans d'autres, ils sont fournis par des avocats de pratique privée. La prestation de services d'avocats nommés d'office n'empêche pas le bénéficiaire de pouvoir présenter ultérieurement une demande d'aide juridique.

Dans l'Île-du-Prince-Édouard, seules les personnes admissibles à l'aide juridique peuvent bénéficier des services d'un avocat nommé d'office. Par ailleurs, les avocats salariés des régimes d'aide juridique peuvent, au besoin, donner des conseils juridiques et fournir une assistance relativement à des affaires relevant du droit de la famille ou du droit criminel²³.

La plupart des secteurs de compétence sont en mesure de fournir dans le cadre de l'Enquête sur l'aide juridique des renseignements sur les services d'avocats nommés d'office. Par exemple, on a eu recours aux services de tels avocats à 6 891 reprises en Nouvelle-Écosse en 2001-2002 (voir le tableau 14). Dans la quasi-totalité des cas, ces services ont été offerts dans des affaires criminelles. La très grande majorité de ces affaires (88 %) mettaient en cause un adulte plutôt qu'un adolescent (voir le tableau 14a).

À titre de comparaison, l'Ontario a indiqué que des services d'avocats nommés d'office avaient été offerts à 805 156 occasions en 2001-2002 (voir le tableau 14). Bien que la prestation de ces services ait été reliée dans la grande majorité (82 %) des cas à des affaires criminelles, il s'agissait d'une affaire civile dans presque un cas sur cinq (18 %). Contrairement à la situation en Nouvelle-Écosse, les interventions dans des affaires criminelles se répartissaient presque également entre les adultes et les adolescents (58 % et 42 %, respectivement). Sept interventions sur dix dans des affaires civiles en Ontario avaient trait à des causes relevant du droit de la famille en 2001-2002 (voir le tableau 14a).

²¹ Le nombre de membres des barreaux a été fourni par la Fédération des professions juridiques du Canada et comprend les avocats actifs assurés. Les données sont fondées sur les dénombremens à la fin de décembre plutôt que sur les dénombremens pour l'exercice.

²² Pour de plus amples renseignements, voir *Les différents systèmes canadiens d'aide juridique en ce qui concerne les avocats de garde*, Prairie Research Associates, ministère de la Justice du Canada, Ottawa, 1994.

²³ On invite le lecteur à consulter la publication intitulée *L'aide juridique au Canada : une description des opérations (n° 85-217-XDB au catalogue)* pour obtenir des renseignements plus détaillés au sujet des critères d'admissibilité à l'aide juridique et des services d'avocats nommés d'office dans chaque secteur de compétence.

MÉTHODOLOGIE

L'Enquête sur l'aide juridique est menée annuellement depuis 1983-1984. Les données sont recueillies à l'aide d'un questionnaire d'enquête que remplissent les 13 régimes d'aide juridique au Canada. L'enquête permet de fournir à la communauté juridique, au milieu universitaire et au public de l'information sur les recettes, les dépenses, le personnel et la charge de travail associés à la prestation et à l'administration de l'aide juridique au Canada.

Il est important de noter que le champ d'application de l'enquête comporte certaines limites. Bien que l'Enquête sur l'aide juridique se veuille une enquête nationale, Terre-Neuve-et-Labrador est exclue depuis 1998-1999. En outre, certains régimes d'aide juridique ne sont pas en mesure de fournir tous les éléments d'information recueillis dans le cadre de l'enquête. L'absence de données rend difficile l'établissement de comparaison directe entre les secteurs de compétence ou d'un aperçu vraiment national de l'aide juridique au Canada.

La majeure partie des données présentées dans cette publication ont été recueillies grâce à l'Enquête sur l'aide juridique. Cependant, les données sur les contributions financières des provinces et territoires ont été obtenues auprès des ministères compétents responsables des questions de justice. Justice Canada a fourni les données sur les contributions fédérales à l'aide juridique en matière criminelle. Les données sur les membres des barreaux provinciaux et territoriaux ont été obtenues auprès de la Fédération des professions juridiques du Canada.

Les chiffres par habitant sont basés sur les estimations démographiques publiées dans *Statistiques démographiques annuelles – Rapport de 2001* de la Division de la démographie de Statistique Canada. Populations au 1^{er} juillet : estimations postcensitaires définitives pour 1996-1997; estimations postcensitaires mises à jour pour 1998 à 2000; et estimations postcensitaires préliminaires pour 2001 (voir le tableau 18).

Pour corriger l'inflation, on a calculé les chiffres en dollars constants de 1992-1993 en se fondant sur l'Indice des prix à la consommation (IPC) de Statistique Canada (1992=100) (n° 62-001 au catalogue) (voir le tableau 19).

GLOSSAIRE

L'**accord interprovincial de réciprocité** désigne l'accord officieux intervenu entre les Régimes d'aide juridique du Canada en ce qui concerne le traitement des dossiers relatifs à des affaires mettant en cause des non-résidents. Aux termes de cet accord, les particuliers qui désirent obtenir des services d'aide juridique doivent en faire la demande dans leur province ou territoire de résidence plutôt que dans la province ou le territoire où le recours judiciaire a été adressé au tribunal. Une demande approuvée est ensuite transmise au régime qui doit assurer la prestation des services d'aide juridique. Par **dossiers reçus**, on entend les demandes d'aide juridique au civil que d'autres régimes provinciaux ou territoriaux ont approuvées et transmises au régime et à l'égard desquelles ce dernier a assuré la prestation de services. Par **dossiers transmis**, on entend les demandes d'aide juridique au civil que le régime a approuvées et transmises à d'autres régimes provinciaux ou territoriaux pour qu'ils assurent la prestation des services y afférents.

Les **adultes** désignent les personnes âgées de 18 ans et plus.

Les **affaires provinciales et territoriales** désignent les infractions aux lois provinciales ou territoriales, ainsi que les infractions aux règlements municipaux.

Les **affaires relevant du droit de la famille** désignent les affaires liées au divorce, à la séparation, aux pensions alimentaires, aux droits de garde et de visite, à la tutelle et à la protection de l'enfance, ainsi que toute autre affaire de cette nature (par exemple : adoption, changement de nom, et médiation).

Par **appel**, on entend un appel interjeté par suite d'une décision rendue par un tribunal de première instance ou par un tribunal administratif, et non un appel interjeté par suite du rejet d'une demande. Chaque demande est comptée malgré le fait que l'affaire en cause a déjà été traitée par le régime dans le passé.

Les **autres affaires civiles** désignent toutes les affaires relevant du droit civil, mais ne relevant pas du droit de la famille.

Les **autres dépenses** désignent les sommes dépensées par le régime au titre des fonctions dont il n'a pas déjà été fait état dans toute autre catégorie de dépenses (p. ex., les dépenses en immobilisations).

Les **autres employés** désignent les fonctions principales qui ne comprennent pas la prestation de conseils juridiques et(ou) de services de représentation directe des clients; il peut s'agir notamment d'avocats dont les principales fonctions sont de nature administrative, de stagiaires, de comptables, de bibliothécaires, d'étudiants en droit, d'employés de bureau, d'employés affectés à l'information du public et d'employés affectés aux recherches juridiques.

Par **autres raisons**, on entend toute raison autre que l'inadmissibilité financière invoquée pour rejeter une demande. Ces raisons peuvent appartenir à une des catégories suivantes : raisons liées à l'applicabilité, mérite insuffisant, non-conformité ou abus.

Les **autres recettes** ont trait aux recettes dont il n'a pas déjà été fait état dans toute autre catégorie de recettes. La catégorie « autres recettes » peut comprendre, entre autres choses, le revenu de placements, les ventes de recherche et les intérêts gagnés en général.

Avocats non résidents renvoie aux avocats qui exercent leur profession dans une province ou un territoire donné, mais qui ne demeurent pas en permanence dans cette province ou ce territoire.

Comptabilité d'exercice - cette méthode consiste à prendre en compte les revenus dans la période où ils ont été gagnés et à déduire les dépenses dans la période où elles ont été engagées.

La **comptabilité de caisse** désigne un système dans lequel les recettes ne sont prises en compte qu'au moment où elles sont perçues en espèces et les dépenses sont affectées à la période où le paiement en espèces a été effectué.

La **contribution des provinces et territoires** désigne les sommes versées par les provinces et les territoires aux régimes d'aide juridique.

La **contribution fédérale aux affaires criminelles de l'aide juridique** désigne les fonds fournis par Justice Canada.

Les **contributions des avocats** – désigne les sommes reçues des avocats (c.-à-d. les prélèvements) autres que les intérêts des comptes en fiducie déclarés séparément.

Les **contributions des bénéficiaires** désigne les montants reçus des bénéficiaires de l'aide juridique, y compris les cotisations fixes des utilisateurs.

Par **contributions gouvernementales**, on entend les montants déclarés par les régimes d'aide juridique et les fonds fédéraux, provinciaux et territoriaux alloués au régime par l'intermédiaire de l'administration provinciale ou territoriale. Une répartition détaillée des contributions fédérales versées en vertu des ententes fédérales-provinciales ou territoriales de partage des frais en matière d'aide juridique au criminel dans les cas des adultes ou relevant de la *Loi sur les jeunes contrevenants*, de même que les contributions versées dans le cadre du Régime d'assistance publique du Canada ne font pas partie de l'Enquête sur l'aide juridique, puisque les fonds sont en général directement versés au Trésor de la province ou du territoire et non pas directement aux régimes.

Par **demande**, on entend une demande officielle présentée par écrit par une personne qui fait appel à un bureau d'aide juridique pour obtenir de l'aide. Quand les données sont agrégées, le nombre total de demandes indique le nombre de demandes de services sommaires et de services complets, plutôt que le nombre de personnes qui demandent de l'aide. Les demandes d'aide officielles doivent être présentées sur la formule d'inscription utilisée par le bureau d'aide juridique. Les affaires connexes mentionnées au moment de la prise de contact avec le bureau figurent sur une même demande, que les clients soient tenus ou non de comparaître en cour. Si une affaire (autre qu'un appel) ayant trait à la demande initiale est instruite à une date ultérieure, il n'y a pas lieu de remplir une nouvelle demande. Les demandes relatives aux affaires criminelles et les demandes relatives aux affaires civiles font l'objet d'un compte distinct. Le nombre total de demandes déclarées pour l'exercice financier englobe toutes les demandes présentées au cours de cette période, quelle que soit la date à laquelle la demande a été approuvée ou rejetée. Le compte exclut les demandes relatives aux services des avocats nommés d'office.

Par **demande de services complets approuvée** on entend une demande donnant lieu à la prestation de services d'aide juridique conformément à un certificat, une mise en rapport ou toute autre autorisation indiquant que le requérant peut recevoir des services d'aide juridique. Une fois qu'une demande de services complets a été approuvée, on ne peut la compter ultérieurement comme une demande de services sommaires même si, dans certains cas, relativement peu de services ont été rendus pour répondre à la demande. On compte le nombre d'unités de services plutôt que le nombre de personnes ayant bénéficié de ces services. Les chiffres résultants n'englobent ni les services sommaires (y compris les avis juridiques écrits), ni les services d'avocats nommés d'office.

Par **demande de services sommaires approuvée**, on entend une demande donnant lieu à la prestation de conseils juridiques, de renseignements ou de tout autre genre de service de base dans le cadre d'une entrevue officielle. Ces services peuvent comprendre l'exécution de tâches juridiques simples comme celles consistant à faire un appel téléphonique ou à rédiger une lettre pour le compte d'un client. Sont exclues les demandes de renseignements présentées à la réception du bureau d'aide juridique ou les demandes de renseignements faites par téléphone (ligne directe). On assure la prestation de services sommaires dans deux circonstances : lorsqu'une demande écrite a été présentée au bureau ou qu'une demande verbale a été faite. Seules les demandes écrites sont comptées. On n'ouvre pas de dossier pour les clients qui reçoivent des services sommaires. On ne compte pas les demandes de services étendus (services complets) dont le rejet a entraîné la prestation de services sommaires. De même, on ne tient pas compte des demandes de services complets approuvées ayant donné lieu ultérieurement à la prestation de services sommaires, non plus que des demandes verbales. On compte le nombre d'unités de services fournies plutôt que le nombre de personnes ayant bénéficié de ces services.

Par **demande refusée** on entend toute demande officielle d'aide juridique présentée par écrit, à l'égard de laquelle on a refusé d'approuver la prestation de services juridiques. Le compte de ces demandes inclut les demandes à l'égard desquelles on a refusé d'accorder des services, ainsi que les demandes de services complets ayant été rejetées, mais à l'égard desquelles on a approuvé la prestation de services sommaires. Une demande peut être rejetée, portée en appel et rejetée de nouveau. Seul le rejet initial est compté. Les raisons du rejet sont issues des restrictions imposées par la loi et par la politique. S'il y a deux raisons de rejeter une demande, la plus importante est considérée comme la raison principale.

Les **demandes rejetées pour des motifs liés à l'applicabilité** sont refusées parce que le Régime d'aide juridique n'offre pas de services pour les affaires de ce genre.

Les **dépenses** désignent les sommes brutes réelles dépensées par le régime au cours de l'exercice financier. Les dépenses engagées pour le compte du régime par d'autres organismes sont exclues. Le total des dépenses est égal à la somme des dépenses directes au titre des services juridiques, des dépenses au titre des autres programmes, des dépenses au titre des services administratifs centraux et toute autre dépense.

Les **dépenses au titre de l'information du public** (y compris les dépenses au titre des autres programmes) englobent les dépenses relatives aux programmes d'information en matière de droit, aux programmes de sensibilisation et à la publicité.

Les **dépenses au titre de projets externes** (y compris les dépenses au titre des autres programmes) désignent les montants consacrés par le régime à des projets mis en oeuvre à l'extérieur du cadre du régime (par exemple dans des centres de consultation universitaires). On notera que le financement des centres de consultation communautaires est exclu de ces frais.

Les **dépenses au titre des autres programmes** comprennent les montants consacrés aux projets externes, aux activités de recherches juridiques, à l'information du public en matière de droit et à des contributions versées à d'autres programmes.

Les **dépenses au titre des recherches juridiques** (y compris les dépenses au titre des autres programmes) désignent les montants dépensés par le régime pour effectuer des recherches ayant trait à des questions juridiques. Ces dépenses excluent les frais engagés aux fins du fonctionnement des bibliothèques.

Les **dépenses au titre des services administratifs centraux** comprennent les sommes engagées au titre des fonctions de l'administration centrale et des bureaux qui n'emploient pas de personnel pour conseiller et représenter les clients.

Les **dépenses directes au titre des services juridiques** désignent la somme de tous les montants versés à des cabinets d'avocats de pratique privée et les coûts afférents à la prestation des services juridiques assurés par le personnel du régime. Ces dépenses comprennent les sommes versées pour la prestation de conseils juridiques et services de représentation aux clients, au nombre desquels figurent des groupes cibles. Ces chiffres comprennent aussi les dépenses de tous les cabinets d'avocats et de tous les centres de consultation communautaires ayant conclu un contrat avec le régime (c.-à-d., le traitement du personnel, les avantages sociaux et les frais généraux). Les dépenses au titre des services administratifs centraux et autres dépenses du régime sont exclues.

Les **dépenses directes au titre des services juridiques assurés par le personnel du régime** désignent les sommes dépensées pour la prestation de conseils juridiques et de services de représentation par le personnel du régime à des clients, au nombre desquels figurent certains groupes cibles. Ces montants englobent les dépenses de tous les cabinets d'avocats et de tous les centres de consultation communautaires ayant conclu un contrat avec le régime (c.-à-d., le traitement du personnel, les avantages sociaux et les frais généraux). Ainsi, les dépenses comprennent les traitements et les avantages sociaux du personnel spécialisé et du personnel de soutien, ainsi que les débours juridiques et les frais généraux des bureaux d'aide juridique directe. Les frais généraux associés incluent le coût des fournitures et du matériel de bureau ainsi que les dépenses au titre de l'entretien, des conférences, des réunions, des cotisations, des loyer, etc.. Les dépenses au titre des services administratifs centraux et les autres dépenses (p. ex. les dépenses en immobilisations) sont exclues.

Les **dépenses relatives aux cabinets d'avocats de pratique privée** englobent les honoraires et les débours, ainsi que certains autres frais (par exemple les frais de déplacement) assumés par les avocats de pratique privée aux fins de la prestation de services juridiques à des clients de l'aide juridique.

Par **inadmissibilité financière**, on entend le refus d'accepter une demande d'aide juridique à cause de renseignements d'ordre financier divulgués par l'intéressé sur ses revenus, ses avoirs et ses dettes.

Conformément aux lois fédérales et provinciales, les **jeunes** désignent les personnes âgées de 12 ans ou plus, mais de moins de 18 ans. Cependant, deux provinces (l'Ontario et la Nouvelle-Écosse) ont établi à 15 ans l'âge maximal pour la plupart des affaires relevant de la compétence de la province ou des municipalités.

Les **membres actifs du Barreau** comprennent tous les avocats jouissant d'une assurance responsabilité professionnelle accrédités à pratiquer dans le secteur de compétence visé.

Des demandes peuvent être rejetées faute de **mérite suffisant** si la nature du cas ou le manque de sérieux de l'affaire ne justifie pas la prestation de services d'aide juridique.

Le **nombre d'avocats de pratique privée ayant assuré les prestations de services** comprend les avocats de pratique privée, membres du Barreau, qui ont réellement fourni des services juridiques et présenté une demande d'honoraires au régime au cours de l'exercice financier. Les avocats au service d'une administration publique ou membres du personnel de l'aide juridique sont exclus. Les notaires sont inclus dans le dénombrement total.

Par **personnel affecté à l'information du public** (y compris les autres employés), on entend les personnes qui, à l'intérieur d'un domaine déterminé, sont chargées des programmes d'information en matière de droit, des programmes de sensibilisation et(ou) de la publicité.

Par **personnel affecté aux recherches juridiques** (y compris les autres employés), on entend les personnes qui, au sein d'un domaine déterminé, effectuent des recherches relatives aux questions juridiques (sont exclues les personnes affectées aux bibliothèques des régimes).

Par **personnel affecté aux services d'aide juridique directs**, on entend les personnes dont les fonctions principales consistent à conseiller et(ou) à représenter les clients. Les notaires sont comptés avec les avocats salariés, tandis que les techniciens judiciaires sont comptés avec les non-avocats.

Par **recettes**, on entend tous les montants reçus directement par le Régime d'aide juridique au cours de l'exercice financier. Les fonds versés par les organismes extérieurs au régime pour des projets précis ne sont pas considérés comme des recettes.

Par **recouvrements des coûts**, on entend les montants recouverts à la suite d'un jugement, d'une décision ou d'un règlement.

Le **rejet d'une demande d'aide juridique pour non-conformité ou abus** est fondé sur la façon dont le requérant a utilisé ou utilise actuellement le régime. La demande peut être rejetée parce que des services similaires ont déjà été rendus; parce que les services demandés constituent un recours abusif à la voie judiciaire; ou parce que le requérant refuse de collaborer avec l'avocat de l'aide juridique.

Les **ressources en personnel** qui sont déclarées comme nombre d'employés au 31 mars, désignent le nombre réel des employés au service du régime. Ces données sont ventilées selon deux catégories : soit le genre de service offert et le genre d'employé. Les employés faisant partie des effectifs des régimes sont divisés en deux catégories : les avocats et les non-avocats. Les avocats salariés désignent les avocats qui sont embauchés par le régime d'aide juridique et qui travaillent au bureau de l'aide juridique. Les salaires de ces employés sont versés par le régime.

Par **services d'avocats nommés d'office**, on entend les services juridiques assurés sans frais par un avocat à un endroit autre qu'un bureau d'aide juridique et pour lesquels le bénéficiaire n'avait pas présenté de demande écrite. On compte le nombre d'unités de services fournis plutôt que le nombre de personnes ayant bénéficié de ces services. Les chiffres résultants ne tiennent compte ni des services sommaires, ni des demandes approuvées. Les personnes dont la cause est entendue par un tribunal itinérant reçoivent habituellement les services d'avocats nommés d'office. C'est pourquoi les services relatifs aux causes entendues par les tribunaux itinérants sont comptés avec les services d'avocats nommés d'office plutôt qu'avec les demandes acceptées. Ces services sont comptés avec les demandes acceptées uniquement lorsque l'affaire afférente a été remise à plus tard. La prestation à un client de services d'avocats nommés d'office n'empêche pas ce client de présenter plus tard une demande de services d'aide juridique s'il le désire.

Les **services d'avocats nommés d'office au criminel** désignent les services relatifs à des affaires criminelles qui sont en général assurés devant un tribunal ou dans un lieu de détention.

Par **services sommaires** on entend des services donnant lieu à la prestation de conseils, de renseignements ou de tout autre genre de services de base au cours d'une entrevue officielle. Ils peuvent comprendre l'exécution de tâches juridiques simples comme celles de faire un appel téléphonique ou à rédiger une lettre pour le compte d'un client. Ils excluent les demandes de renseignements présentées à la réception d'un bureau d'aide juridique et les demandes de renseignements faites par téléphone (ligne directe). On assure la prestation de services sommaires dans deux circonstances : lorsqu'une demande écrite a été présentée au bureau ou qu'une demande verbale a été faite. Seules les demandes écrites sont comptées. Par **demande écrite** on entend une demande d'aide présentée par une personne ayant rempli une formule de demande. Par **demande verbale**, on entend une demande adressée en personne par un non requérant à un bureau de l'aide juridique ou par téléphone à un professionnel affecté au service d'aide juridique direct. Les services sommaires peuvent être offerts en réponse à la demande même ou ils peuvent être accordés en cas de rejet d'une demande de services plus étendus (services complets). Lorsqu'une demande de services complets est approuvée, on ne peut ultérieurement la compter comme une demande de services sommaires même si relativement peu de services ont été rendus. En outre, on n'ouvre pas de dossier pour les clients qui reçoivent des services sommaires. Le nombre des services sommaires correspond au nombre d'unités de services fournies plutôt qu'au nombre de personnes aidées. Ces chiffres n'englobent ni les demandes de services complets approuvées ni les services d'avocats nommés d'office.

Total des membres du Barreau renvoie au nombre d'avocats actifs assurés qui figurent sur la liste de la Fédération des professions juridiques du Canada. Sont exclus les avocats qui sont à leur retraite ou inactifs. Les avocats des secteurs public et privé sont inclus. Les avocats non résidants sont inclus dans la province où ils travaillent.

TABLEAUX DE DONNÉES

Tableau 1
Recettes totales des régimes d'aide juridique par type de recette

Province/territoire et année	Recettes totales	Contributions gouvernementales ¹		Contributions des bénéficiaires et recouvrement des coûts		Contributions des avocats		Autres ²		
	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	%	
Terre-Neuve-et-Labrador										
1997-1998	5 350	5 243	98	8	0	69	1	30	1	
1998-1999	5 899	5 488	93	27	0	334	6	50	1	
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2001-2002	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard										
1997-1998	543^r	543 ^r	100	...	...	...	...	...	...
1998-1999	595^r	561 ^r	94	...	...	...	...	34	6
1999-2000	695	610	88	...	...	...	...	85	12
2000-2001	736	655	89	...	...	...	...	81	11
2001-2002	777	702	90	...	...	...	...	75	10
Nouvelle-Écosse										
1997-1998	10 354	10 248	99	3	0	...	...	103	1
1998-1999	10 950	10 734	98	37	0	...	...	179	2
1999-2000	11 435	11 207	98	13	0	...	...	215	2
2000-2001	11 654	11 375	98	15	0	...	...	264	2
2001-2002	13 070	12 526	96	3	0	...	...	541	4
Nouveau-Brunswick³										
1997-1998	3 806	3 278	86	96	3	220	6	212	6	
1998-1999	4 050	3 524	87	98	2	160	4	268	7	
1999-2000	5 058	4 521	89	101	2	100	2	336	7	
2000-2001	4 650	3 913	84	93	2	295	6	349	8	
2001-2002	4 729	3 873	82	122	3	150	3	583	12	
Québec										
1997-1998	115 966	114 963	99	668	1	...	...	335	0
1998-1999	129 645	128 268	99	914	1	...	...	463	0
1999-2000	105 481	103 874	98	1 123	1	...	...	484	0
2000-2001	107 996	106 097	98	1 389	1	...	...	510	0
2001-2002	120 958	119 087	98	1 511	1	...	...	360	0
Ontario										
1997-1998	257 940	230 796	89	9 804	4	5 704	2	11 636	5	
1998-1999	272 854	231 588	85	12 361	5	4 365	2	24 540	9	
1999-2000	268 539	230 992	86	10 807	4	0	0	26 740	10	
2000-2001	249 544	201 626	81	9 791	4	0	0	38 127	15	
2001-2002	288 316	246 695	86	15 001	5	0	0	26 620	9	
Manitoba										
1997-1998	15 289	12 957	85	1 316	9	984	6	32	0	
1998-1999	15 335	12 994	85	1 478	10	835	5	28	0	
1999-2000	17 590	14 179	81	1 694	10	1 687	10	30	0	
2000-2001	18 060	14 657	81	1 838	10	1 524	8	41	0	
2001-2002	19 348	15 446	80	1 711	9	2 089	11	102	1	
Saskatchewan										
1997-1998	9 534	9 432	99	63	1	...	...	39	0
1998-1999	9 953	9 825	99	55	1	...	...	73	1
1999-2000	10 690	10 565	99	52	0	...	...	73	1
2000-2001	11 052	10 897	99	43	0	...	...	112	1
2001-2002	11 744	11 415	97	39	0	...	...	290	2
Alberta										
1997-1998	26 641	22 542	85	2 300	9	...	...	1 799	7
1998-1999	27 012	22 542	83	2 166	8	...	...	2 304	9
1999-2000	27 680	20 742	75	2 360	9	...	...	4 578	17
2000-2001	29 545	22 542	76	2 579	9	...	...	4 424	15
2001-2002	35 529	27 242	77	2 674	8	...	...	5 613	16

Tableau 1
Recettes totales des régimes d'aide juridique par type de recette – fin

Province/territoire et année	Recettes totales		Contributions gouvernementales ¹		Contributions des bénéficiaires et recouvrement des coûts		Contributions des avocats		Autres ²	
	milliers de \$		milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	%
Colombie-Britannique										
1997-1998	86 230		82 171	95	214	0	3 500	4	345	0
1998-1999	86 213		82 035	95	187	0	2 975	3	1 016	1
1999-2000	86 545		81 810	95	199	0	3 175	4	1 361	2
2000-2001	88 324		82 953	94	533	1	3 289	4	1 549	2
2001-2002	93 718		88 776	95	231	0	3 389	4	1 322	1
Territoire du Yukon										
1997-1998	864		856	99	8	1	...	...	0	0
1998-1999	938		931	99	7	1	...	...	0	0
1999-2000	978		968	99	10	1	...	...	0	0
2000-2001	1 391		1 356	97	34	2	...	...	1	0
2001-2002	1 429		1 389	97	24	2	...	...	16	1
Territoires du Nord-Ouest ⁴										
1997-1998	5 395		5 395	100	...	...	...	...	...	...
1998-1999	5 412		5 412	100	...	...	...	...	...	...
1999-2000	6 257		5 697	91	...	...	...	...	560	9
2000-2001	3 511		3 511	100	...	...	...	...	...	...
2001-2002	3 747		3 747	100	...	...	...	...	...	...
Nunavut ⁵										
1997-1998	...		...	...	...	...	...	...	...	...
1998-1999	...		...	...	...	...	...	...	...	...
1999-2000	...		...	...	...	...	...	...	...	...
2000-2001	2 842		2 840	100	2	0	...	...	...	...
2001-2002	3 603		3 390	94	1	0	...	...	212	6
TOTAL										
1997-1998	537 912		498 424	93	14 480	3	10 477	2	14 531	3
1998-1999	568 856		513 902	90	17 330	3	8 669	2	28 955	5
1999-2000	540 948		485 165	90	16 359	3	4 962	1	34 462	6
2000-2001	529 305		462 422	87	16 317	3	5 108	1	45 458	9
2001-2002	596 967		534 288	90	21 317	4	5 628	1	35 734	6

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

¹ La somme des contributions provinciales/territoriales (tableau 3) et des contributions fédérales (tableau 2) peut différer du total des contributions gouvernementales (tableau 1) pour les raisons suivantes : (i) le chiffre des contributions gouvernementales au tableau 1 provient des régimes d'aide juridique, tandis que les chiffres des contributions provinciales/territoriales et fédérales proviennent du ministère concerné; (ii) toute différence de méthode comptable (c.-à-d. comptabilité de caisse par opposition à comptabilité d'exercice) peut faire que les contributions ne sont pas comptabilisées dans le même exercice financier; et (iii) les régimes d'aide juridique peuvent avoir soumis au gouvernement fédéral des demandes de paiement pour des périodes antérieures, qui sont comptées dans le chiffre des contributions gouvernementales.

² La catégorie « Autres » peut comprendre, entre autres choses, le revenu de placements, les ventes de recherche et les intérêts gagnés en général.

³ Presque tous les services d'aide juridique en matière civile qui étaient offerts par Justice Nouveau-Brunswick sont maintenant administrés par Aide juridique du Nouveau-Brunswick. Même si le niveau d'ensemble des services d'aide juridique est resté essentiellement inchangé, ces changements administratifs signifient que les chiffres de 2001-2002 ne sont pas comparables à ceux des années précédentes.

⁴ Les recettes totales comprennent les contributions des bénéficiaires portées au crédit du Trésor du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et non mises à la disposition du régime. En 1999-2000, les contributions gouvernementales pour les Territoires du Nord-Ouest comprenaient 2 410 882 \$ pour le Nunavut.

⁵ Bien que le Nunavut soit devenu officiellement territoire canadien le 1er avril 1999, la Commission des services juridiques des Territoires du Nord-Ouest est demeurée le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

Tableau 2
Contributions fédérales aux régimes d'aide juridique en matière criminelle, dollars courants et dollars constants¹

Province/territoire et année	Dollars courants		Dollars constants 1992 ²	
	TOTAL	Par habitant ³	TOTAL	Par habitant ³
	milliers de \$	\$	milliers de \$	\$
Terre-Neuve-et-Labrador				
1997-1998	1 653	2,98 ^r	1 541	2,78
1998-1999	1 571	2,88	1 451	2,66
1999-2000	1 557	2,88	1 400	2,59
2000-2001	1 546	2,88	1 353	2,52
2001-2002	1 687	3,16	1 444	2,70
Île-du-Prince-Édouard				
1997-1998	237	1,73 ^r	221	1,61
1998-1999	248	1,81	229	1,67
1999-2000	254	1,85	228	1,66
2000-2001	262	1,90	229	1,66
2001-2002	321	2,31	274	1,98
Nouvelle-Écosse				
1997-1998	3 037	3,25 ^r	2 830	3,03
1998-1999	2 858	3,05	2 639	2,82
1999-2000	2 831	3,01	2 546	2,71
2000-2001	2 808	2,98	2 457	2,61
2001-2002	3 039	3,22	2 601	2,76
Nouveau-Brunswick⁴				
1997-1998	1 256	1,67 ^r	1 171	1,55
1998-1999	1 327	1,76	1 225	1,63
1999-2000	1 363	1,81	1 226	1,62
2000-2001	1 401	1,85	1 226	1,62
2001-2002	1 724	2,28	1 476	1,95
Québec				
1997-1998	16 448	2,25 ^r	15 329	2,10
1998-1999	16 396	2,24	15 139	2,07
1999-2000	16 535	2,25	14 870	2,02
2000-2001	16 683	2,26	14 596	1,98
2001-2002	19 350	2,61	16 559	2,23
Ontario				
1997-1998	38 976	3,46 ^r	36 324	3,23
1998-1999	36 438	3,20	33 645	2,96
1999-2000	36 066	3,13	32 433	2,81
2000-2001	35 725	3,06	31 255	2,67
2001-2002	38 512	3,24	32 958	2,78
Manitoba				
1997-1998	3 304	2,91 ^r	3 079	2,71
1998-1999	3 154	2,77	2 912	2,56
1999-2000	3 145	2,75	2 828	2,48
2000-2001	3 135	2,74	2 743	2,39
2001-2002	3 463	3,01	2 964	2,58
Saskatchewan				
1997-1998	2 520	2,47	2 349	2,30
1998-1999	2 465	2,40	2 276	2,22
1999-2000	2 480	2,42	2 230	2,17
2000-2001	2 490	2,44	2 178	2,13
2001-2002	2 831	2,79	2 423	2,39
Alberta				
1997-1998	6 479	2,28 ^r	6 038	2,13
1998-1999	6 441	2,22 ^r	5 947	2,05
1999-2000	6 544	2,21	5 885	1,99
2000-2001	6 630	2,20	5 801	1,93
2001-2002	7 752	2,53	6 635	2,17

Tableau 2
Contributions fédérales aux régimes d'aide juridique en matière criminelle, dollars courants et dollars constants¹ – fin

Province/territoire et année	Dollars courants		Dollars constants 1992 ²	
	TOTAL	Par habitant ³	TOTAL	Par habitant ³
	milliers de \$	\$	milliers de \$	\$
Colombie-Britannique				
1997-1998	9 005	2,27 ^r	8 392	2,12
1998-1999	8 929	2,23	8 245	2,06
1999-2000	9 052	2,25	8 140	2,02
2000-2001	9 148	2,25	8 003	1,97
2001-2002	10 648	2,60	9 113	2,22
Territoire du Yukon				
1997-1998	427	13,27 ^r	398	12,37
1998-1999	427	13,51	394	12,48
1999-2000	427	13,77	384	12,39
2000-2001	427	13,95	374	12,21
2001-2002	527	17,64	451	15,10
Territoires du Nord-Ouest				
1997-1998	1 658	24,49 ^r	1 545	22,82
1998-1999	1 658	24,56	1 531	22,68
1999-2000	1 040	25,37	935	22,81
2000-2001	1 200	29,34	1 050	25,67
2001-2002	1 423	34,78	1 217	29,77
Nunavut ⁵				
1997-1998	...	...	...	...
1998-1999	...	...	...	...
1999-2000	874	32,49	786	29,22
2000-2001	931	33,98	815	29,73
2001-2002	1 108	39,29	948	33,62
TOTAL				
1997-1998	85 000	2,83^r	79 217	2,64
1998-1999	81 912	2,71	75 634	2,50
1999-2000	82 168	2,69	73 892	2,42
2000-2001	82 386	2,68	72 079	2,34
2001-2002	92 385	2,97	79 063	2,54

Source : Ministère de la Justice Canada.

¹ Les chiffres des contributions fédérales à l'aide juridique en matière civile ne peuvent être établis par les données provenant de l'Enquête sur l'aide juridique puisque les fonds proviennent du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS). Les provinces et les territoires sont responsables de la distribution des fonds reçus du gouvernement dans le cadre du TCSPS.

² Pour créer des chiffres en dollars constants corrigés des effets de l'inflation, on convertit les chiffres à la base 1992=100 en appliquant l'Indice des prix à la consommation de Statistique Canada.

³ Les estimations de population qui ont servi à calculer les chiffres par habitant viennent de Statistique Canada, Statistique démographique et du recensement, Division de la démographie. Chiffres de population au 1er juillet : estimations postcensitaires définitives pour 1997; estimations postcensitaires révisées pour 1998 à 2000; et estimations postcensitaires provisoires pour 2001.

⁴ Presque tous les services d'aide juridique en matière civile qui étaient offerts par Justice Nouveau-Brunswick sont maintenant administrés par Aide juridique du Nouveau-Brunswick. Même si le niveau d'ensemble des services d'aide juridique est resté essentiellement inchangé, ces changements administratifs signifient que les chiffres de 2001-2002 ne sont pas comparables à ceux des années précédentes.

⁵ Bien que le Nunavut soit devenu officiellement territoire canadien le 1er avril 1999, la Commission des services juridiques des Territoires du Nord-Ouest est demeurée le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

Tableau 3
Contributions des gouvernements provinciaux et territoriaux aux régimes d'aide juridique, dollars courants et dollars constants

Province/territoire et année	Dollars courants			Dollars constants 1992 ¹		
	TOTAL	Variation en %	Par habitant ²	TOTAL	Variation en %	Par habitant ²
	milliers de \$	%	\$	milliers de \$	%	\$
Terre-Neuve-et-Labrador						
1997-1998	3 971	7	7,17 ^r	3 701	6	6,68
1998-1999	4 467	12	8,19 ^r	4 125	11	7,56
1999-2000	4 432^r	-1	8,20 ^r	3 986	-3	7,37
2000-2001	4 447	0	8,28	3 891	-2	7,24
2001-2002	4 724	6	8,85	4 043	4	7,57
Île-du-Prince-Édouard						
1997-1998	306^r	-17	2,24 ^r	285	-18	2,08
1998-1999	313^r	2	2,28 ^r	289	1	2,11
1999-2000	456	46	3,31 ^r	410	42	2,98
2000-2001	391	-14	2,83	342	-17	2,48
2001-2002	423	8	3,05	362	6	2,61
Nouvelle-Écosse						
1997-1998	7 566	2	8,10 ^r	7 051	1	7,55
1998-1999	7 878	4	8,42 ^r	7 274	3	7,77
1999-2000	8 776	11	9,34 ^r	7 892	8	8,40
2000-2001	9 349	7	9,93	8 179	4	8,69
2001-2002	8 579	-8	9,10	7 342	-10	7,79
Nouveau-Brunswick³						
1997-1998	3 278	2	4,35 ^r	3 055	0	4,05
1998-1999	3 524	8	4,68	3 254	7	4,32
1999-2000	3 607	2	4,78 ^r	3 244	-0	4,30
2000-2001	3 913	8	5,18	3 423	6	4,53
2001-2002	4 715	20	6,23	4 035	18	5,33
Québec						
1997-1998	98 515	-4	13,49 ^r	91 813	-6	12,57
1998-1999	111 873	14	15,28 ^r	103 299	13	14,11
1999-2000	87 340	-22	11,88 ^r	78 543	-24	10,69
2000-2001	89 415	2	12,12	78 228	-0	10,60
2001-2002	97 383	9	13,14	83 340	7	11,25
Ontario						
1997-1998	191 130	0	16,99 ^r	178 127	-1	15,83
1998-1999	194 500	2	17,08 ^r	179 594	1	15,78
1999-2000	194 792	0	16,91 ^r	175 173	-2	15,20
2000-2001	171 126	-12	14,64	149 717	-15	12,81
2001-2002	197 317	15	16,62	168 864	13	14,22
Manitoba						
1997-1998	9 801	7	8,62 ^r	9 134	6	8,04
1998-1999	9 850	0	8,66 ^r	9 095	-0	7,99
1999-2000	11 044	12	9,67 ^r	9 932	9	8,69
2000-2001	11 522	4	10,05	10 080	1	8,80
2001-2002	11 946	4	10,39	10 223	1	8,89
Saskatchewan						
1997-1998	6 912	30	6,76 ^r	6 442	28	6,30
1998-1999	7 360	6	7,18	6 796	5	6,63
1999-2000	8 084	10	7,88 ^r	7 270	7	7,09
2000-2001	8 407	4	8,23	7 355	1	7,20
2001-2002	8 335	-1	8,21	7 133	-3	7,02
Alberta						
1997-1998	16 056	-1	5,66 ^r	14 964	-2	5,27
1998-1999	16 100^r	0	5,54 ^r	14 866	-1	5,11
1999-2000	14 198	-12	4,80 ^r	12 768	-14	4,31
2000-2001	15 912	12	5,29	13 921	9	4,63
2001-2002	19 332	21	6,31	16 544	19	5,40

Tableau 3
Contributions des gouvernements provinciaux et territoriaux aux régimes d'aide juridique, dollars courants et dollars constants – fin

Province/territoire et année	Dollars courants			Dollars constants 1992 ¹		
	TOTAL	Variation en %	Par habitant ²	TOTAL	Variation en %	Par habitant ²
	milliers de \$	%	\$	milliers de \$	%	\$
Colombie-Britannique⁴						
1997-1998	72 900	1	18,41 ^r	67 940	-1	17,16
1998-1999	73 600	1	18,41 ^r	67 959	0	17,00
1999-2000	74 100	1	18,40 ^r	66 637	-2	16,54
2000-2001	75 123	1	18,51	65 724	-1	16,19
2001-2002	83 798	12	20,46	71 714	9	17,51
Territoire du Yukon						
1997-1998	429	-10	13,32 ^r	400	-11	12,42
1998-1999	504^r	17	15,95	465	16	14,73
1999-2000	828^r	64	26,71 ^r	745	60	24,02
2000-2001	929	12	30,36	813	9	26,56
2001-2002	829	-11	27,71	709	-13	23,72
Territoires du Nord-Ouest						
1997-1998	3 358	-3	49,60 ^r	3 130	-4	46,23
1998-1999	3 124	-7	46,28	2 885	-8	42,73
1999-2000	3 521	13	85,88 ^r	3 166	10	77,23
2000-2001	2 199^r	-38	53,77	1 924	-39	47,04
2001-2002	2 177	-1	53,23	1 863	-3	45,56
Nunavut⁵						
1997-1998	...	...	...	...	...	...
1998-1999	...	...	...	...	...	...
1999-2000	...	...	...	...	...	...
2000-2001	3 347	..	122,15	2 928	..	106,87
2001-2002	3 365	1	119,33	2 880	-2	102,13
TOTAL						
1997-1998	414 222	-0	13,81^r	386 041	-2	12,87
1998-1999	433 093^r	5	14,32^r	399 901	4	13,22
1999-2000	411 178^r	-5	13,48^r	369 764	-8	12,12
2000-2001	396 080^r	-4	12,87	346 527	-6	11,26
2001-2002	442 922	12	14,25	379 052	9	12,20

Source : Ministères provinciaux et territoriaux de la Justice.

¹ Pour créer des chiffres en dollars constants corrigés des effets de l'inflation, on convertit les chiffres à la base 1992=100 en appliquant l'Indice des prix à la consommation de Statistique Canada.

² Les estimations de population qui ont servi à calculer les chiffres par habitant viennent de Statistique Canada, Statistique démographique et du recensement, Division de la démographie. Chiffres de population au 1er juillet : estimations postcensitaires définitives pour 1997; estimations postcensitaires révisées pour 1998 à 2000; et estimations postcensitaires provisoires pour 2001.

³ Presque tous les services d'aide juridique en matière civile qui étaient offerts par Justice Nouveau-Brunswick sont maintenant administrés par Aide juridique du Nouveau-Brunswick. Même si le niveau d'ensemble des services d'aide juridique est resté essentiellement inchangé, ces changements administratifs signifient que les chiffres de 2001-2002 ne sont pas comparables à ceux des années précédentes.

⁴ Le chiffres pour la Colombie-Britannique ne comprennent pas les honoraires et les déboursés au titre des grandes causes d'aide juridique et des affaires Rowbotham financées directement par le gouvernement provincial.

⁵ Bien que le Nunavut soit devenu officiellement territoire canadien le 1er avril 1999, la Commission des services juridiques des Territoires du Nord-Ouest est demeurée le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

Tableau 4
Dépenses totales des régimes d'aide juridique, dollars courants et dollars constants

Province/territoire et année	Dollars courants			Dollars constants 1992 ¹		
	TOTAL	Variation en %	Par habitant ²	TOTAL	Variation en %	Par habitant ²
	milliers de \$	%	\$	milliers de \$	%	\$
Terre-Neuve-et-Labrador						
1997-1998	5 524	0	9,97 ^r	5 148	-2	9,29
1998-1999	5 674	3	10,40	5 239	2	9,61
1999-2000	..	..	..	..	..	..
2000-2001	..	..	..	..	..	..
2001-2002	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard						
1997-1998	543 ^r	-9	3,97 ^r	506	-10	3,70
1998-1999	595 ^r	10	4,34 ^r	549	9	4,01
1999-2000	695	17	5,05 ^r	625	14	4,54
2000-2001	736	6	5,33	644	3	4,66
2001-2002	777	6	5,61	665	3	4,80
Nouvelle-Écosse						
1997-1998	10 111	-5	10,82 ^r	9 423	-6	10,08
1998-1999	10 965	8	11,71	10 125	7	10,82
1999-2000	11 117	1	11,83 ^r	9 997	-1	10,64
2000-2001	11 031	-1	11,72	9 651	-3	10,25
2001-2002	12 993	18	13,78	11 119	15	11,80
Nouveau-Brunswick³						
1997-1998	3 551	-2	4,71 ^r	3 309	-3	4,39
1998-1999	4 038	14	5,36	3 729	13	4,95
1999-2000	4 087	1	5,42 ^r	3 675	-1	4,87
2000-2001	4 104	0	5,43	3 591	-2	4,75
2001-2002	5 437	32	7,18	4 653	30	6,15
Québec						
1997-1998	108 856	-5	14,91 ^r	101 450	-6	13,89
1998-1999	121 180	11	16,55	111 893	10	15,28
1999-2000	101 943	-16	13,87 ^r	91 675	-18	12,47
2000-2001	103 208	1	13,99	90 296	-2	12,24
2001-2002	118 196	15	15,95	101 152	12	13,65
Ontario						
1997-1998	186 861	-25	16,61 ^r	174 148	-26	15,48
1998-1999	217 208	16	19,08	200 561	15	17,62
1999-2000	223 608	3	19,41 ^r	201 086	0	17,45
2000-2001	241 835	8	20,70	211 579	5	18,11
2001-2002	293 516	21	24,72	251 190	19	21,15
Manitoba						
1997-1998	15 747	5	13,85 ^r	14 676	3	12,91
1998-1999	15 160	-4	13,32	13 998	-5	12,30
1999-2000	17 637	16	15,44 ^r	15 861	13	13,88
2000-2001	18 095	3	15,79	15 831	0	13,81
2001-2002	19 534	8	16,99	16 717	6	14,54
Saskatchewan						
1997-1998	9 560	7	9,35 ^r	8 910	6	8,72
1998-1999	10 111	6	9,86	9 336	5	9,11
1999-2000	10 616	5	10,35 ^r	9 547	2	9,31
2000-2001	10 989	4	10,75	9 614	1	9,41
2001-2002	11 904	8	11,72	10 187	6	10,03
Alberta						
1997-1998	22 342	-9	7,87 ^r	20 822	-10	7,34
1998-1999	22 903	3	7,88	21 148	2	7,28
1999-2000	26 142	14	8,83 ^r	23 509	11	7,94
2000-2001	27 215	4	9,04	23 810	1	7,91
2001-2002	32 438	19	10,59	27 760	17	9,06

Tableau 4
Dépenses totales des régimes d'aide juridique, dollars courants et dollars constants – fin

Province/territoire et année	Dollars courants			Dollars constants 1992 ¹		
	TOTAL	Variation en %	Par habitant ²	TOTAL	Variation en %	Par habitant ²
	milliers de \$	%	\$	milliers de \$	%	\$
Colombie-Britannique						
1997-1998	85 270	-12	21,53 ^r	79 469	-13	20,07
1998-1999	80 335	-6	20,09	74 178	-7	18,55
1999-2000	83 650	4	20,77 ^r	75 225	1	18,68
2000-2001	87 515	5	21,56	76 566	2	18,86
2001-2002	89 966	3	21,96	76 993	1	18,80
Territoire du Yukon						
1997-1998	881	-1	27,36 ^r	821	-2	25,50
1998-1999	1 033	17	32,69	954	16	30,18
1999-2000	1 245	21	40,16 ^r	1 120	17	36,12
2000-2001	1 032	-17	33,73	903	-19	29,51
2001-2002	1 111	8	37,16	951	5	31,80
Territoires du Nord-Ouest⁴						
1997-1998	5 397	5	79,72 ^r	5 030	4	74,30
1998-1999	5 207	-4	77,14	4 808	-4	71,23
1999-2000	6 365	22	93,74 ^r	5 724	19	84,30
2000-2001	3 511	-45	85,84	3 072	-46	75,10
2001-2002	3 747	7	91,61	3 206	4	78,40
Nunavut⁵						
1997-1998	...	...	...	...	...	...
1998-1999	...	...	...	...	...	...
1999-2000	...	...	...	...	...	...
2000-2001	2 836	..	103,50	2 481	..	90,55
2001-2002	3 499	23	124,08	2 994	21	106,19
TOTAL						
1997-1998	454 643	-15	15,45^r	423 712	-16	14,40
1998-1999	494 409	9	16,65	456 518	8	15,37
1999-2000	487 106	-1	16,26^r	438 044	-4	14,62
2000-2001	512 107	5	16,94	448 038	2	14,82
2001-2002	593 118	16	19,42	507 589	13	16,62

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

¹ Pour créer des chiffres en dollars constants corrigés des effets de l'inflation, on convertit les chiffres à la base 1992=100 en appliquant l'Indice des prix à la consommation de Statistique Canada.

² Les estimations de population qui ont servi à calculer les chiffres par habitant viennent de Statistique Canada, Statistique démographique et du recensement, Division de la démographie. Chiffres de population au 1er juillet : estimations postcensitaires définitives pour 1997; estimations postcensitaires révisées pour 1998 à 2000; et estimations postcensitaires provisoires pour 2001.

³ Presque tous les services d'aide juridique en matière civile qui étaient offerts par Justice Nouveau-Brunswick sont maintenant administrés par Aide juridique du Nouveau-Brunswick. Même si le niveau d'ensemble des services d'aide juridique est resté essentiellement inchangé, ces changements administratifs signifient que les chiffres de 2001-2002 ne sont pas comparables à ceux des années précédentes.

⁴ Les chiffres des dépenses totales du régime d'aide juridique, en 1999-2000, pour les Territoires du Nord-Ouest comprenaient 2 651 402 \$ pour les dépenses du Nunavut.

⁵ Bien que le Nunavut soit devenu officiellement territoire canadien le 1er avril 1999, la Commission des services juridiques des Territoires du Nord-Ouest est demeurée le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

Tableau 5
Dépenses totales des régimes d'aide juridique par type de dépenses¹

Province/territoire et année	TOTAL	Dépenses directes au titre des services juridiques				Dépenses administratives centrales		Autres dépenses	
		Affaires criminelles		Affaires civiles		milliers de \$	%	milliers de \$	%
		milliers de \$	%	milliers de \$	%				
Terre-Neuve-et-Labrador									
1997-1998	5 524	3 363	61	2 161	39	0	0	0	0
1998-1999	5 674	3 489	61	2 185	39	0	0	0	0
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2001-2002	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard									
1997-1998	543^r	396	75	131	25	..	..	..	..
1998-1999	595^r	380	75	129	25	..	..	..	..
1999-2000	695	492	71	118	17	..	..	85	12
2000-2001	736	525	71	130	18	..	..	81	11
2001-2002	776	547	70	229	30	0	0	0	0
Nouvelle-Écosse									
1997-1998	10 111	4 809	48	4 626	46	625	6	51	1
1998-1999	10 965	5 291	48	4 950	45	717	7	7	0
1999-2000	11 117	5 454	49	4 768	43	895	8	0	0
2000-2001	11 031	5 491	50	4 629	42	888	8	23	0
2001-2002	12 993	6 164	47	5 198	40	1 366	11	265	2
Nouveau-Brunswick²									
1997-1998	3 551	1 680	47	1 346	38	525	15	0	0
1998-1999	4 038	1 936	48	1 341	33	761	19	0	0
1999-2000	4 087	1 992	49	1 370	34	725	18	0	0
2000-2001	4 104	1 884	46	1 619	39	592	14	9	0
2001-2002	5 437	2 432	45	1 243	23	655	14	1 107	24
Québec									
1997-1998	108 856	35 382 ^e	33 ^e	60 843 ^e	56 ^e	11 755 ^e	11 ^e	876	1
1998-1999	121 180	32 749 ^e	27 ^e	58 410 ^e	48 ^e	29 155 ^e	24 ^e	866	1
1999-2000	101 943	32 326 ^e	32 ^e	59 692 ^e	59 ^e	9 175 ^e	9 ^e	750	1
2000-2001	103 208	33 179 ^e	32 ^e	59 724 ^e	58 ^e	9 457 ^e	9 ^e	848	1
2001-2002	118 196	40 949 ^e	35 ^e	66 914 ^e	57 ^e	9 450 ^e	8 ^e	883	1
Ontario									
1997-1998	186 861	78 875	42	69 415	37	32 731	18	5 840	3
1998-1999	217 208	77 988	36	98 434	45	34 629	16	6 157	3
1999-2000	223 608	82 881	37	90 674	41	41 013	18	9 040	4
2000-2001	241 835	84 254 ^e	35	103 639	43	43 951	18	9 991	4
2001-2002	293 516	97 336	33	122 709	42	60 236	21	13 235	5
Manitoba									
1997-1998	15 747	6 725	43	6 125	39	2 505	16	392	2
1998-1999	15 160	5 558	37	6 983	46	2 194	14	425	3
1999-2000	17 637	6 346	36	7 343	42	3 414	19	534	3
2000-2001	18 095	8 961	50	5 227	29	3 418	19	489	3
2001-2002	19 534	8 399	43	6 948	36	3 663	19	524	3
Saskatchewan									
1997-1998	9 560	5 395	56	3 352	35	813	9	...	...
1998-1999	10 111	5 788	57	3 442	34	881	9	...	...
1999-2000	10 616	6 294	59	3 415	32	907	9	...	...
2000-2001	10 989	6 497	59	3 319	30	1 173	11	...	...
2001-2002	11 904	7 444	63	3 581	30	758	6	121	1
Alberta									
1997-1998	22 342	12 457	56	6 972	31	2 913	13	...	...
1998-1999	22 903	12 926	56	6 931	30	3 046	13	...	...
1999-2000	26 142	13 911	53	9 008	34	3 223	12	...	...
2000-2001	27 215	15 510	57	8 353	31	3 352	12	...	...
2001-2002	32 438	16 998	52	12 012	37	3 267	10	161	0

Tableau 5
Dépenses totales des régimes d'aide juridique par type de dépenses¹ – fin

Province/territoire et année	TOTAL	Dépenses directes au titre des services juridiques				Dépenses administratives centrales		Autres dépenses	
		Affaires criminelles		Affaires civiles		milliers de \$	%	milliers de \$	%
	milliers de \$	%	milliers de \$	%					
Colombie-Britannique									
1997-1998	85 270	31 611	37	45 140	53	7 004	8	1 515	2
1998-1999	80 335	30 278	38	42 015	52	6 387	8	1 655	2
1999-2000	83 650	31 434	38	43 278	52	7 225	9	1 713	2
2000-2001	87 515	32 113	37	45 807	52	7 651	9	1 944	2
2001-2002	89 966	33 024	37	46 837	52	7 436	8	2 669	3
Territoire du Yukon									
1997-1998	881	484	55	196	22	201	23	0	0
1998-1999	1 033	663	64	133	13	237	23	0	0
1999-2000	1 245	718	58	223	18	304	24	0	0
2000-2001	1 032	624	60	161	16	247	24	0	0
2001-2002	1 111	603	54	257	23	251	23	0	0
Territoires du Nord-Ouest³									
1997-1998	5 397	1 551	29	839	16	1 369	25	1 638	30
1998-1999	5 207	782	15	713	14	2 134	41	1 578	30
1999-2000	6 366	472	7	640	10	1 007	16	4 247	67
2000-2001	3 511	479	14	631	18	544	15	1 857	53
2001-2002	3 747	399	11	694	19	691	18	1 962	52
Nunavut⁴									
1997-1998	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1998-1999	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1999-2000	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2000-2001	2 836	178	6	35	1	1 530	54	1 093	39
2001-2002	3 499	869	25	296	8	802	23	1 532	44
TOTAL									
1997-1998	454 643	182 728	40	201 146	44	60 441	13	10 312	2
1998-1999	494 409	177 828	36	225 666	46	80 141	16	10 688	2
1999-2000	487 106	182 320	37	220 529	45	67 888	14	16 369	3
2000-2001	512 107	189 695	37	233 274	46	72 803	14	16 335	3
2001-2002	593 117	215 164	36	266 918	45	88 575	15	22 460	4

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

¹ Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

² Presque tous les services d'aide juridique en matière civile qui étaient offerts par Justice Nouveau-Brunswick sont maintenant administrés par Aide juridique du Nouveau-Brunswick. Même si le niveau d'ensemble des services d'aide juridique est resté essentiellement inchangé, ces changements administratifs signifient que les chiffres de 2001-2002 ne sont pas comparables à ceux des années précédentes.

³ Les chiffres des dépenses totales du régime d'aide juridique, en 1999-2000, pour les Territoires du Nord-Ouest comprenaient 2 651 402 \$ pour les dépenses du Nunavut.

⁴ Bien que le Nunavut soit devenu officiellement territoire canadien le 1er avril 1999, la Commission des services juridiques des Territoires du Nord-Ouest est demeurée le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

Tableau 6
Dépenses directes au titre des services juridiques des régimes d'aide juridique¹

Province/territoire et année	Dépenses directes au titre des services juridiques						
	TOTAL	Dépenses directes totales	% du total	Affaires criminelles		Affaires civiles	
				% des dépenses directes totales	% des dépenses directes totales	milliers de \$	%
milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	%	
Terre-Neuve-et-Labrador							
1997-1998	5 524	5 524	100	3 363	61	2 161	39
1998-1999	5 674	5 674	100	3 489	61	2 185	39
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	..	..	..	..	..	..	..
2001-2002	..	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard							
1997-1998	543 ^r	527	97	396	75	131	25
1998-1999	595 ^r	509	86	380	75	129	25
1999-2000	695	610	88	492	81	118	19
2000-2001	736	655	89	525	80	130	20
2001-2002	776	776	100	547	70	229	30
Nouvelle-Écosse							
1997-1998	10 111	9 435	93	4 809	51	4 626	49
1998-1999	10 965	10 241	93	5 291	52	4 950	48
1999-2000	11 117	10 222	92	5 454	53	4 768	47
2000-2001	11 031	10 120	92	5 491	54	4 629	46
2001-2002	12 993	11 362	87	6 164	54	5 198	46
Nouveau-Brunswick²							
1997-1998	3 551	3 026	85	1 680	56	1 346	44
1998-1999	4 038	3 277	81	1 936	59	1 341	41
1999-2000	4 087	3 362	82	1 992	59	1 370	41
2000-2001	4 104	3 502	85	1 884	54	1 619	46
2001-2002	5 473	3 675	67	2 432	66	1 243	34
Québec							
1997-1998	108 856	96 225 ^e	88 ^e	35 382 ^e	37 ^e	60 843 ^e	63 ^e
1998-1999	121 180	91 159 ^e	75 ^e	32 749 ^e	36 ^e	58 410 ^e	64 ^e
1999-2000	101 943	92 018 ^e	90 ^e	32 326 ^e	35 ^e	59 692 ^e	65 ^e
2000-2001	103 208	92 903 ^e	90 ^e	33 179 ^e	36 ^e	59 724 ^e	64 ^e
2001-2002	118 196	107 863 ^e	91 ^e	40 949 ^e	38 ^e	66 914 ^e	62 ^e
Ontario							
1997-1998	186 861	148 290	79	78 875	53	69 415	47
1998-1999	217 208	176 422	81	77 988	44	98 434	56
1999-2000	223 608	173 555	78	82 881	48	90 674	52
2000-2001	241 835	187 893	78	84 254 ^e	45	103 639	55
2001-2002	293 516	220 045	75	97 336	44	122 709	56
Manitoba							
1997-1998	15 747	12 850	82	6 725	52	6 125	48
1998-1999	15 160	12 541	83	5 558	44	6 983	56
1999-2000	17 637	13 689	78	6 346	46	7 343	54
2000-2001	18 095	14 188	78	8 961	63	5 227	37
2001-2002	19 534	15 347	79	8 399	55	6 948	45
Saskatchewan							
1997-1998	9 560	8 747	91	5 395	62	3 352	38
1998-1999	10 111	9 230	91	5 788	63	3 442	37
1999-2000	10 616	9 709	91	6 294	65	3 415	35
2000-2001	10 989	9 816	89	6 497	66	3 319	34
2001-2002	11 904	11 025	93	7 444	68	3 581	32
Alberta							
1997-1998	22 342	19 429	87	12 457	64	6 972	36
1998-1999	22 903	19 857	87	12 926	65	6 931	35
1999-2000	26 142	22 919	88	13 911	61	9 008	39
2000-2001	27 215	23 863	88	15 510	65	8 353	35
2001-2002	32 438	29 010	89	16 998	59	12 012	41

Tableau 6
Dépenses directes au titre des services juridiques des régimes d'aide juridique¹ – fin

Province/territoire et année	Dépenses directes au titre des services juridiques						
	TOTAL	Dépenses directes totales	% du total	Affaires criminelles		Affaires civiles	
				% des dépenses directes totales	% des dépenses directes totales	milliers de \$	%
milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	%	
Colombie-Britannique							
1997-1998	85 270	76 751	90	31 611	41	45 140	59
1998-1999	80 335	72 293	90	30 278	42	42 015	58
1999-2000	83 650	74 712	89	31 434	42	43 278	58
2000-2001	87 515	77 920	89	32 113	41	45 807	59
2001-2002	89 966	79 861	89	33 024	41	46 837	59
Territoire du Yukon							
1997-1998	881	680	77	484	71	196	29
1998-1999	1 033	796	77	663	83	133	17
1999-2000	1 245	941	76	718	76	223	24
2000-2001	1 032	785	76	624	79	161	21
2001-2002	1 111	860	77	603	70	257	30
Territoires du Nord-Ouest³							
1997-1998	5 397	2 390	44	1 551	65	839	35
1998-1999	5 207	1 495	29	782	52	713	48
1999-2000	6 366	1 112	17	472	42	640	58
2000-2001	3 511	1 110	32	479	43	631	57
2001-2002	3 747	1 093	29	399	37	694	63
Nunavut⁴							
1997-1998	...	...	...	...	...	...	...
1998-1999	...	...	...	...	...	...	...
1999-2000	...	...	...	...	...	...	...
2000-2001	2 836	213	8	178	84	35	16
2001-2002	3 499	1 165	33	869	75	296	25
TOTAL							
1997-1998	454 643	383 874	84	182 728	48	201 146	52
1998-1999	494 409	403 494	82	177 828	44	225 666	56
1999-2000	487 106	402 849	83	182 320	45	220 529	55
2000-2001	512 107	422 968	83	189 695	45	233 274	55
2001-2002	593 117	482 082	81	215 164	45	266 918	55

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

¹ Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

² Presque tous les services d'aide juridique en matière civile qui étaient offerts par Justice Nouveau-Brunswick sont maintenant administrés par Aide juridique du Nouveau-Brunswick. Même si le niveau d'ensemble des services d'aide juridique est resté essentiellement inchangé, ces changements administratifs signifient que les chiffres de 2001-2002 ne sont pas comparables à ceux des années précédentes.

³ Les chiffres des dépenses totales du régime d'aide juridique, en 1999-2000, pour les Territoires du Nord-Ouest comprenaient 2 651 402 \$ pour les dépenses du Nunavut.

⁴ Bien que le Nunavut soit devenu officiellement territoire canadien le 1er avril 1999, la Commission des services juridiques des Territoires du Nord-Ouest est demeurée le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

Tableau 6a
Dépenses directes au titre des services juridiques des régimes d'aide juridique, avocats salariés et de pratique privée, par type d'affaire¹

Province/territoire et année	TOTAL					Affaires criminelles					Affaires civiles				
	TOTAL	Avocats salariés		Avocats de pratique privé		TOTAL	Avocats salariés		Avocats de pratique privé		TOTAL	Avocats salariés		Avocats de pratique privé	
	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%
Terre-Neuve-et-Labrador															
1997-1998	5 524	5 264	95	260	5	3 363	3 206	95	157	5	2 161	2 058	95	103	5
1998-1999	5 674	5 537	98	137	2	3 489	3 378	97	111	3	2 185	2 159	99	26	1
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2001-2002	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard															
1997-1998	527	426	81	101	19	396	341	86	55	14	131	85	65	46	35
1998-1999	509	441	87	68	13	380	333	88	47	12	129	108	84	21	16
1999-2000	610	516	85	94	15	492	435	88	57	12	118	81	69	37	31
2000-2001	655	543	83	112	17	525	452	86	73	14	130	91	70	39	30
2001-2002	776	563	73	213	27	547	473	86	74	14	229	90	39	139	61
Nouvelle-Écosse															
1997-1998	9 435	7 571	80	1 864	20	4 809	3 997	83	812	17	4 626	3 574	77	1 052	23
1998-1999	10 241	8 183	80	2 058	20	5 291	4 395	83	896	17	4 950	3 788	77	1 162	23
1999-2000	10 222	8 292	81	1 930	19	5 454	4 508	83	946	17	4 768	3 784	79	984	21
2000-2001	10 120	8 351	83	1 769	17	5 491	4 634	84	857	16	4 629	3 717	80	912	20
2001-2002	11 362	9 266	82	2 096	18	6 164	5 121	83	1 043	17	5 198	4 145	80	1 053	20
Nouveau-Brunswick²															
1997-1998	3 026	1 034	34	1 992	66	1 680	.	.	1 680	100	1 346	1 034	77	312	23
1998-1999	3 277	1 029	31	2 248	69	1 936	.	.	1 936	100	1 341	1 029	77	312	23
1999-2000	3 362	1 068	32	2 294	68	1 992	.	.	1 992	100	1 370	1 068	78	302	22
2000-2001	3 502	1 299	37	2 203	63	1 884	.	.	1 884	100	1 618	1 299	80	319	20
2001-2002	3 675	758	21	2 916	79	2 432	76	3	2 356	97	1 243	683	55	560	45
Québec															
1997-1998	96 225 ^a	55 039 ^a	57 ^a	41 186	43	35 382 ^a	18 143 ^a	51 ^a	17 239	49	60 843 ^a	36 896 ^a	61 ^a	23 947	39
1998-1999	91 159 ^a	54 906 ^a	60 ^a	36 253	40	32 749 ^a	18 168 ^a	55 ^a	14 581	45	58 410 ^a	36 738 ^a	63 ^a	21 672	37
1999-2000	92 018 ^a	54 611 ^a	59 ^a	37 407	41	32 326 ^a	17 903 ^a	55 ^a	14 423	45	59 692 ^a	36 708 ^a	61 ^a	22 984	39
2000-2001	92 903 ^a	55 831 ^a	60 ^a	37 072	40	33 179 ^a	18 739 ^a	56 ^a	14 440	44	59 724 ^a	37 092 ^a	62 ^a	22 632	38
2001-2002	107 863 ^a	60 692 ^a	56 ^a	47 171	44	40 949 ^a	21 517 ^a	53 ^a	19 432	47	66 914 ^a	39 175 ^a	59 ^a	27 739	41
Ontario															
1997-1998	148 290	33 092	22	115 198	78	78 875	2 534	3	76 341	97	69 415	30 558	44	38 857	56
1998-1999	176 422	38 329	22	138 093	78	77 988	2 788	4	75 200	96	98 434	35 541	36	62 893	64
1999-2000	173 555	36 963	21	136 592	79	82 881	2 700	3	80 181	97	90 674	34 263	38	56 411	62
2000-2001	187 893	45 720	24	142 173	76	84 254	3 122	4	81 132 ^a	96	103 639	42 598	41	61 041	59
2001-2002	220 045	54 324	25	165 721	75	97 336	4 002	4	93 334	96	122 709	50 322	41	72 387	59
Manitoba															
1997-1998	12 850	6 107	48	6 743	52	6 725	3 264	49	3 461	51	6 125	2 843	46	3 282	54
1998-1999	12 541	6 155	49	6 386	51	5 558	2 073	37	3 485	63	6 983	4 082	58	2 901	42
1999-2000	13 689	6 760	49	6 929	51	6 346	2 545	40	3 801	60	7 343	4 215	57	3 128	43
2000-2001	14 188	6 734	47	7 454	53	8 961	4 650	52	4 311	48	5 227	2 084	40	3 143	60
2001-2002	15 347	7 052	46	8 295	54	8 399	3 078	37	5 321	63	6 948	3 974	57	2 974	43
Saskatchewan															
1997-1998	8 747	8 001	91	746	9	5 395	5 022	93	373	7	3 352	2 979	89	373	11
1998-1999	9 230	8 447	92	783	8	5 788	5 342 ^a	92	446	8	3 442	3 105 ^a	90	337	10
1999-2000	9 709	8 832	91	877	9	6 294	5 627	89	667	11	3 415	3 205	94	210	6
2000-2001	9 816	9 126	93	690	7	6 497	5 915	91	582	9	3 319	3 211	97	108	3
2001-2002	11 025	9 952	90	1 073	10	7 444	6 539	88	905	12	3 581	3 413	95	168	5
Alberta															
1997-1998	19 429	1 690	9	17 739	91	12 457	1 517	12	10 940	88	6 972	173	2	6 799	98
1998-1999	19 857	1 832	9	18 025	91	12 926	1 652	13	11 274	87	6 931	180	3	6 751	97
1999-2000	22 919	2 090	9	20 829	91	13 911	1 883	14	12 028	86	9 008	207	2	8 801	98
2000-2001	23 863	2 580	11	21 283	89	15 510	2 374	15	13 136	85	8 353	206	2	8 147	98
2001-2002	29 010	5 140	18	23 870	82	16 998	2 388	14	14 610	86	12 012	2 752	23	9 260	77
Colombie-Britannique															
1997-1998	76 751	24 002	31	52 749	69	31 611	7 973	25	23 638	75	45 140	16 029	36	29 111	64
1998-1999	72 293	24 541	34	47 752	66	30 278	8 098	27	22 180	73	42 015	16 443	39	25 572	61
1999-2000	74 712	25 670	34	49 042	66	31 434	8 509	27	22 925	73	43 278	17 161	40	26 117	60
2000-2001	77 920	27 586	35	50 334	65	32 113	8 976	28	23 137	72	45 807	18 610	41	27 197	59
2001-2002	79 861	28 524	36	51 337	64	33 024	9 583	29	23 441	71	46 837	18 941	40	27 896	60

Tableau 6a
Dépenses directes au titre des services juridiques des régimes d'aide juridique, avocats salariés et de pratique privée,
par type d'affaire¹ – fin

Province/territoire et année	TOTAL					Affaires criminelles					Affaires civiles				
	TOTAL	Avocats salariés		Avocats de pratique privé		TOTAL	Avocats salariés		Avocats de pratique privé		TOTAL	Avocats salariés		Avocats de pratique privé	
	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%
Territoire du Yukon															
1997-1998	680	421	62	259	38	484	300	62	184	38	196	121	62	75	38
1998-1999	796	434	55	362	45	663	376	57	287	43	133	58	44	75	56
1999-2000	941	484	51	457	49	718	347	48	371	52	223	137	61	86	39
2000-2001	785	468	60	317	40	624	353	57	271	43	161	115	71	46	29
2001-2002	860	622	72	238	28	603	459	76	144	24	257	163	63	94	37
Territoires du Nord-Ouest															
1997-1998	2 390	..	..	..	..	1 551	..	..	..	..	839	.	.	..	..
1998-1999	1 495	..	..	..	..	782	..	..	..	..	713	.	.	..	..
1999-2000	1 112	..	..	..	..	472	..	..	..	..	640	.	.	..	..
2000-2001	1 110	..	..	..	..	479	..	..	..	..	631	.	.	..	..
2001-2002	1 093	..	..	..	..	399	..	..	..	..	694	.	.	..	..
Nunavut³															
1997-1998	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1998-1999	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	213	..	..	..	..	178	..	..	..	..	35	..	..	..	..
2001-2002	1 165	692	59	473	41	869	495	57	374	43	296	197	67	99	33
TOTAL															
1997-1998	383 874	..	..	..	..	182 728	.	.	.	.	201 146	.	.	.	.
1998-1999	403 494	..	..	..	..	177 828	.	.	.	.	225 666	.	.	.	.
1999-2000	402 849	..	..	..	..	182 320	.	.	.	.	220 529	.	.	.	.
2000-2001	422 968	..	..	..	..	189 695	.	.	.	.	233 273	.	.	.	.
2001-2002	482 082	..	..	..	..	215 164	.	.	.	.	266 918	.	.	.	.

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

¹ Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

² Presque tous les services d'aide juridique en matière civile qui étaient offerts par Justice Nouveau-Brunswick sont maintenant administrés par Aide juridique du Nouveau-Brunswick. Même si le niveau d'ensemble des services d'aide juridique est resté essentiellement inchangé, ces changements administratifs signifient que 2001-2002 ne sont pas comparables à ceux des années précédentes.

³ Bien que le Nunavut soit devenu officiellement territoire canadien le 1er avril 1999, la Commission des services juridiques des Territoires du Nord-Ouest est demeurée le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

Tableau 6b
Dépenses directes au titre des services juridiques des régimes d'aide juridique, avocats salariés et de pratique privée, par type d'affaire criminelle¹

Province/territoire et année	Total des dépenses sur les affaires criminelles					Affaires criminelles - adultes					Affaires criminelles - jeunes					Affaires de juridiction provinciale				
	TOTAL		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	TOTAL		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	TOTAL		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	TOTAL		Avocats salariés		Avocats de pratique privée
	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%
Terre-Neuve-et-Labrador																				
1997-1998	3 363	3 206	95	157	5	2 871	2 715	95	156	5	492	491	100	1	0	0	0	0	0	0
1998-1999	3 489	3 378	97	111	3	2 981	2 880	97	101	3	508	498	98	10	2	0	0	0	0	0
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2001-2002	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard																				
1997-1998	396	341	86	55	14	343	293	85	50	15	53	48	91	5	9	..	..	..	..	..
1998-1999	380	333	88	47	12	327	292	89	35	11	53	41	77	12	23	..	..	..	..	..
1999-2000	492	435	88	57	12	427	379	89	48	11	65	56	86	9	14	..	..	..	..	..
2000-2001	525	452	86	73	14	455	390	86	65	14	70	62	89	8	11	..	..	..	..	..
2001-2002	547	473	86	74	14	488	417	85	71	15	59	56	95	3	5	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse																				
1997-1998	4 809	3 997	83	812	17	3 870	3 135	81	735	19	939	862	92	77	8	0	0	0	0	0
1998-1999	5 291	4 395	83	896	17	4 269	3 489	82	780	18	1 022	906	89	116	11	0	0	0	0	0
1999-2000	5 454	4 508	83	946	17	4 402	3 607	82	795	18	1 052	901	86	151	14	0	0	0	0	0
2000-2001	5 491	4 634	84	857	16	4 457	3 752	84	705	16	1 034	882	85	152	15	0	0	0	0	0
2001-2002	6 164	5 121	83	1 043	17	5 002	4 136	83	866	17	1 162	985	85	177	15	0	0	0	0	0
Nouveau-Brunswick																				
1997-1998	1 680	..	..	1 680	100	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	0	0	0	0	0
1998-1999	1 936	..	..	1 936	100	..	..	..	1 771	..	..	..	..	135	..	30	0	0	30	..
1999-2000	1 992	..	..	1 992	100	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	43	0	0	43	..
2000-2001	1 884	..	..	1 884	100	1 740	..	..	1 740	..	110	..	..	110	..	35	0	0	35	..
2001-2002	2 432	76	3	2 356	97	2 193	38	2	2 155	98	174	38	22	136	78	66	0	0	66	100
Québec																				
1997-1998	35 382 ^e	18 143 ^e	51	17 239	49	28 478 ^e	14 215 ^e	50	14 263	50	4 661 ^e	3 033 ^e	65	1 628	35	2 243 ^e	895 ^e	40	1 348	60
1998-1999	32 749 ^e	18 168 ^e	55	14 581	45	25 699 ^e	13 985 ^e	54	11 714	46	4 655 ^e	3 028 ^e	65	1 627	35	2 395 ^e	1 155 ^e	48	1 240	52
1999-2000	32 326 ^e	17 903 ^e	55	14 423	45	25 029 ^e	13 723 ^e	55	11 306	45	4 581 ^e	2 999 ^e	65	1 582	35	2 716 ^e	1 181 ^e	43	1 535	57
2000-2001	33 179 ^e	18 739 ^e	56	14 440	44	26 060 ^e	14 960 ^e	57	11 100	43	4 688 ^e	2 806 ^e	60	1 882	40	2 431 ^e	973 ^e	40	1 458	60
2001-2002	40 949 ^e	21 517 ^e	53	19 432	47	32 427 ^e	17 014 ^e	52	15 413	48	5 942 ^e	3 667 ^e	62	2 275	38	2 580 ^e	836 ^e	32	1 744	68
Ontario																				
1997-1998	78 875	2 534	3	76 341	97	73 325	1 986	3	71 339	97	8 851	548	6	8 303	94	-3 301	0	0	-3 301	100
1998-1999	77 988	2 788	4	75 200	96	67 807	2 185	3	65 622	97	9 447	603	6	8 844	94	734	0	0	734	100
1999-2000	82 881	2 700	3	80 181	97	72 912	2 106	3	70 806	97	9 074	594	7	8 480	93	895	0	0	895	100
2000-2001	84 254	3 122	4	81 132	96	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	900	0	0	900	100
2001-2002	97 336	4 002	4	93 334	96	79 714	3 002	4	76 712	96	17 623	1 001	6	16 622	94	0	0	0	0	0
Manitoba																				
1997-1998	6 725	3 264	49	3 461	51	5 189	2 247	43	2 942	57	1 516	1 010	67	506	33	20	7	35	13	65
1998-1999	5 558	2 073	37	3 485	63	4 454	1 506	34	2 948	66	1 088	565	52	523	48	16	2	13	14	88
1999-2000	6 346	2 545	40	3 801	60	5 235	1 930	37	3 305	63	1 085	594	55	491	45	26	21	81	5	19
2000-2001	8 961	4 650	52	4 311	48	7 069	3 290	47	3 779	53	1 869	1 344	72	525	28	23	16	70	7	30
2001-2002	8 399	3 078	37	5 321	63	6 798	2 151	32	4 647	68	1 574	909	58	665	42	27	18	67	9	33
Saskatchewan																				
1997-1998	5 395	5 022	93	373	7	..	4 008	..	..	..	..	1 011	..	..	..	5	3	60	2	40
1998-1999	5 788	5 342	92	446	8	..	4 266	..	..	..	..	1 074	..	..	..	5	2	40	3	60
1999-2000	6 294	5 627	89	667	11	4 859	4 279	88	580	12	1 430	1 345	94	85	6	5	3	60	2	40
2000-2001	6 497	5 915	91	582	9	4 963	4 490	90	473	10	1 529	1 423	93	106	7	5	2	40	3	60
2001-2002	7 444	6 539	88	905	12	5 757	4 995	87	762	13	1 679	1 539	92	140	8	8	5	63	3	38
Alberta																				
1997-1998	12 457	1 517	12	10 940	88	9 182	209	2	8 973	98	3 242	1 308	40	1 934	60	33	0	0	33	100
1998-1999	12 926	1 652	13	11 274	87	9 414	215	2	9 199	98	3 448	1 437	42	2 011	58	64	0	0	64	100
1999-2000	13 911	1 883	14	12 028	86	10 237	380	4	9 857	96	3 607	1 503	42	2 104	58	67	0	0	67	100
2000-2001	15 510	2 374	15	13 136	85	11 604	584	5	11 020	95	3 814	1 790	47	2 024	53	92	0	0	92	100
2001-2002	16 998	2 388	14	14 610	86	12 878	505	4	12 373	96	4 041	1 883	47	2 158	53	79	0	0	79	100

Tableau 6b
Dépenses directes au titre des services juridiques des régimes d'aide juridique, avocats salariés et de pratique privée, par type d'affaire criminelle¹ – fin

Province/territoire et année	Total des dépenses sur les affaires criminelles					Affaires criminelles - adultes					Affaires criminelles - jeunes					Affaires de juridiction provinciale				
	TOTAL		Avocats salariés		Avocats de pratique privée		TOTAL		Avocats salariés		Avocats de pratique privée		TOTAL		Avocats salariés		Avocats de pratique privée			
	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%		
Colombie-Britannique																				
1997-1998	31 611	7 973	25	23 638	75	25 483	5 348	21	20 135	79	5 866	2 577	44	3 289	56	262	48	18	214	82
1998-1999	30 278	8 098	27	22 180	73	24 484	5 518	23	18 966	77	5 571	2 532	45	3 039	55	223	48	22	175	78
1999-2000	31 434	8 509	27	22 925	73	25 548	5 724	22	19 824	78	5 609	2 735	49	2 874	51	277	50	18	227	82
2000-2001	32 113	8 976	28	23 137	72	26 647	6 116	23	20 531	77	4 981	2 536	51	2 445	49	485	324	67	161	33
2001-2002	33 024	9 583	29	23 441	71	27 405	6 490	24	20 915	76	4 932	2 592	53	2 340	47	687	501	73	186	27
Territoire du Yukon																				
1997-1998	484	300	62	184	38	374	217	58	157	42	109	82	75	27	25	0	0	0	0	0
1998-1999	663	376	57	287	43	475	231	49	244	51	188	145	77	43	23	0	0	0	0	0
1999-2000	718	347	48	371	52	573	246	43	327	57	145	101	69	45	31	0	0	0	0	0
2000-2001	624	353	57	271	43	578	319	55	259	45	46	34	74	12	26	0	0	0	0	0
2001-2002	603	459	76	144	24	504	366	73	138	27	99	93	94	6	6	0	0	0	0	0
Territoires du Nord-Ouest																				
1997-1998	1 551	.	.	.	.	1 407	.	.	.	.	144	.	.	.	.	0	0	0	0	0
1998-1999	782	.	.	.	.	772	.	.	.	.	10	.	.	.	.	0	0	0	0	0
1999-2000	472	.	.	.	.	452	.	.	.	.	19	.	.	.	.	0	0	0	0	0
2000-2001	479	.	.	.	.	462	.	.	.	.	17	.	.	.	.	0	0	0	0	0
2001-2002	399	.	.	.	.	391	.	.	.	.	9	.	.	.	.	0	0	0	0	0
Nunavut²																				
1997-1998	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1998-1999	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1999-2000	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2000-2001	178	..	..	..	..	175	..	..	..	..	3	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2001-2002	869	495	57	374	43	867	495	57	372	43	2	0	0	2	100	0	0	0	0	0
TOTAL																				
1997-1998	182 728	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1998-1999	177 828	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	182 320	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	189 695	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2001-2002	215 164	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

¹ Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

² Bien que le Nunavut soit devenu officiellement territoire canadien le 1er avril 1999, la Commission des services juridiques des Territoires du Nord-Ouest est demeurée le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

Tableau 6c
Dépenses directes au titre des services juridiques des régimes d'aide juridique, avocats salariés et de pratique privée, par type d'affaire civile¹

Province/territoire et année	Total des dépenses sur les affaires civiles					Affaires civiles - tribunal de la famille					Autres affaires civiles				
	TOTAL	Avocats salariés		Avocats de pratique privée		TOTAL	Avocats salariés		Avocats de pratique privée		TOTAL	Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%
Terre-Neuve-et-Labrador															
1997-1998	2 161	2 058	95	103	5	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
1998-1999	2 185	2 159	99	26	1	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
1999-2000	..	..	..	..	..	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2000-2001	..	..	..	..	..	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2001-2002	..	..	..	..	..	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
Île-du-Prince-Édouard															
1997-1998	131	85	65	46	35	131	85	65	46	35	..	..	..	..	..
1998-1999	129	108	84	21	16	129	108	84	21	16	..	..	..	..	..
1999-2000	118	81	69	37	31	118	81	69	37	31	..	..	..	..	..
2000-2001	130	91	70	39	30	130	91	70	39	30	..	..	..	..	..
2001-2002	229	90	39	139	61	229	90	39	139	61	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse															
1997-1998	4 626	3 574	77	1 052	23	4 626	3 574	77	1 052	23	0	0	0	0	0
1998-1999	4 950	3 788	77	1 162	23	4 950	3 788	77	1 162	23	0	0	0	0	0
1999-2000	4 768	3 784	79	984	21	4 768	3 784	79	984	21	0	0	0	0	0
2000-2001	4 629	3 717	80	912	20	4 629	3 717	80	912	20	0	0	0	0	0
2001-2002	5 198	4 145	80	1 053	20	5 198	4 145	80	1 053	20	0	0	0	0	0
Nouveau-Brunswick²															
1997-1998	1 346	1 034	77	312	23	1 346	1 034	77	312	23	0	0	0	0	0
1998-1999	1 341	1 029	77	312	23	702	390	56	312	44	639	639	100	0	0
1999-2000	1 370	1 067	78	303	22	665	362	54	303	46	705	705	100	0	0
2000-2001	1 618	1 299	80	319	20	580	425	73	155	27	1 038	874	84	164	16
2001-2002	1 243	683	55	560	45	968	683	71	286	29	275	0	0	275	100
Québec															
1997-1998	60 843 ^a	36 896 ^e	61	23 947	39	37 190 ^e	22 695 ^e	61	14 495	39	23 653 ^a	14 201 ^a	60	9 452	40
1998-1999	58 410 ^a	36 738 ^e	63	21 672	37	36 765 ^e	23 261 ^e	63	13 504	37	21 645 ^a	13 477 ^a	62	8 168	38
1999-2000	59 692 ^a	36 708 ^e	61	22 984	39	38 470 ^e	24 058 ^e	63	14 412	37	21 222 ^a	12 650 ^a	60	8 572	40
2000-2001	59 724 ^a	37 092 ^e	62	22 632	38	38 233 ^e	24 011 ^e	63	14 222	37	21 491 ^a	13 081 ^a	61	8 410	39
2001-2002	66 914	39 175	59	27 739	41	45 172	26 582	59	18 590	41	21 742	12 593	58	9 149	42
Ontario															
1997-1998	69 415	30 558	44	38 857	56	23 349	917	4	22 432	96	46 066	29 641	64	16 425	36
1998-1999	98 434	35 541	36	62 893	64	32 845	1 066	3	31 779	97	65 589	34 475	53	31 114	47
1999-2000	90 674	34 263	38	56 411	62	35 179	1 028	3	34 151	97	55 495	33 235	60	22 260	40
2000-2001	103 639	42 598	41	61 041	59	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2001-2002	122 709	50 322	41	72 387	59	48 877	..	..	48 877	100	23 510	..	..	23 510	100
Manitoba															
1997-1998	6 125	2 843	46	3 282	54	6 125	2 843	46	3 282	54	.	.	.	.	.
1998-1999	6 983	4 082	58	2 901	42	6 983	4 082	58	2 901	42	.	.	.	.	.
1999-2000	7 343	4 215	57	3 128	43	7 343	4 215	57	3 128	43	.	.	.	.	.
2000-2001	5 227	2 084	40	3 143	60	5 227	2 084	40	3 143	60	.	.	.	.	.
2001-2002	6 948	3 974	57	2 974	43	6 948	3 974	57	2 974	43	.	.	.	.	.
Saskatchewan															
1997-1998	3 352	2 979	89	373	11	3 346	2 973	89	373	11	6	6	100	0	0
1998-1999	3 442	3 105	90	337	10	3 435	3 098	90	337	10	7	7	100	0	0
1999-2000	3 415	3 205	94	210	6	3 409	3 199	94	210	6	6	6	100	0	0
2000-2001	3 319	3 211	97	108	3	3 311	3 203	97	108	3	8	8	100	0	0
2001-2002	3 581	3 413	95	168	5	3 573	3 405	95	168	5	8	8	100	0	0
Alberta															
1997-1998	6 972	173	2	6 799	98	4 599	151	3	4 448	97	2 373	22	1	2 351	99
1998-1999	6 931	180	3	6 751	97	4 510	116	3	4 394	97	2 421	64	3	2 357	97
1999-2000	9 008	207	2	8 801	98	5 773	174	3	5 599	97	3 235	33	1	3 202	99
2000-2001	8 353	206	2	8 147	98	6 120	173	3	5 947	97	2 233	33	1	2 200	99
2001-2002	12 012	2 752	23	9 260	77	7 084	0	0	7 084	100	4 928	2 752	56	2 176	44
Colombie-Britannique															
1997-1998	45 140	16 029	36	29 111	64	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
1998-1999	42 015	16 443	39	25 572	61	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
1999-2000	43 278	17 161	40	26 117	60	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2000-2001	45 807	18 610	41	27 197	59	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2001-2002	46 837	18 941	40	27 896	60	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.

Tableau 6c
Dépenses directes au titre des services juridiques des régimes d'aide juridique, avocats salariés et de pratique privée, par type d'affaire civile¹ – fin

Province/territoire et année	Total des dépenses sur les affaires civiles					Affaires civiles - tribunal de la famille					Autres affaires civiles				
	TOTAL	Avocats salariés		Avocats de pratique privée		TOTAL	Avocats salariés		Avocats de pratique privée		TOTAL	Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%
Territoire du Yukon															
1997-1998	196	121	62	75	38	185	110	59	75	41	11	11	100	0	0
1998-1999	133	58	44	75	56	123	53	43	70	57	11	6	55	5	45
1999-2000	223	137	62	86	38	210	129	62	81	38	13	8	62	5	38
2000-2001	161	115	71	46	29	150	104	69	46	31	11	11	100	0	0
2001-2002	257	163	63	94	37	243	151	62	92	38	14	12	86	2	14
Territoires du Nord-Ouest															
1997-1998	839	.	.	.	.	776	.	.	.	.	63	.	.	..	..
1998-1999	713	.	.	.	.	654	.	.	.	.	59	.	.	..	..
1999-2000	640	.	.	.	.	620	.	.	.	.	20	.	.	..	..
2000-2001	631	.	.	.	.	594	.	.	.	.	38	.	.	..	..
2001-2002	694	.	.	.	.	672	.	.	.	.	22	.	.	..	..
Nunavut³															
1997-1998	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1998-1999	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	35	..	..	..	..	34	..	..	..	..	1	.	.	..	..
2001-2002	296	197	67	99	33	293	197	67	96	33	3	.	.	3	100
TOTAL															
1997-1998	201 146	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
1998-1999	225 666	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
1999-2000	220 529	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2000-2001	233 273	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2001-2002	266 918	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

¹ Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

² Presque tous les services d'aide juridique en matière civile qui étaient offerts par Justice Nouveau-Brunswick sont maintenant administrés par Aide juridique du Nouveau-Brunswick. Même si le niveau d'ensemble des services d'aide juridique est resté essentiellement inchangé, ces changements administratifs signifient que les chiffres de 2001-2002 ne sont pas comparables à ceux des années précédentes.

³ Bien que le Nunavut soit devenu officiellement territoire canadien le 1er avril 1999, la Commission des services juridiques des Territoires du Nord-Ouest est demeurée le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

Tableau 7
Total des demandes d'aide juridique par type d'affaire^{1,2}

Province/territoire et année	Demandes totales ¹		Affaires criminelles			Affaires civiles		
	TOTAL	% de variation	TOTAL	% de variation	% du total	TOTAL	% de variation	% du total
	#	%	#	%	%	#	%	%
Terre-Neuve-et-Labrador								
1997-1998	15 648	-14	9 069	-11	58	6 579	-17	42
1998-1999	14 553 ^e	-7	8 435 ^e	-7	58	6 118 ^e	-7	42
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	..	..	..	..	..	..	..	..
2001-2002	..	..	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard								
1997-1998	.	.	.	.	.	.	.	.
1998-1999	.	.	.	.	.	.	.	.
1999-2000	.	.	.	.	.	.	.	.
2000-2001	.	.	.	.	.	.	.	.
2001-2002	.	.	.	.	.	.	.	.
Nouvelle-Écosse								
1997-1998	20 684	-5	11 499	-1	56	9 185	-8	44
1998-1999	19 734	-5	11 449	-0	58	8 285	-10	42
1999-2000	24 003	22	15 653	37	65	8 350	1	35
2000-2001	24 087	0	15 739	1	65	8 348	-0	35
2001-2002	25 946	8	18 027	15	69	7 919	-5	31
Nouveau-Brunswick³								
1997-1998	5 454	116	2 436	4	45	3 018	1 540	55
1998-1999	5 055	-7	1 969	-19	39	3 086	2	61
1999-2000	5 186	3	2 026	3	39	3 160	2	61
2000-2001	5 278	2	1 883	-7	36	3 395	7	64
2001-2002	2 468	-53	2 118	12	86	350	-90	14
Québec								
1997-1998	261 269	-8	96 917	-6	37	164 352	-10	63
1998-1999	258 763	-1	95 209	-2	37	163 554	-0	63
1999-2000	257 673	-0	95 625	0	37	162 048	-1	63
2000-2001	253 326	-2	96 363	1	38	156 963	-3	62
2001-2002	264 270	4	109 993	14	42	154 277	-2	58
Ontario								
1997-1998	311 502	1	.	.	.	.	.	.
1998-1999	347 522	12	.	.	.	.	.	.
1999-2000	350 658	1	.	.	.	.	.	.
2000-2001	365 077	4	.	.	.	.	.	.
2001-2002	358 376	-2	.	.	.	.	.	.
Manitoba								
1997-1998	22 308	-7	11 429	-9	51	10 879	-4	49
1998-1999	22 155	-1	11 572	1	52	10 583	-3	48
1999-2000	22 042	-1	11 838	2	54	10 204	-4	46
2000-2001	21 705	-2	11 451	-3	53	10 254	0	47
2001-2002	21 509	-1	11 449	-0	53	10 060	-2	47
Saskatchewan⁴								
1997-1998	23 618	3	17 662	7	75	5 956	-8	25
1998-1999	23 981	2	17 985	2	75	5 996	1	25
1999-2000	24 469	2	17 858	-1	73	6 611	10	27
2000-2001	23 530	-4	17 513	-2	74	6 017	-9	26
2001-2002	22 213	-6	16 657	-5	75	5 556	-8	25
Alberta								
1997-1998	35 713	0	24 802	-1	69	10 911	3	31
1998-1999	39 409	10	27 370	10	69	12 039	10	31
1999-2000	42 365	8	29 019	6	68	13 346	11	32
2000-2001	45 386	7	30 594	5	67	14 792	11	33
2001-2002	48 185	6	33 054	8	69	15 131	2	31

Tableau 7
Total des demandes d'aide juridique par type d'affaire^{1,2} – fin

Province/territoire et année	Demandes totales ¹		Affaires criminelles			Affaires civiles		
	TOTAL	% de variation	TOTAL	% de variation	% du total	TOTAL	% de variation	% du total
	#	%	#	%	%	#	%	%
Colombie-Britannique								
1997-1998	102 336	-1	41 697	-7	41	60 639	4	59
1998-1999	99 331	-3	39 523	-5	40	59 808	-1	60
1999-2000	98 535	-1	38 409	-3	39	60 126	1	61
2000-2001	96 880	-2	35 713	-7	37	61 167	2	63
2001-2002	92 232	-5	33 662	-6	36	58 570	-4	64
Territoire du Yukon⁵								
1997-1998	1 176	-20	739	-35	63	437	28	37
1998-1999	1 186	1	743	1	63	443	1	37
1999-2000	1 015	-14	774	4	76	241	-46	24
2000-2001	1 291	27	918	19	71	373	55	29
2001-2002	1 384	7	974	6	70	410	10	30
Territoires du Nord-Ouest⁶								
1997-1998	2 196	-24	1 167	-41	53	1 029	12	47
1998-1999	1 752	-20	802	-31	46	950	-8	54
1999-2000	1 707	-3	862	7	50	845	-11	50
2000-2001	1 273	-25	547	-37	43	726	-14	57
2001-2002	1 147	-10	537	-2	47	610	-16	53
Nunavut⁷								
1997-1998	...	...	...	...	...	...	...	...
1998-1999	...	...	...	...	...	...	...	...
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	785	..	439	..	56	346	..	44
2001-2002	831	6	482	10	58	349	1	42
TOTAL								
1997-1998	801 904	-3	..	..	..	..	..	..
1998-1999	833 441	4	..	..	..	..	..	..
1999-2000	827 653	-1	..	..	..	..	..	..
2000-2001	838 618	1	..	..	..	..	..	..
2001-2002	838 561	0	..	..	..	..	..	..

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

¹ La somme des demandes approuvées et rejetées peut différer du nombre total de demandes, pour deux raisons : (i) la décision de rejeter une demande n'est pas toujours prise dans la même période que celle où la demande est faite, mais le nombre de demandes reportées à l'exercice financier suivant est comparativement faible; (ii) les chiffres des demandes approuvées s'appliquent aux demandes de services complets seulement, alors que le nombre total de demandes est la somme des demandes de services, y compris de services complets et de services sommaires, et des demandes rejetées.

² Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

³ Presque tous les services d'aide juridique en matière civile qui étaient offerts par Justice Nouveau-Brunswick sont maintenant administrés par Aide juridique du Nouveau-Brunswick. Même si le niveau d'ensemble des services d'aide juridique est resté essentiellement inchangé, ces changements administratifs signifient que les chiffres de 2001-2002 ne sont pas comparables à ceux des années précédentes.

⁴ La diminution des demandes d'aide juridique totales et approuvées en Saskatchewan en 2001-2002 est liée à un projet pilote auprès d'avocats nommés d'office qui porte sur les adultes détenus sous garde, projet lancé par la Saskatchewan Legal Aid Commission. Les clients desservis dans le cadre du projet auraient été inclus sous la rubrique « Demandes d'aide juridique – avocats salariés – affaires criminelles – adultes » au cours des années précédentes.

⁵ Il n'est pas fait de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets dans le territoire du Yukon. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le territoire du Yukon comprennent les nombres d'avocats nommés d'office assurant des services complets.

⁶ Les données pour les Territoires du Nord-Ouest comprennent les nombres d'avocats nommés d'office. En 1997-1998, les Territoires du Nord-Ouest ont commencé une pratique appelée « admissibilité présumée » selon laquelle les personnes comparaisant sans représentation devant le tribunal ne sont pas tenues de demander des services juridiques mais sont plutôt présumées admissibles et reçoivent des services d'aide juridique. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée ont été inclus dans les données des Territoires du Nord-Ouest de 1998-1999.

⁷ Bien que le Nunavut soit devenu officiellement territoire canadien le 1er avril 1999, la Commission des services juridiques des Territoires du Nord-Ouest est demeurée le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

Tableau 7a
Nombre total de demandes d'aide juridique par type d'affaire criminelle et civile^{1,2}

Province/territoire et année	Demandes Totales ¹	Affaires criminelles						Affaires civiles					
		TOTAL	Adultes		Jeunes		Provinciales		TOTAL	Affaires relevant du droit de la famille		Autres	
		#	#	%	#	%	#	%	#	#	%	#	%
Terre-Neuve-et-Labrador													
1997-1998	15 648	9 069	6 740	74	2 215	24	114	1	6 579	4 975	76	1 604	24
1998-1999	14 553^e	8 435 ^e	..	..	..	..	..	..	6 118 ^e	..	..	..	..
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2001-2002	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard													
1997-1998	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
1998-1999	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
1999-2000	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2000-2001	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2001-2002	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
Nouvelle-Écosse													
1997-1998	20 684	11 499	9 015	78	2 363	21	121	1	9 185	8 385	91	800	9
1998-1999	19 734	11 449	9 163	80	2 173	19	113	1	8 285	7 708	93	577	7
1999-2000	24 003	15 653	12 712	81	2 813	18	128	1	8 350	7 663	92	687	8
2000-2001	24 087	15 739	12 843	82	2 791	18	105	1	8 348	7 676	92	672	8
2001-2002	25 946	18 027	14 802	82	3 105	17	120	1	7 919	7 423	94	496	6
Nouveau-Brunswick³													
1997-1998	5 454	2 436	..	..	..	..	..	..	3 018	3 018	100	0	0
1998-1999	5 055	1 969	1 674	85	251	13	44	2	3 086	2 819	91	267	9
1999-2000	5 186	2 026	1 723	85	237	12	66	3	3 160	3 160	100	0	0
2000-2001	5 278	1 883	1 584	84	209	11	90	5	3 395	3 170	93	225	7
2001-2002	2 468	2 118	1 759	83	267	13	92	4	350	125	36	225	64
Québec													
1997-1998	261 269	96 917	75 319	78	13 068	13	8 530	9	164 352	96 531	59	67 821	41
1998-1999	258 763	95 209	73 697	77	12 623	13	8 889	9	163 554	97 881	60	65 673	40
1999-2000	257 673	95 625	74 542	78	12 434	13	8 649	9	162 048	100 423	62	61 625	38
2000-2001	253 326	96 363	76 605	79	11 974	12	7 784	8	156 963	96 594	62	60 369	38
2001-2002	264 270	109 993	89 331	81	13 315	12	7 347	7	154 277	94 600	61	59 677	39
Ontario													
1997-1998	311 502	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
1998-1999	347 522	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
1999-2000	350 658	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2000-2001	365 077	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2001-2002	358 376	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
Manitoba													
1997-1998	22 308	11 429	9 220	81	2 209	19	0	0	10 879	10 879	100	0	0
1998-1999	22 155	11 572	9 366	81	2 206	19	0	0	10 583	10 583	100	0	0
1999-2000	22 042	11 838	9 742	82	2 096	18	0	0	10 204	10 204	100	0	0
2000-2001	21 705	11 451	9 581	84	1 870	16	0	0	10 254	10 254	100	0	0
2001-2002	21 509	11 449	9 658	84	1 791	16	0	0	10 060	10 060	100	0	0
Saskatchewan⁴													
1997-1998	23 618	17 662	12 731	72	4 907	28	24	0	5 956	5 942	100	14	0
1998-1999	23 981	17 985	13 567	75	4 382	24	36	0	5 996	5 980	100	16	0
1999-2000	24 469	17 858	14 784	83	3 060	17	14	0	6 611	6 597	100	14	0
2000-2001	23 530	17 513	13 764	79	3 727	21	22	0	6 017	6 006	100	11	0
2001-2002	22 213	16 657	12 591	76	4 046	24	20	0	5 556	5 549	100	7	0
Alberta													
1997-1998	35 713	24 802	17 861	72	6 689	27	252	1	10 911	6 579	60	4 332	40
1998-1999	39 409	27 370	20 367	74	6 816	25	187	1	12 039	10 936	91	1 103	9
1999-2000	42 365	29 019	22 083	76	6 782	23	154	1	13 346	12 324	92	1 022	8
2000-2001	45 386	30 594	23 698	77	6 687	22	209	1	14 792	13 811	93	981	7
2001-2002	48 185	33 054	25 712	78	7 123	22	219	1	15 131	14 019	93	1 112	7

Tableau 7a
Nombre total de demandes d'aide juridique par type d'affaire criminelle et civile^{1,2} – fin

Province/territoire et année	Demandes Totales ¹	Affaires criminelles						Affaires civiles					
		TOTAL	Adultes		Jeunes		Provinciales		TOTAL	Affaires relevant du droit de la famille		Autres	
		#	#	%	#	%	#	%	#	#	%	#	%
Colombie-Britannique													
1997-1998	102 336	41 697	..	..	..	..	..	..	60 639	26 721	44	33 918	56
1998-1999	99 331	39 523	32 029	81	6 654	17	840	2	59 808	24 556	41	35 252	59
1999-2000	98 535	38 409	31 379	82	6 101	16	929	2	60 126	24 386	41	35 740	59
2000-2001	96 880	35 713	29 368	82	5 387	15	958	3	61 167	25 217	41	35 950	59
2001-2002	92 232	33 662	27 555	82	4 988	15	1 119	3	58 570	23 168	40	35 402	60
Territoire du Yukon⁵													
1997-1998	1 176	739	559	76	179	24	1	0	437	392	90	45	10
1998-1999	1 186	743	545	73	198	27	0	0	443	387	87	56	13
1999-2000	1 015	774	589	76	185	24	0	0	241	222	92	19	8
2000-2001	1 291	918	729	79	189	21	0	0	373	329	88	44	12
2001-2002	1 384	974	808	83	166	17	0	0	410	379	92	31	8
Territoires du Nord-Ouest⁶													
1997-1998	2 196	1 167	997	85	142	12	28	2	1 029	924	90	105	10
1998-1999	1 752	802	731	91	56	7	15	2	950	888	93	62	7
1999-2000	1 707	862	782	91	62	7	18	2	845	803	95	42	5
2000-2001	1 273	547	491	90	44	8	12	2	726	680	94	46	6
2001-2002	1 147	537	453	84	54	10	30	6	610	569	93	41	7
Nunavut⁷													
1997-1998	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1998-1999	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	785	439	416	95	23	5	...	...	346	321	93	25	7
2001-2002	831	482	440	91	42	9	...	...	349	314	90	35	10
TOTAL													
1997-1998	801 904	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
1998-1999	833 441	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
1999-2000	827 653	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2000-2001	838 618	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2001-2002	838 561	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

¹ La somme des demandes approuvées et rejetées peut différer du nombre total de demandes, pour deux raisons : (i) la décision de rejeter une demande n'est pas toujours prise dans la même période que celle où la demande est faite, mais le nombre de demandes reportées à l'exercice financier suivant est comparativement faible; (ii) les chiffres des demandes approuvées s'appliquent aux demandes de services complets seulement, alors que le nombre total de demandes est la somme des demandes de services, y compris de services complets et de services sommaires, et des demandes rejetées.

² Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

³ Presque tous les services d'aide juridique en matière civile qui étaient offerts par Justice Nouveau-Brunswick sont maintenant administrés par Aide juridique du Nouveau-Brunswick. Même si le niveau d'ensemble des services d'aide juridique est resté essentiellement inchangé, ces changements administratifs signifient que les chiffres de 2001-2002 ne sont pas comparables à ceux des années précédentes.

⁴ La diminution des demandes d'aide juridique totales et approuvées en Saskatchewan en 2001-2002 est liée à un projet pilote auprès d'avocats nommés d'office qui porte sur les adultes détenus sous garde, projet lancé par la Saskatchewan Legal Aid Commission. Les clients desservis dans le cadre du projet auraient été inclus sous la rubrique « Demandes d'aide juridique – avocats salariés – affaires criminelles – adultes » au cours des années précédentes.

⁵ Les données pour le territoire du Yukon comprennent les nombres d'avocats nommés d'office assurant des services complets.

⁶ Les données pour les Territoires du Nord-Ouest comprennent les nombres d'avocats nommés d'office. En 1997-1998, les Territoires du Nord-Ouest ont commencé une pratique appelée « admissibilité présumée » selon laquelle les personnes comparaisant sans représentation devant le tribunal ne sont pas tenues de demander des services juridiques mais sont plutôt présumées admissibles et reçoivent des services d'aide juridique. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée ont été inclus dans les données des Territoires du Nord-Ouest de 1998-1999.

⁷ Bien que le Nunavut soit devenu officiellement territoire canadien le 1er avril 1999, la Commission des services juridiques des Territoires du Nord-Ouest est demeurée le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

Tableau 8
Demandes d'aide juridique approuvées par type d'affaire^{1,2}

Province/territoire et année	Total des demandes approuvées ³			Affaires criminelles				Affaires civiles			
	TOTAL	% de variation	Taux pour 1 000 habitant ⁴	Total criminel	% de variation	% du total	Taux pour 1 000 habitant ⁴	Total civil	% de variation	% du total	Taux pour 1 000 habitant ⁴
	#	%		#	%	%		#	%	%	
Terre-Neuve-et-Labrador											
1997-1998	9 838	-10	18	7 173	-8	73	13	2 665	-13	27	5
1998-1999	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2001-2002	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard											
1997-1998	1 274	5	9	1 193	5	94	9	81	7	6	1
1998-1999	1 098	-14	8	1 019	-15	93	7	79	-2	7	1
1999-2000	1 209	10	9	1 133	11	94	8	76	-4	6	1
2000-2001	1 185	-2	9	1 083	-4	91	8	102	34	9	1
2001-2002	1 385	17	10	1 132	5	82	8	253	148	18	2
Nouvelle-Écosse											
1997-1998	15 744	-5	17	9 718	-0	62	10	6 026	-11	38	6
1998-1999	14 575	-7	16	8 996	-7	62	10	5 579	-7	38	6
1999-2000	15 481	6	16	9 745	8	63	10	5 736	3	37	6
2000-2001	15 150	-2	16	9 551	-2	63	10	5 599	-2	37	6
2001-2002	14 759	-3	16	9 445	-1	64	10	5 314	-5	36	6
Nouveau-Brunswick⁵											
1997-1998	3 932	141	5	1 400	-6	36	2	2 532	1 683	64	3
1998-1999	3 965	1	5	1 278	-9	32	2	2 687	6	68	4
1999-2000	4 637	17	6	1 285	1	28	2	3 352	25	72	4
2000-2001	3 935	-15	5	1 226	-5	31	2	2 709	-19	69	4
2001-2002	1 673	-57	2	1 399	14	84	2	274	-90	16	0
Québec											
1997-1998	214 254	-11	29	77 071	-10	36	11 ^r	137 183	-11	64	19 ^r
1998-1999	216 790	1	30	78 084	1	36	11	138 706	1	64	19
1999-2000	215 991	-0	29	77 525	-1	36	11	138 466	-0	64	19
2000-2001	212 192	-2	29	78 951	2	37	11	133 241	-4	63	18
2001-2002	217 574	3	29	87 484	11	40	12	130 090	-2	60	18
Ontario											
1997-1998	115 620	3	10	54 890	7	47	5	60 730	0	53	5
1998-1999	131 512	14	12	61 250	12	47	5	70 262	16	53	6
1999-2000	140 903	7	12	62 054	1	44	5	78 849	12	56	7
2000-2001	159 338	13	14	65 279	5	41	6	94 059	19	59	8
2001-2002	151 416	-5	13	63 201	-3	42	5	88 215	-6	58	7
Manitoba											
1997-1998	17 009	-7	15	7 959	-14	47	7	9 050	-0	53	8
1998-1999	17 306	2	15	8 580	8	50	8	8 726	-4	50	8
1999-2000	17 374	0	15	8 871	3	51	8	8 503	-3	49	7
2000-2001	17 627	1	15	9 028	2	51	8	8 599	1	49	8
2001-2002	17 518	-1	15	9 144	1	52	8	8 374	-3	48	7
Saskatchewan⁶											
1997-1998	21 980	2	22	16 550	7	75	16	5 430	-9	25	5
1998-1999	22 401	2	22	16 971	3	76	17	5 430	0	24	5
1999-2000	21 891	-2	21	16 419	-3	75	16	5 472	1	25	5
2000-2001	22 057	1	22	16 585	1	75	16	5 472	0	25	5
2001-2002	20 677	-6	20	15 596	-6	75	15	5 081	-7	25	5
Alberta											
1997-1998	28 316	1	10	20 646	-1	73	7	7 670	7	27	3
1998-1999	30 294	7	10	22 253	8	73	8	8 041	5	27	3
1999-2000	32 051	6	11	23 378	5	73	8	8 673	8	27	3
2000-2001	33 799	5	11	24 429	4	72	8	9 370	8	28	3
2001-2002	36 420	8	12	26 589	9	73	9	9 831	5	27	3
Colombie-Britannique											
1997-1998	51 871	-7	13	28 702	-8	55	7	23 169	-7	45	6
1998-1999	50 738	-2	13	28 043	-2	55	7	22 695	-2	45	6
1999-2000	51 534	2	13	27 479	-2	53	7	24 055	6	47	6
2000-2001	50 513	-2	12	25 845	-6	51	6	24 668	3	49	6
2001-2002	46 889	-7	11	24 288	-6	52	6	22 601	-8	48	6

Tableau 8
Demandes d'aide juridique approuvées par type d'affaire^{1,2} – fin

Province/territoire et année	Total des demandes approuvées ³			Affaires criminelles				Affaires civiles			
	TOTAL	% de variation	Taux pour 1 000 habitant ⁴	Total criminel	% de variation	% du total	Taux pour 1 000 habitant ⁴	Total civil	% de variation	% du total	Taux pour 1 000 habitant ⁴
	#	%		#	%	%		#	%	%	
Territoire du Yukon⁷											
1997-1998	1 045	-24	32 ^r	693	-36	66	22	352	20	34	11
1998-1999	1 032	-1	33	685	-1	66	22	347	-1	34	11
1999-2000	1 003	-3	32	767	12	76	25	236	-32	24	8
2000-2001	800	-20	26	554	-28	69	18	246	4	31	8
2001-2002	957	20	32	689	24	72	23	268	9	28	9
Territoires du Nord-Ouest⁸											
1997-1998	1 321	-34	20 ^r	870	-45	66	13	451	9	34	7
1998-1999	1 131	-14	17	660	-24	58	10	471	4	42	7
1999-2000	1 000	-12	24	659	-0	66	16	341	-28	34	8
2000-2001	813	-19	20	445	-32	55	11	368	8	45	9
2001-2002	782	-4	19	460	3	59	11	322	-13	41	8
Nunavut⁹											
1997-1998	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1998-1999	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	785	..	29	439	..	56	16	346	..	44	13
2001-2002	768	-2	27	456	4	59	16	312	-10	41	11
TOTAL											
1997-1998	482 204	-5	16	226 865	-4	47	8 ^r	255 339	-6	53	9 ^r
1998-1999	490 842	2	17	227 819	0	46	8	263 023	3	54	9
1999-2000	503 074	2	17	229 315	1	46	8	273 759	4	54	9
2000-2001	518 194	3	17	233 415	2	45	8	284 779	4	55	9
2001-2002	510 818	-1	16	239 883	3	47	8	270 935	-5	53	9

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

¹ Le nombre de demandes d'aide juridique approuvées est le nombre de demandes de services complets seulement. Une demande de services complets approuvée est une demande d'aide juridique qui donne droit à l'aide juridique décrite dans un certificat, un renvoi ou une autre autorisation indiquant que le demandeur a droit aux services juridiques.

² Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

³ Pour les affaires civiles, il y a une affaire par demande. Pour les affaires criminelles, il peut y avoir des accusations multiples par demande, et elles peuvent être traitées séparément (c.-à-d. par des avocats différents).

⁴ Les estimations de population qui ont servi à calculer les chiffres par habitant viennent de Statistique Canada, Statistique démographique et du recensement, Division de la démographie. Chiffres de population au 1er juillet : estimations postcensitaires définitives pour 1996 à 1997; estimations postcensitaires révisées pour 1998 à 2000; et estimations postcensitaires provisoires pour 2001.

⁵ Presque tous les services d'aide juridique en matière civile qui étaient offerts par Justice Nouveau-Brunswick sont maintenant administrés par Aide juridique du Nouveau-Brunswick. Même si le niveau d'ensemble des services d'aide juridique est resté essentiellement inchangé, ces changements administratifs signifient que les chiffres de 2001-2002 ne sont pas comparables à ceux des années précédentes.

⁶ La diminution des demandes d'aide juridique totales et approuvées en Saskatchewan en 2001-2002 est liée à un projet pilote auprès d'avocats nommés d'office qui porte sur les adultes détenus sous garde, projet lancé par la Saskatchewan Legal Aid Commission. Les clients desservis dans le cadre du projet auraient été inclus sous la rubrique « Demandes d'aide juridique – avocats salariés – affaires criminelles – adultes » au cours des années précédentes.

⁷ Il n'est pas fait de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets dans le territoire du Yukon. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le territoire du Yukon comprennent les nombres d'avocats nommés d'office assurant des services complets.

⁸ Les données pour les Territoires du Nord-Ouest comprennent les nombres d'avocats nommés d'office. En 1997-1998, les Territoires du Nord-Ouest ont commencé une pratique appelée « admissibilité présumée » selon laquelle les personnes comparaisant sans représentation devant le tribunal ne sont pas tenues de demander des services juridiques mais sont plutôt présumées admissibles et reçoivent des services d'aide juridique. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée ont été inclus dans les données des Territoires du Nord-Ouest de 1998-1999.

⁹ Bien que le Nunavut soit devenu officiellement territoire canadien le 1er avril 1999, la Commission des services juridiques des Territoires du Nord-Ouest est demeurée le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

Tableau 9
Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire^{1,2}

Province/territoire et année	Total des demandes approuvées ³					Affaires criminelles					Affaires civiles				
	TOTAL	Avocats salariés		Avocats de pratique privée		TOTAL	Avocats salariés		Avocats de pratique privée		TOTAL	Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	#	#	%	#	%	#	#	%	#	%	#	#	%	#	%
Terre-Neuve-et-Labrador	9 838	.	.	.	.	7 173	.	.	.	.	2 665	.	.	.	.
1997-1998		.	.	.	.		.	.	.	.		.	.	.	.
1998-1999	..	.	.	.	.	..	.	.	.	.	..	.	.	.	.
1999-2000	..	.	.	.	.	..	.	.	.	.	..	.	.	.	.
2000-2001	..	.	.	.	.	..	.	.	.	.	..	.	.	.	.
2001-2002	..	.	.	.	.	..	.	.	.	.	..	.	.	.	.
Île-du-Prince-Édouard	1 274	1 127 ^e	88 ^e	147 ^e	12 ^e	1 193	1 077 ^e	90 ^e	116 ^e	10 ^e	81	50	62	31	38
1997-1998															
1998-1999	1 098	992	90	106	10	1 019	935	92	84	8	79	57	72	22	28
1999-2000	1 209	1 045	86	164	14	1 133	995	88	138	12	76	50	66	26	34
2000-2001	1 185	1 032	87	153	13	1 083	961	89	122	11	102	71	70	31	30
2001-2002	1 385	1 081	78	304	22	1 132	1 034	91	98	9	253	47	19	206	81
Nouvelle-Écosse	15 744	13 501	86	2 243	14	9 718	8 904	92	814	8	6 026	4 597	76	1 429	24
1997-1998															
1998-1999	14 575	12 095	83	2 480	17	8 996	7 959	88	1 037	12	5 579	4 136	74	1 443	26
1999-2000	15 481	12 567	81	2 914	19	9 745	8 583	88	1 162	12	5 736	3 984	69	1 752	31
2000-2001	15 150	12 279	81	2 871	19	9 551	8 216	86	1 335	14	5 599	4 063	73	1 536	27
2001-2002	14 759	11 779	80	2 980	20	9 445	8 016	85	1 429	15	5 314	3 763	71	1 551	29
Nouveau-Brunswick⁴	3 932	1 183	30	2 749	70	1 400	...	...	1 400	100	2 532	1 183	47	1 349	53
1997-1998							...	...					
1998-1999	3 965	1 253	32	2 712	68	1 278	...	...	1 278	100	2 687	1 253	47	1 434	53
1999-2000	4 637	1 311	28	3 326	72	1 285	...	...	1 285	100	3 352	1 311	39	2 041	61
2000-2001	3 935	1 298	33	2 637	67	1 226	...	...	1 226	100	2 709	1 298	48	1 411	52
2001-2002	1 673	15	1	1 658	100	1 399	6	0	1 393	100	274	9	3	265	97
Québec	214 254	105 836	49	108 418	51	77 071	29 325	38	47 746	62	137 183	76 511	56	60 672	44
1997-1998															
1998-1999	216 790	103 733	48	113 057	52	78 084	28 760	37	49 324	63	138 706	74 973	54	63 733	46
1999-2000	215 991	103 390	48	112 601	52	77 525	28 514	37	49 011	63	138 466	74 876	54	63 590	46
2000-2001	212 192	106 689	50	105 503	50	78 951	31 327	40	47 624	60	133 241	75 362	57	57 879	43
2001-2002	217 574	106 319	49	111 255	51	87 484	33 654	38	53 830	62	130 090	72 665	56	57 425	44
Ontario	115 620	32 409	28	83 211	72	54 890	...	...	54 890	100	60 730	32 409	53	28 321	47
1997-1998							...	...					
1998-1999	131 512	29 365	22	102 147	78	61 250	...	...	61 250	100	70 262	29 365	42	40 897	58
1999-2000	140 903	33 359	24	107 544	76	62 054	...	...	62 054	100	78 849	33 359	42	45 490	58
2000-2001	159 338	41 789	26	117 549	74	65 279	...	...	65 279	100	94 059	41 789	44	52 270	56
2001-2002	151 416	38 573	25	112 843	75	63 201	...	...	63 201	100	88 215	38 573	44	49 642	56
Manitoba	17 009	4 664	27	12 345	73	7 959	1 550	19	6 409	81	9 050	3 114	34	5 936	66
1997-1998															
1998-1999	17 306	4 806	28	12 500	72	8 580	1 633	19	6 947	81	8 726	3 173	36	5 553	64
1999-2000	17 374	4 746	27	12 628	73	8 871	1 732	20	7 139	80	8 503	3 014	35	5 489	65
2000-2001	17 627	4 133	23	13 494	77	9 028	1 434	16	7 594	84	8 599	2 699	31	5 900	69
2001-2002	17 518	3 767	22	13 751	78	9 144	1 101	12	8 043	88	8 374	2 666	32	5 708	68
Saskatchewan⁵	21 980	20 789	95	1 191	5	16 550	16 247	98	303	2	5 430	4 542	84	888	16
1997-1998															
1998-1999	22 401	21 251	95	1 150	5	16 971	16 604	98	367	2	5 430	4 647	86	783	14
1999-2000	21 891	20 722	95	1 169	5	16 419	15 624	95	795	5	5 472	5 098	93	374	7
2000-2001	22 057	21 024	95	1 033	5	16 585	15 851	96	734	4	5 472	5 173	95	299	5
2001-2002	20 677	19 177	93	1 500	7	15 596	14 422	92	1 174	8	5 081	4 755	94	326	6
Alberta	28 316	2 915	10	25 401	90	20 646	2 845	14	17 801	86	7 670	70	1	7 600	99
1997-1998															
1998-1999	30 294	2 823	9	27 471	91	22 253	2 748	12	19 505	88	8 041	75	1	7 966	99
1999-2000	32 051	3 035	9	29 016	91	23 378	2 827	12	20 551	88	8 673	208	2	8 465	98
2000-2001	33 799	3 002	9	30 797	91	24 429	2 801	11	21 628	89	9 370	201	2	9 169	98
2001-2002	36 420	4 958	14	31 462	86	26 589	2 928	11	23 661	89	9 831	2 030	21	7 801	79
Colombie-Britannique	51 871	13 311	26	38 560	74	28 702	4 623	16	24 079	84	23 169	8 688	37	14 481	63
1997-1998															
1998-1999	50 738	12 905	25	37 833	75	28 043	4 793	17	23 250	83	22 695	8 112	36	14 583	64
1999-2000	51 534	12 244	24	39 290	76	27 479	4 390	16	23 089	84	24 055	7 854	33	16 201	67
2000-2001	50 513	11 672	23	38 841	77	25 845	4 260	16	21 585	84	24 668	7 412	30	17 256	70
2001-2002	46 889	10 745	23	36 144	77	24 288	3 939	16	20 349	84	22 601	6 806	30	15 795	70
Territoire du Yukon⁶	1 045	702	67	343	33	693	504	73	189	27	352	198	56	154	44
1997-1998															
1998-1999	1 032	647	63	385	37	685	426	62	259	38	347	221	64	126	36
1999-2000	1 003	592	59	411	41	767	423	55	344	45	236	169	72	67	28
2000-2001	800	566	71	234	29	554	393	71	161	29	246	173	70	73	30
2001-2002	957	749	78	208	22	689	574	83	115	17	268	175	65	93	35

Tableau 9
Demandses d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire^{1,2} – fin

Province/territoire et année	Total des demandes approuvées ³					Affaires criminelles					Affaires civiles				
	TOTAL	Avocats salariés		Avocats de pratique privée		TOTAL	Avocats salariés		Avocats de pratique privée		TOTAL	Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	#	#	%	#	%	#	#	%	#	%	#	#	%	#	%
Territoires du Nord-Ouest⁷															
1997-1998	1 321	241	18	1 080	82	870	234	27	636	73	451	7	2	444	98
1998-1999	1 131	409	36	722	64	660	262	40	398	60	471	147	31	324	69
1999-2000	1 000	265	27	735	74	659	193	29	466	71	341	72	21	269	79
2000-2001	813	278	34	535	66	445	144	32	301	68	368	134	36	234	64
2001-2002	782	242	31	540	69	460	131	28	329	72	322	111	34	211	66
Nunavut⁸															
1997-1998	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1998-1999	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1999-2000	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2000-2001	785	366	47	419	53	439	311	71	128	29	346	55	16	291	84
2001-2002	768	314	41	454	59	456	148	32	308	68	312	166	53	146	47
TOTAL															
1997-1998	482 204	.	.	.	.	226 865	.	.	.	.	255 339	.	.	.	.
1998-1999	490 842	.	.	.	.	227 819	.	.	.	.	263 023	.	.	.	.
1999-2000	503 074	.	.	.	.	229 315	.	.	.	.	273 759	.	.	.	.
2000-2001	518 194	.	.	.	.	233 415	.	.	.	.	284 779	.	.	.	.
2001-2002	510 818	.	.	.	.	239 883	.	.	.	.	270 935	.	.	.	.

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

¹ Le nombre de demandes d'aide juridique approuvées est le nombre de demandes de services complets seulement. Une demande de services complets approuvée est une demande d'aide juridique qui donne droit à l'aide juridique décrite dans un certificat, un renvoi ou une autre autorisation indiquant que le demandeur a droit aux services juridiques.

² Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

³ Pour les affaires civiles, il y a une affaire par demande. Pour les affaires criminelles, il peut y avoir des accusations multiples par demande, et elles peuvent être traitées séparément (c.-à-d. par des avocats différents).

⁴ Presque tous les services d'aide juridique en matière civile qui étaient offerts par Justice Nouveau-Brunswick sont maintenant administrés par Aide juridique du Nouveau-Brunswick. Même si le niveau d'ensemble des services d'aide juridique est resté essentiellement inchangé, ces changements administratifs signifient que les chiffres de 2001-2002 ne sont pas comparables à ceux des années précédentes.

⁵ La diminution des demandes d'aide juridique totales et approuvées en Saskatchewan en 2001-2002 est liée à un projet pilote auprès d'avocats nommés d'office qui porte sur les adultes détenus sous garde, projet lancé par la Saskatchewan Legal Aid Commission. Les clients desservis dans le cadre du projet auraient été inclus sous la rubrique « Demandes d'aide juridique – avocats salariés – affaires criminelles – adultes » au cours des années précédentes.

⁶ Il n'est pas fait de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets dans le territoire du Yukon. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le territoire du Yukon comprennent les nombres d'avocats nommés d'office assurant des services complets.

⁷ Les données pour les Territoires du Nord-Ouest comprennent les nombres d'avocats nommés d'office. En 1997-1998 les Territoires du Nord-Ouest ont commencé une pratique appelée « admissibilité présumée » selon laquelle les personnes comparaisant sans représentation devant le tribunal ne sont pas tenues de demander des services juridiques mais sont plutôt présumées admissibles et reçoivent des services d'aide juridique. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée ont été inclus dans les données des Territoires du Nord-Ouest de 1998-1999.

⁸ Bien que le Nunavut soit devenu officiellement territoire canadien le 1er avril 1999, la Commission des services juridiques des Territoires du Nord-Ouest est demeurée le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

Tableau 9a
Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle^{1,2}

Province/territoire et année	Total - Criminelles					Criminelles - Adultes					Criminelles - Jeunes					Infractions à une loi provinciale					
	TOTAL ³	Avocats salariés		Avocats de pratique privée		TOTAL	Avocats salariés		Avocats de pratique privée		TOTAL	Avocats salariés		Avocats de pratique privée		TOTAL	Avocats salariés		Avocats de pratique privée		
	#	#	%	#	%	#	#	%	#	%	#	#	%	#	%	#	#	%	#	%	
Terre-Neuve-et-Labrador																					
1997-1998	7 173	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	52	.	.	.	.
1998-1999	..	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
1999-2000	..	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2000-2001	..	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2001-2002	..	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
Île-du-Prince-Édouard																					
1997-1998	1 193	1 077	90	116	10	922	826	90	96	10	271	251	93	20	7	0	0	0	0	0	
1998-1999	1 019	935	92	84	8	769	709	92	60	8	250	226	90	24	10	0	0	0	0	0	
1999-2000	1 133	995	88	138	12	880	771	88	109	12	253	224	89	29	11	0	0	0	0	0	
2000-2001	1 083	961	89	122	11	857	761	89	96	11	226	200	88	26	12	0	0	0	0	0	
2001-2002	1 132	1 034	91	98	9	901	815	90	86	10	231	219	95	12	5	0	0	0	0	0	
Nouvelle-Écosse																					
1997-1998	9 718	8 904	92	814	8	7 470	6 837	92	633	8	2 237	2 056	92	181	8	11	11	100	0	0	
1998-1999	8 996	7 959	88	1 037	12	6 965	6 170	89	795	11	2 006	1 765	88	241	12	25	24	96	1	4	
1999-2000	9 745	8 583	88	1 162	12	7 459	6 576	88	883	12	2 257	1 978	88	279	12	29	29	100	0	0	
2000-2001	9 551	8 216	86	1 335	14	7 356	6 288	85	1 068	15	2 177	1 910	88	267	12	18	18	100	0	0	
2001-2002	9 445	8 016	85	1 429	15	7 227	6 124	85	1 103	15	2 180	1 854	85	326	15	38	38	100	0	0	
Nouveau-Brunswick⁴																					
1997-1998	1 400	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1998-1999	1 278	..	..	1 278	100	..	..	..	1 000	..	..	..	..	251	..	..	..	..	..	27
1999-2000	1 285	..	..	1 285	100	..	..	..	1 100	..	..	..	..	155	..	..	..	..	..	30
2000-2001	1 226	..	..	1 226	100	..	..	..	1 038	..	..	..	..	152	..	36	..	..	..	36
2001-2002	1 399	6	0	1 393	100	1 207	5	0	1 202	100	160	1	1	159	99	32	0	0	..	32	
Québec																					
1997-1998	77 071	29 325	38	47 746	62	58 354	21 592	37	36 762	63	12 858	6 528	51	6 330	49	5 859	1 205	21	4 654	79	
1998-1999	78 084	28 760	37	49 324	63	58 748	21 037	36	37 711	64	12 458	6 073	49	6 385	51	6 878	1 650	24	5 228	76	
1999-2000	77 525	28 514	37	49 011	63	58 294	20 708	36	37 586	64	12 196	5 936	49	6 260	51	7 035	1 870	27	5 165	73	
2000-2001	78 951	31 327	40	47 624	60	60 877	24 011	39	36 866	61	11 724	5 974	51	5 750	49	6 350	1 342	21	5 008	79	
2001-2002	87 484	33 654	38	53 830	62	68 570	25 585	37	42 985	63	13 025	6 849	53	6 176	47	5 889	1 220	21	4 669	79	
Ontario																					
1997-1998	54 890	.	.	54 890
1998-1999	61 250	.	.	61 250	.	.	.	.	45 595	.	.	.	.	15 655	.	.	.	.	.	.
1999-2000	62 054	.	.	62 054	.	.	.	.	50 981	.	.	.	.	11 073	.	.	.	.	.	.
2000-2001	65 279	.	.	65 279	.	.	.	.	..	.	.	.	.	..	.	.	.	.	.	.
2001-2002	63 201	.	.	63 201	.	48 728	.	.	48 728	100	14 473	.	.	14 473	100	.	.	.	.	.
Manitoba																					
1997-1998	7 959	1 550	19	6 409	81	6 409	1 258	20	5 151	80	1 486	267	18	1 219	82	64	25	39	39	61	
1998-1999	8 580	1 633	19	6 947	81	6 995	1 377	20	5 618	80	1 545	244	16	1 301	84	40	12	30	28	70	
1999-2000	8 871	1 732	20	7 139	80	7 351	1 483	20	5 868	80	1 499	240	16	1 259	84	21	9	43	12	57	
2000-2001	9 028	1 434	16	7 594	84	7 511	1 235	16	6 276	84	1 484	191	13	1 293	87	33	8	24	25	76	
2001-2002	9 144	1 101	12	8 043	88	7 626	963	13	6 663	87	1 475	129	9	1 346	91	43	9	21	34	79	
Saskatchewan⁵																					
1997-1998	16 550	16 247	98	303	2	12 143	11 901	98	242	2	4 391	4 330	99	61	1	16	16	100	0	0	
1998-1999	16 971	16 604	98	367	2	12 939	12 636	98	303	2	4 015	3 951	98	64	2	17	17	100	0	0	
1999-2000	16 419	15 624	95	795	5	13 711	13 019	95	692	5	2 704	2 601	96	103	4	4	4	100	0	0	
2000-2001	16 585	15 851	96	734	4	13 188	12 601	96	587	4	3 386	3 239	96	147	4	11	11	100	0	0	
2001-2002	15 596	14 422	92	1 174	8	11 951	10 993	92	958	8	3 644	3 428	94	216	6	1	1	100	0	0	
Alberta																					
1997-1998	20 646	2 845	14	17 801	86	13 852	0	0	13 852	100	6 689	2 845	43	3 844	57	105	0	0	105	100	
1998-1999	22 253	2 748	12	19 505	88	15 250	5	0	15 245	100	6 816	2 743	40	4 073	60	187	0	0	187	100	
1999-2000	23 378	2 827	12	20 551	88	16 442	114	1	16 328	99	6 782	2 713	40	4 069	60	154	0	0	154	100	
2000-2001	24 429	2 801	11	21 628	89	17 533	72	0	17 461	100	6 687	2 729	41	3 958	59	209	0	0	209	100	
2001-2002	26 589	2 928	11	23 661	89	19 247	60	0	19 187	100	7 123	2 858	40	4 265	60	219	10	5	209	95	
Colombie-Britannique																					
1997-1998	28 702	4 623	16	24 079	84	21 790	3 153	14	18 637	86	6 912	1 470	21	5 442	79	0	0	0	0	0	
1998-1999	28 043	4 793	17	23 250	83	21 093	3 150	15	17 943	85	6 450	1 510	23	4 940	77	500	133	27	367	73	
1999-2000	27 479	4 390	16	23 089	84	21 030	2 851	14	18 179	86	5 911	1 409	24	4 502	76	538	130	24	408	76	
2000-2001	25 845	4 260	16	21 585	84	20 044	2 889	14	17 155	86	5 226	1 210	23	4 016	77	575	161	28	414	72	
2001-2002	24 288	3 939	16	20 349	84	18 761	2 656	14	16 105	86	4 823	1 079	22	3 744	78	704	204	29	500	71	

Tableau 9a
Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle^{1,2} – fin

Province/territoire et année	Total - Criminelles					Criminelles - Adultes					Criminelles - Jeunes					Infractions à une loi provinciale								
	TOTAL ³		Avocats salariés		Avocats de pratique privée		TOTAL		Avocats salariés		Avocats de pratique privée		TOTAL		Avocats salariés		Avocats de pratique privée							
	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%						
Territoire du Yukon⁶																								
1997-1998	693		504	73	189	27	515		357	69	158	31	178		147	83	31	17	0	0	0	0	0	0
1998-1999	685		426	62	259	38	490		291	59	199	41	195		135	69	60	31	0	0	0	0	0	0
1999-2000	767		423	55	344	45	582		292	50	290	50	185		131	71	54	29	0	0	0	0	0	0
2000-2001	554		393	71	161	29	452		308	68	144	32	102		85	83	17	17	0	0	0	0	0	0
2001-2002	689		574	83	115	17	557		455	82	102	18	132		119	90	13	10	0	0	0	0	0	0
Territoires du Nord-Ouest⁷																								
1997-1998	870		234	27	636	73	747		214	29	533	71	111		19	17	92	83	12	1	8	11	92	
1998-1999	660		262	40	398	60	594		232	39	362	61	56		30	54	26	46	10	0	0	10	100	
1999-2000	659		193	29	466	71	597		175	29	422	71	51		16	31	35	69	11	2	18	9	82	
2000-2001	445		144	32	301	68	395		125	32	270	68	40		17	43	23	57	10	2	20	8	80	
2001-2002	460		131	28	329	72	390		107	27	283	73	51		14	27	37	73	19	10	53	9	47	
Nunavut⁸																								
1997-1998	...		...		...		...		...		...		...		...		...		...		...		...
1998-1999	...		...		...		...		...		...		...		...		...		...		...		...
1999-2000	...		...		...		...		...		...		...		...		...		...		...		...
2000-2001	439		311	71	128	29	416		288	69	128	31	23		23	100	0	0	0	0	0	0	0	0
2001-2002	456		148	32	308	68	416		128	31	288	69	40		20	50	20	50	0	0	0	0	0	0
TOTAL																								
1997-1998	226 865		.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
1998-1999	227 819		.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
1999-2000	229 315		.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2000-2001	233 415		.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2001-2002	239 883		.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

¹ Le nombre de demandes d'aide juridique approuvées est le nombre de demandes de services complets seulement. Une demande de services complets approuvée est une demande d'aide juridique qui donne droit à l'aide juridique décrite dans un certificat, un renvoi ou une autre autorisation indiquant que le demandeur a droit aux services juridiques.

² Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

³ Pour les affaires civiles, il y a une affaire par demande. Pour les affaires criminelles, il peut y avoir des accusations multiples par demande, et elles peuvent être traitées séparément (c.-à-d. par des avocats différents).

⁴ Presque tous les services d'aide juridique en matière civile qui étaient offerts par Justice Nouveau-Brunswick sont maintenant administrés par Aide juridique du Nouveau-Brunswick. Même si le niveau d'ensemble des services d'aide juridique est resté essentiellement inchangé, ces changements administratifs signifient que les chiffres de 2001-2002 ne sont pas comparables à ceux des années précédentes.

⁵ La diminution des demandes d'aide juridique totales et approuvées en Saskatchewan en 2001-2002 est liée à un projet pilote auprès d'avocats nommés d'office qui porte sur les adultes détenus sous garde, projet lancé par la Saskatchewan Legal Aid Commission. Les clients desservis dans le cadre du projet auraient été inclus sous la rubrique « Demandes d'aide juridique – avocats salariés – affaires criminelles – adultes » au cours des années précédentes.

⁶ Il n'est pas fait de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets dans le territoire du Yukon. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le territoire du Yukon comprennent les nombres d'avocats nommés d'office assurant des services complets.

⁷ Les données pour les Territoires du Nord-Ouest comprennent les nombres d'avocats nommés d'office. En 1997-1998, les Territoires du Nord-Ouest ont commencé une pratique appelée « admissibilité présumée » selon laquelle les personnes comparaisant sans représentation devant le tribunal ne sont pas tenues de demander des services juridiques mais sont plutôt présumées admissibles et reçoivent des services d'aide juridique. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée ont été inclus dans les données des Territoires du Nord-Ouest de 1998-1999.

⁸ Bien que le Nunavut soit devenu officiellement territoire canadien le 1er avril 1999, la Commission des services juridiques des Territoires du Nord-Ouest est demeurée le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

Tableau 9b
Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire civile^{1,2}

Province/territoire et année	Total - Civiles					Civiles – Famille					Civiles – Autres				
	TOTAL ³	Avocats salariés		Avocats de pratique privée		TOTAL	Avocats salariés		Avocats de pratique privée		TOTAL	Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	#	#	%	#	%	#	#	%	#	%	#	#	%	#	%
Terre-Neuve-et-Labrador															
1997-1998	2 665	.	.	.	.	2 372	.	.	.	.	293	.	.	.	.
1998-1999	..	.	.	.	.	..	.	.	.	.	..	.	.	.	.
1999-2000	..	.	.	.	.	..	.	.	.	.	..	.	.	.	.
2000-2001	..	.	.	.	.	..	.	.	.	.	..	.	.	.	.
2001-2002	..	.	.	.	.	..	.	.	.	.	..	.	.	.	.
Île-du-Prince-Édouard															
1997-1998	81	50	62	31	38	81	50	62	31	38	0	0	0	0	0
1998-1999	79	57	72	22	28	79	57	72	22	28	0	0	0	0	0
1999-2000	76	50	66	26	34	76	50	66	26	34	0	0	0	0	0
2000-2001	102	71	70	31	30	102	71	70	31	30	0	0	0	0	0
2001-2002	253	47	19	206	81	253	47	19	206	81	0	0	0	0	0
Nouvelle-Écosse															
1997-1998	6 026	4 597	76	1 429	24	5 726	4 318	75	1 408	25	300	279	93	21	7
1998-1999	5 579	4 136	74	1 443	26	5 352	3 928	73	1 424	27	227	208	92	19	8
1999-2000	5 736	3 984	69	1 752	31	5 395	3 783	70	1 612	30	341	201	59	140	41
2000-2001	5 599	4 063	73	1 536	27	5 361	3 847	72	1 514	28	238	216	91	22	9
2001-2002	5 314	3 763	71	1 551	29	5 096	3 573	70	1 523	30	218	190	87	28	13
Nouveau-Brunswick⁴															
1997-1998	2 532	1 183	47	1 349	53	2 532	1 183	47	1 349	53	0	0	0	0	0
1998-1999	2 687	1 253	47	1 434	53	2 509	1 253	50	1 256	50	0	0	0	178	0
1999-2000	3 352	1 311	39	2 041	61	3 352	1 311	39	2 041	61	0	0	0	0	0
2000-2001	2 709	1 298	48	1 411	52	2 525	1 298	51	1 227	49	184	0	0	184	100
2001-2002	274	9	3	265	97	97	9	9	88	91	177	0	0	177	100
Québec															
1997-1998	137 183	76 511	56	60 672	44	86 476	47 591	55	38 885	45	50 707	28 920	57	21 787	43
1998-1999	138 706	74 973	54	63 733	46	88 171	47 702	54	40 469	46	50 535	27 271	54	23 264	46
1999-2000	138 466	74 876	54	63 590	46	90 602	49 200	54	41 402	46	47 864	25 676	54	22 188	46
2000-2001	133 241	75 362	57	57 879	43	86 190	48 795	57	37 395	43	47 051	26 567	56	20 484	44
2001-2002	130 090	72 665	56	57 425	44	83 641	46 897	56	36 744	44	46 449	25 768	55	20 681	45
Ontario															
1997-1998	60 730	32 409	53	28 321	47	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1998-1999	70 262	29 365	42	40 897	58	..	..	..	28 138	..	..	..	..	12 759	..
1999-2000	78 849	33 359	42	45 490	58	34 266	4 128	12	30 138	88	44 583	29 231	66	15 352	34
2000-2001	94 059	41 789	44	52 270	56	42 161	9 374	22	32 787	78	51 898	32 415	62	19 483	38
2001-2002	88 215	38 573	44	49 642	56	36 123	7 406	21	28 717	79	52 092	31 167	60	20 925	40
Manitoba															
1997-1998	9 050	3 114	34	5 936	66	9 050	3 114	34	5 936	66	0	0	0	0	0
1998-1999	8 726	3 173	36	5 553	64	8 726	3 173	36	5 553	64	0	0	0	0	0
1999-2000	8 503	3 014	35	5 489	65	8 503	3 014	35	5 489	65	0	0	0	0	0
2000-2001	8 599	2 699	31	5 900	69	8 599	2 699	31	5 900	69	0	0	0	0	0
2001-2002	8 374	2 666	32	5 708	68	8 374	2 666	32	5 708	68	0	0	0	0	0
Saskatchewan⁵															
1997-1998	5 430	4 542	84	888	16	5 422	4 534	84	888	16	8	8	100	0	0
1998-1999	5 430	4 647	86	783	14	5 425	4 642	86	783	14	5	5	100	0	0
1999-2000	5 472	5 098	93	374	7	5 470	5 096	93	374	7	2	2	100	0	0
2000-2001	5 472	5 173	95	299	5	5 470	5 171	95	299	5	2	2	100	0	0
2001-2002	5 081	4 755	94	326	6	5 079	4 753	94	326	6	2	2	100	0	0
Alberta															
1997-1998	7 670	70	1	7 600	99	6 579	61	1	6 518	99	1 091	9	1	1 082	99
1998-1999	8 041	75	1	7 966	99	6 938	48	1	6 890	99	1 103	27	2	1 076	98
1999-2000	8 673	208	2	8 465	98	7 651	175	2	7 476	98	1 022	33	3	989	97
2000-2001	9 370	201	2	9 169	98	8 389	170	2	8 219	98	981	31	3	950	97
2001-2002	9 831	2 030	21	7 801	79	8 719	1 926	22	6 793	78	1 112	104	9	1 008	91
Colombie-Britannique															
1997-1998	23 169	8 688	37	14 481	63	13 532	1 787	13	11 745	87	9 637	6 901	72	2 736	28
1998-1999	22 695	8 112	36	14 583	64	13 177	1 792	14	11 385	86	9 518	6 320	66	3 198	34
1999-2000	24 055	7 854	33	16 201	67	13 828	1 548	11	12 280	89	10 227	6 306	62	3 921	38
2000-2001	24 668	7 412	30	17 256	70	15 526	1 491	10	14 035	90	9 142	5 921	65	3 221	35
2001-2002	22 601	6 806	30	15 795	70	13 991	1 413	10	12 578	90	8 610	5 393	63	3 217	37

Tableau 9b
Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire civile^{1,2} – fin

Province/territoire et année	Total - Civiles					Civiles – Famille					Civiles – Autres				
	TOTAL ³	Avocats salariés		Avocats de pratique privée		TOTAL	Avocats salariés		Avocats de pratique privée		TOTAL	Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	#	#	%	#	%	#	#	%	#	%	#	#	%	#	%
Territoire du Yukon⁶															
1997-1998	352	198	56	154	44	315	174	55	141	45	37	24	65	13	35
1998-1999	347	221	64	126	36	306	194	63	112	37	41	27	66	14	34
1999-2000	236	169	72	67	28	217	158	73	59	27	19	11	58	8	42
2000-2001	246	173	70	73	30	219	151	69	68	31	27	22	81	5	19
2001-2002	268	175	65	93	35	247	157	64	90	36	21	18	86	3	14
Territoires du Nord-Ouest⁷															
1997-1998	451	7	2	444	98	439	6	1	433	99	12	1	8	11	92
1998-1999	471	147	31	324	69	460	140	30	320	70	11	7	64	4	36
1999-2000	341	72	21	269	79	328	70	21	258	79	13	2	15	11	85
2000-2001	368	134	36	234	64	352	132	38	220	63	16	2	13	14	88
2001-2002	322	111	34	211	66	306	108	35	198	65	16	3	19	13	81
Nunavut⁸															
1997-1998	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1998-1999	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	346	55	16	291	84	321	55	17	266	83	25	0	0	25	100
2001-2002	312	166	53	146	47	299	162	54	137	46	13	4	31	9	69
TOTAL															
1997-1998	255 339	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
1998-1999	263 023	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
1999-2000	273 759	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2000-2001	284 779	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2001-2002	270 935	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

¹ Le nombre de demandes d'aide juridique approuvées est le nombre de demandes de services complets seulement. Une demande de services complets approuvée est une demande d'aide juridique qui donne droit à l'aide juridique décrite dans un certificat, un renvoi ou une autre autorisation indiquant que le demandeur a droit aux services juridiques.

² Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

³ Pour les affaires civiles, il y a une affaire par demande. Pour les affaires criminelles, il peut y avoir des accusations multiples par demande, et elles peuvent être traitées séparément (c.-à-d. par des avocats différents).

⁴ Presque tous les services d'aide juridique en matière civile qui étaient offerts par Justice Nouveau-Brunswick sont maintenant administrés par Aide juridique du Nouveau-Brunswick. Même si le niveau d'ensemble des services d'aide juridique est resté essentiellement inchangé, ces changements administratifs signifient que les chiffres de 2001-2002 ne sont pas comparables à ceux des années précédentes.

⁵ La diminution des demandes d'aide juridique totales et approuvées en Saskatchewan en 2001-2002 est liée à un projet pilote auprès d'avocats nommés d'office qui porte sur les adultes détenus sous garde, projet lancé par la Saskatchewan Legal Aid Commission. Les clients desservis dans le cadre du projet auraient été inclus sous la rubrique « Demandes d'aide juridique – avocats salariés – affaires criminelles – adultes » au cours des années précédentes.

⁶ Il n'est pas fait de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets dans le territoire du Yukon. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le territoire du Yukon comprennent les nombres d'avocats nommés d'office assurant des services complets.

⁷ Les données pour les Territoires du Nord-Ouest comprennent les nombres d'avocats nommés d'office. En 1997-1998, les Territoires du Nord-Ouest ont commencé une pratique appelée « admissibilité présumée » selon laquelle les personnes comparaissant sans représentation devant le tribunal ne sont pas tenues de demander des services juridiques mais sont plutôt présumées admissibles et reçoivent des services d'aide juridique. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée ont été inclus dans les données des Territoires du Nord-Ouest de 1998-1999.

⁸ Bien que le Nunavut soit devenu officiellement territoire canadien le 1er avril 1999, la Commission des services juridiques des Territoires du Nord-Ouest est demeurée le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

Tableau 10
Demandes d'aide juridique approuvées, services sommaires^{1,2}

Province/territoire et année	Total des demandes de service sommaire approuvées		
	TOTAL	Variation en %	Taux pour 1 000 habitants ³
	#	%	
Terre-Neuve-et-Labrador			
1997-1998	.	.	.
1998-1999	.	.	.
1999-2000	.	.	.
2000-2001	.	.	.
2001-2002	.	.	.
Île-du-Prince-Édouard			
1997-1998	.	.	.
1998-1999	.	.	.
1999-2000	.	.	.
2000-2001	.	.	.
2001-2002	.	.	.
Nouvelle-Écosse			
1997-1998	2 228	-5	2
1998-1999	1 644	-26	2
1999-2000	1 586	-4	2
2000-2001	1 299	-18	1
2001-2002	1 088	-16	1
Nouveau-Brunswick			
1997-1998	9 875	..	13
1998-1999	..	..	..
1999-2000	..	..	..
2000-2001	..	..	..
2001-2002	..	..	..
Québec			
1997-1998	.	.	.
1998-1999	.	.	.
1999-2000	.	.	.
2000-2001	.	.	.
2001-2002	.	.	.
Ontario			
1997-1998	167 538	5	15
1998-1999	177 493	6	16
1999-2000	183 826	4	16
2000-2001	183 927	0	16
2001-2002	177 158	-4	15
Manitoba			
1997-1998	19 421	-11	17
1998-1999	23 108	19	20
1999-2000	21 572	-7	19
2000-2001	21 706	1	19
2001-2002	22 134	2	19
Saskatchewan			
1997-1998	6 483	-8	6
1998-1999	6 210	-4	6
1999-2000	5 816	-6	6
2000-2001	6 217	7	6
2001-2002	5 968	-4	6
Alberta			
1997-1998	.	.	.
1998-1999	.	.	.
1999-2000	.	.	.
2000-2001	.	.	.
2001-2002	.	.	.

Tableau 10
Demandes d'aide juridique approuvées, services sommaires^{1,2} – fin

Province/territoire et année	Total des demandes de service sommaire approuvées		
	TOTAL	Variation en %	Taux pour 1 000 habitants ³
	#	%	
Colombie-Britannique			
1997-1998	26 269	-1	7
1998-1999	23 735	-10	6
1999-2000	30 460	28	8
2000-2001	33 920	11	8
2001-2002	33 454	-1	8
Territoire du Yukon			
1997-1998	.	.	.
1998-1999	.	.	.
1999-2000	.	.	.
2000-2001	.	.	.
2001-2002	.	.	.
Territoires du Nord-Ouest			
1997-1998	.	.	.
1998-1999	.	.	.
1999-2000	.	.	.
2000-2001	.	.	.
2001-2002	.	.	.
Nunavut			
1997-1998	.	.	.
1998-1999	.	.	.
1999-2000	.	.	.
2000-2001	.	.	.
2001-2002	.	.	.
TOTAL			
1997-1998	231 814	7	12
1998-1999	232 190	0	13
1999-2000	243 260	5	13
2000-2001	247 069	2	13
2001-2002	239 802	-3	13

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

¹ Une demande de services sommaires approuvée se dit de la prestation de conseils ou d'information juridiques, ou d'autres types de services juridiques assurés à un particulier sur demande écrite pendant une entrevue formelle. Seules les demandes écrites sont comptées.

² Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

³ Les estimations de population qui ont servi à calculer les chiffres par habitant viennent de Statistique Canada, Statistique démographique et du recensement, Division de la démographie. Chiffres de population au 1er juillet : estimations postcensitaires définitives pour 1996 à 1997; estimations postcensitaires révisées pour 1998 à 2000; et estimations postcensitaires provisoires pour 2001.

Tableau 11
Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet¹

Province/territoire et année	TOTAL	Inadmissibilité financière		Raisons liées à l'applicabilité		Mérite insuffisant		Non-conformité ou abus		Autres raisons ^{2,3}	
	#	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%
Terre-Neuve-et-Labrador	5 810	800	14	650	11	4 057	70	0	0	303	5
1997-1998	5 810	800	14	650	11	4 057	70	0	0	303	5
1998-1999	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2001-2002	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard											
1997-1998	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
1998-1999	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
1999-2000	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2000-2001	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2001-2002	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
Nouvelle-Écosse											
1997-1998	2 312	961	42	38	2	734	32	0	0	579	25
1998-1999	1 997	847	42	89	4	576	29	24	1	461	23
1999-2000	2 160	966	45	51	2	583	27	57	3	503	23
2000-2001	2 024	943	47	35	2	457	23	55	3	534	26
2001-2002	2 518	1 072	43	43	2	356	14	71	3	976	39
Nouveau-Brunswick											
1997-1998	784	.	.	..	..	..	..	.	.	..	..
1998-1999	780	.	.	30	4	..	..	.	.	750	96
1999-2000	793	.	.	..	..	..	..	.	.	793	100
2000-2001	723	.	.	..	..	..	..	.	.	723	100
2001-2002	810	.	.	..	..	503	62	.	.	307	38
Québec											
1997-1998	43 324	18 541	43	15 949	37	2 102	5	65	0	6 667	15
1998-1999	38 178	18 789	49	10 808	28	1 784	5	53	0	6 744	18
1999-2000	36 390	19 017	52	9 207	25	1 596	4	53	0	6 517	18
2000-2001	36 826	21 149	57	8 042	22	1 566	4	63	0	6 006	16
2001-2002	40 132	24 349	61	8 131	20	1 565	4	46	0	6 041	15
Ontario											
1997-1998	28 911	5 387	19	9 919	34	0	0	0	0	13 605	47
1998-1999	38 517	6 737	17	10 847	28	0	0	0	0	20 933	54
1999-2000	30 057	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	31 186	7 122	23	7 083	23	0	0	0	0	16 981	54
2001-2002	35 521	7 907	22	9 790	28	0	0	0	0	17 824	50
Manitoba											
1997-1998	3 061	307	10	0	0	331	11	4	0	2 419	79
1998-1999	2 102	302	14	67	3	311	15	..	..	1 422	68
1999-2000	2 380	319	13	90	4	294	12	7	0	1 670	70
2000-2001	2 729	338	12	101	4	265	10	..	..	2 018	74
2001-2002	2 952	338	11	85	3	464	16	2	0	2 063	70
Saskatchewan											
1997-1998	1 638	1 192	73	209	13	119	7	33	2	85	5
1998-1999	1 580	1 165	74	206	13	115	7	28	2	66	4
1999-2000	1 429	1 072	75	191	13	92	6	21	1	53	4
2000-2001	1 473	1 094	74	196	13	93	6	13	1	77	5
2001-2002	1 536	1 194	78	188	12	71	5	27	2	56	4
Alberta											
1997-1998	7 397	3 141	42	890	12	1 549	21	643	9	1 174	16
1998-1999	9 115	2 559	28	1 201	13	1 547	17	621	7	3 187	35
1999-2000	10 314	2 833	27	2 019	20	1 225	12	537	5	3 700	36
2000-2001	11 587	3 561	31	2 249	19	1 240	11	610	5	3 927	34
2001-2002	11 765	3 623	31	2 211	19	1 132	10	566	5	4 233	36
Colombie-Britannique											
1997-1998	32 411	9 238	29	13 710	42	0	0	.	.	9 463	29
1998-1999	27 867	8 135	29	12 065	43	0	0	.	.	7 667	28
1999-2000	25 865	7 915	31	10 733	41	0	0	.	.	7 217	28
2000-2001	23 561	6 986	30	9 728	41	0	0	.	.	6 847	29
2001-2002	22 786	6 960	31	9 237	41	0	0	.	.	6 589	29
Territoire du Yukon⁴											
1997-1998	130	71	55	52	40	6	5	0	0	1	1
1998-1999	154	86	56	58	38	7	5	0	0	3	2
1999-2000	12	5	42	6	50	1	8	0	0	0	0
2000-2001	146	93	64	50	34	2	1	0	0	1	1
2001-2002	150	53	35	51	34	6	4	40	27	0	0

Tableau 11
Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet¹ – fin

Province/territoire et année	TOTAL		Inadmissibilité financière		Raisons liées à l'applicabilité		Mérite insuffisant		Non-conformité ou abus		Autres raisons ^{2,3}	
	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%
Territoires du Nord-Ouest												
1997-1998	673		100	15	95	14	229	34	242	36	7	1
1998-1999	627		83	13	50	8	177	28	238	38	79	13
1999-2000	380		70	18	19	5	85	22	206	54	0	0
2000-2001	345		59	17	14	4	99	29	173	50	0	0
2001-2002	257		52	20	14	5	84	33	105	41	2	1
Nunavut⁵												
1997-1998	...		...		...		...		...		...
1998-1999	...		...		...		...		...		...
1999-2000	..		..		..		..		..		..
2000-2001	83		9	11	46	55	28	34	0	0	0	0
2001-2002	64		13	20	22	34	4	6	25	39	0	0
TOTAL												
1997-1998	126 451		.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
1998-1999	120 917		.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
1999-2000	109 780		.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2000-2001	110 683		.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2001-2002	118 491		.	.	.	.	.	.	.	.	.	.

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

¹ Le nombre de demandes rejetées ne comprend pas les cas où les services ont été refusés par application de mesures de présélection. Les régimes d'aide juridique font une certaine présélection des demandeurs avant la présentation d'une demande.

² Parmi les autres raisons de refus, il peut y avoir, entre autres, l'annulation ou l'abandon du client, l'annulation de la couverture, ou une demande en double.

³ Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

⁴ Le total des demandes rejetées déclaré par le territoire du Yukon en 1999-2000 n'est pas comparable à celui des autres années à cause de différences de procédures de dénombrement.

⁵ Bien que le Nunavut soit devenu officiellement territoire canadien le 1er avril 1999, la Commission des services juridiques des Territoires du Nord-Ouest est demeurée le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

Tableau 11a
Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles^{1,3}

Province/territoire et année	TOTAL					Inadmissibilité financière					Raisons liées à l'applicabilité					
	TOTAL		Affaires criminelles		Affaires civiles	TOTAL		Affaires criminelles		Affaires civiles	TOTAL		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	#	%	#	%	#	#	%	#	%	#	#	%	#	%	#	
Terre-Neuve-et-Labrador	5 810		1 896	33	3 914	67	800	289	36	511	64	650	124	19	526	81
1997-1998	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1998-1999	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2001-2002	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard																
1997-1998	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
1998-1999	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
1999-2000	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2000-2001	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2001-2002	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
Nouvelle-Écosse	2 312		877	38	1 435	62	961	315	33	646	67	38	24	63	14	37
1997-1998	1 997		749	38	1 248	62	847	249	29	598	71	89	28	31	61	69
1998-1999	2 160		833	39	1 327	61	966	344	36	622	64	51	27	53	24	47
1999-2000	2 024		845	42	1 179	58	943	307	33	636	67	35	20	57	15	43
2000-2001	2 518		1 292	51	1 226	49	1 072	377	35	695	65	43	30	70	13	30
2001-2002																
Nouveau-Brunswick	784		784	..	..	..							
1997-1998	780		780	..	..	..						30			30	100
1998-1999	793		745	94	48	6										
1999-2000	723		682	94	41	6										
2000-2001	810		725	90	85	10										
2001-2002																
Québec	43 324		17 009	39	26 315	61	18 541	7 048	38	11 493	62	15 949	8 985	56	6 964	44
1997-1998	38 178		13 901	36	24 277	64	18 789	6 954	37	11 835	63	10 808	5 914	55	4 894	45
1998-1999	36 390		13 681	38	22 709	62	19 017	7 626	40	11 391	60	9 207	5 006	54	4 201	46
1999-2000	36 826		13 670	37	23 156	63	21 149	8 633	41	12 516	59	8 042	4 087	51	3 955	49
2000-2001	40 132		16 717	42	23 415	58	24 349	11 312	46	13 037	54	8 131	4 165	51	3 966	49
2001-2002																
Ontario⁴	28 911		18 971	66	9 940	34	5 387	3 535	66	1 852	34	9 919	6 509	66	3 410	34
1997-1998	38 517		23 096	60	15 421	40	6 737	4 040	60	2 697	40	10 847	6 504	60	4 343	40
1998-1999	30 057		17 343	58	12 714	42	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	31 186		..	..	..	..	7 122	..	..	..	..	7 083	..	..	..	..
2000-2001	35 521		..	..	..	..	7 907	..	..	..	..	9 790	..	..	..	..
2001-2002																
Manitoba	3 061		1 292	42	1 769	58	307	83	27	224	73	0	0	0	0	0
1997-1998	2 102		858	41	1 244	59	302	101	33	201	67	67	2	3	65	97
1998-1999	2 380		1 003	42	1 377	58	319	108	34	211	66	90	9	10	81	90
1999-2000	2 729		1 175	43	1 554	57	338	114	34	224	66	101	12	12	89	88
2000-2001	2 952		1 105	37	1 847	63	338	112	33	226	67	85	10	12	75	88
2001-2002																
Saskatchewan	1 638		1 112	68	526	32	1 192	848	71	344	29	209	170	81	39	19
1997-1998	1 580		1 014	64	566	36	1 165	773	66	392	34	206	166	81	40	19
1998-1999	1 429		925	65	504	35	1 072	712	66	360	34	191	156	82	35	18
1999-2000	1 473		928	63	545	37	1 094	706	65	388	35	196	166	85	30	15
2000-2001	1 536		1 061	69	475	31	1 194	845	71	349	29	188	166	88	22	12
2001-2002																
Alberta	7 397		4 156	56	3 241	44	3 141	1 937	62	1 204	38	890	731	82	159	18
1997-1998	9 115		5 117	56	3 998	44	2 559	1 512	59	1 047	41	1 201	967	81	234	19
1998-1999	10 314		5 641	55	4 673	45	2 833	1 595	56	1 238	44	2 019	1 305	65	714	35
1999-2000	11 587		6 165	53	5 422	47	3 561	1 892	53	1 669	47	2 249	1 268	56	981	44
2000-2001	11 765		6 465	55	5 300	45	3 623	1 909	53	1 714	47	2 211	1 367	62	844	38
2001-2002																
Colombie-Britannique	32 411		12 995	40	19 416	60	9 238	3 576	39	5 662	61	13 710	5 904	43	7 806	57
1997-1998	27 867		11 480	41	16 387	59	8 135	3 141	39	4 994	61	12 065	5 333	44	6 732	56
1998-1999	25 865		10 930	42	14 935	58	7 915	3 172	40	4 743	60	10 733	4 946	46	5 787	54
1999-2000	23 561		9 868	42	13 693	58	6 986	2 587	37	4 399	63	9 728	4 518	46	5 210	54
2000-2001	22 786		9 374	41	13 412	59	6 960	2 585	37	4 375	63	9 237	4 157	45	5 080	55
2001-2002																
Territoire du Yukon⁵	130		45	35	85	65	71	29	41	42	59	52	13	25	39	75
1997-1998	154		58	38	96	62	86	31	36	55	64	58	22	38	36	62
1998-1999	12		7	58	5	42	5	2	40	3	60	6	4	67	2	33
1999-2000	146		51	35	95	65	93	33	35	60	65	50	18	36	32	64
2000-2001	150		35	23	115	77	53	10	19	43	81	51	13	25	38	75
2001-2002																

Tableau 11a
Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles^{1,3}

TOTAL	Mérite insuffisant				Non conformité ou abus					Autres raisons ²					Province/territoire et année
	Affaires criminelles		Affaires civiles		TOTAL	Affaires criminelles		Affaires civiles		TOTAL	Affaires criminelles		Affaires civiles		
	#	%	#	%		#	%	#	%		#	%	#	%	
4 057	1 189	29	2 868	71	0	0	0	0	0	303	294	97	9	3	Terre-Neuve-et-Labrador 1997-1998 1998-1999 1999-2000 2000-2001 2001-2002
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	Île-du-Prince-Édouard 1997-1998 1998-1999 1999-2000 2000-2001 2001-2002
..
..
..
734	317	43	417	57	0	0	0	0	0	579	221	38	358	62	Nouvelle-Écosse 1997-1998 1998-1999 1999-00 2001-02 2001-02
576	259	45	317	55	24	9	38	15	63	461	204	44	257	56	..
583	236	40	347	60	57	38	67	19	33	503	188	37	315	63	..
457	242	53	215	47	55	32	58	23	42	534	244	46	290	54	..
356	177	50	179	50	71	32	45	39	55	976	676	69	300	31	..
..
..
..
..
503	464	92	39	8	..	..	..	..	..	750	691	92	59	8	Nouveau-Brunswick 1997-1998 1998-1999 1999-2000 2001-2002 2001-2002
..
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	793	745	94	48	6	..
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	723	682	94	41	6	..
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	307	261	85	46	15	..
2 102	101	5	2 001	95	65	5	8	60	92	6 667	870	13	5 797	87	Québec 1997-1998 1998-1999 1999-2000 2001-2002 2001-2002
1 784	132	7	1 652	93	53	1	2	52	98	6 744	900	13	5 844	87	..
1 596	80	5	1 516	95	53	2	4	51	96	6 517	967	15	5 550	85	..
1 566	93	6	1 473	94	63	-	-	63	100	6 006	857	14	5 149	86	..
1 565	84	5	1 481	95	46	2	4	44	96	6 041	1 154	19	4 887	81	..
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	13 605	8 927	66	4 678	34	Ontario ⁴ 1997-1998 1998-1999 1999-2000 2001-2002 2001-2002
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20 933	12 552	60	8 381	40	..
..
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16 981	..	..	..	..	..
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	17 824	..	..	..	..	..
331	40	12	291	88	4	0	0	4	100	2 419	1 169	48	1 250	52	Manitoba 1997-1998 1998-1999 1999-2000 2001-2002 2001-2002
311	46	15	265	85	..	..	..	..	..	1 422	709	50	713	50	..
294	39	13	255	87	7	2	29	5	71	1 670	845	51	825	49	..
265	49	18	216	82	..	..	..	7	..	2 018	1 000	50	1 018	50	..
464	32	7	432	93	2	0	0	2	100	2 063	951	46	1 112	54	..
119	26	22	93	78	33	24	73	9	27	85	44	52	41	48	Saskatchewan 1997-1998 1998-1999 1999-2000 2001-2002 2001-2002
115	24	21	91	79	28	24	86	4	14	66	27	41	39	59	..
92	18	20	74	80	21	17	81	4	19	53	22	42	31	58	..
93	17	18	76	82	13	6	46	7	54	77	33	43	44	57	..
71	7	10	64	90	27	18	67	9	33	56	25	45	31	55	..
1 549	497	32	1 052	68	643	366	57	277	43	1 174	625	53	549	47	Alberta 1997-1998 1998-1999 1999-2000 2001-2002 2001-2002
1 547	375	24	1 172	76	621	354	57	267	43	3 187	1 909	60	1 278	40	..
1 225	289	24	936	76	537	286	53	251	47	3 700	2 166	59	1 534	41	..
1 240	305	25	935	75	610	325	53	285	47	3 927	2 375	60	1 552	40	..
1 132	278	25	854	75	566	310	55	256	45	4 233	2 601	61	1 632	39	..
0	..	..	..	..	..	..	..	..	..	9 463	3 515	37	5 948	63	Colombie-Britannique 1997-1998 1998-1999 1999-2000 2001-2002 2001-2002
0	..	..	..	..	..	..	..	..	..	7 667	3 006	39	4 661	61	..
0	..	..	..	..	..	..	..	..	..	7 217	2 812	39	4 405	61	..
0	..	..	..	..	..	..	..	..	..	6 847	2 763	40	4 084	60	..
0	..	..	..	..	..	..	..	..	..	6 589	2 632	40	3 957	60	..
6	3	50	3	50	0	0	0	0	0	1	0	0	1	100	Territoire du Yukon ⁵ 1997-1998 1998-1999 1999-2000 2001-2002 2001-2002
7	5	71	2	29	0	0	0	0	0	3	0	0	3	100	..
1	1	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	..
2	0	0	2	100	0	0	0	0	0	1	0	0	1	100	..
6	1	17	5	83	40	11	28	29	73	0	0	0	0	0	..

Tableau 11a
Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles^{1,3} – fin

Province/territoire et année	TOTAL						Inadmissibilité financière						Raisons liées à l'applicabilité					
	TOTAL		Affaires criminelles		Affaires civiles		TOTAL		Affaires criminelles		Affaires civiles		TOTAL		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%
Territoires du Nord-Ouest																		
1997-1998	673	..	..	..	..	100	32	32	68	68	95	.	.	.	.	.	.
1998-1999	627	..	..	..	..	83	..	..	..	..	50	.	.	.	.	.	.
1999-2000	380	..	..	..	..	70	15	21	55	79	19	.	.	.	.	.	.
2000-2001	345	..	..	..	..	59	10	17	49	83	14	.	.	.	.	.	.
2001-2002	257	..	..	..	..	52	16	31	36	69	14	.	.	.	.	.	.
Nunavut⁶																		
1997-1998	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1998-1999	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	83	43	52	40	48	9	5	56	4	44	46	30	65	16	35	..	..
2001-2002	64	26	41	38	59	13	10	77	3	23	22	0	0	22	100	..	..
TOTAL																		
1997-1998	126 451	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
1998-1999	120 917	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
1999-2000	109 780	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2000-2001	110 683	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2001-2002	118 491	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

¹ Le nombre de demandes rejetées ne comprend pas les cas où les services ont été refusés par application de mesures de présélection. Les régimes d'aide juridique font une certaine présélection des demandeurs avant la présentation d'une demande.

² Parmi les autres raisons de refus, il peut y avoir, entre autres, l'annulation ou l'abandon du client, l'annulation de la couverture, ou une demande en double.

³ Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

⁴ Les cas de mérite insuffisant ou de non-conformité ne sont pas comptés séparément mais sont inclus dans les chiffres totaux pour l'Ontario.

⁵ Le total des demandes rejetées déclaré par le territoire du Yukon en 1999-2000 n'est pas comparable à celui des autres années à cause de différences de procédures de dénombrement.

⁶ Bien que le Nunavut soit devenu officiellement territoire canadien le 1^{er} avril 1999, la Commission des services juridiques des Territoires du Nord-Ouest est demeurée le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

Tableau 11a
Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles^{1,3} – fin

TOTAL	Mérite insuffisant				Non conformité ou abus					Autres raisons ²					Province/territoire et année
	Affaires criminelles		Affaires civiles		TOTAL	Affaires criminelles		Affaires civiles		TOTAL	Affaires criminelles		Affaires civiles		
#	#	%	#	%	#	#	%	#	%	#	#	%	#	%	
229	242	.	.	.	.	7	..	..	..	..	Territoires du Nord-Ouest
177	238	.	.	.	.	79	..	..	..	..	1997-1998
85	206	.	.	.	.	0	0	0	0	0	1998-1999
99	173	.	.	.	.	0	0	0	0	0	1999-2000
84	105	.	.	.	.	2	..	..	..	..	2001-2002
...	Nunavut ⁶
...	1997-1998
...	1998-1999
28	8	29	20	71	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1999-2000
4	1	25	3	75	25	15	60	10	40	0	0	0	0	0	2001-2002
.	2001-2002
.	TOTAL
.	1997-1998
.	1998-1999
.	1999-2000
.	2001-2002
.	2001-2002

Tableau 12
Personnel de l'aide juridique au 31 mars¹

Province/territoire et année	TOTAL					Professionnels salariés qui assurent des services directs					Autres employés ²								
	TOTAL		Avocats		Non-avocats		TOTAL		Avocats		Non-avocats		TOTAL		Avocats		Non-avocats		
	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%	
Terre-Neuve-et-Labrador																			
1997-1998	102		40	39	62	61	62	40	65	22	35	40	0	0	40	100			
1998-1999	90		44	49	46	51	90	44	49	46	51	0	0	0	0	0	0	0	0
1999-2000	..		..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	..		..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2001-2002	..		..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard																			
1997-1998	7		4	57	3	43	4	4	100	0	0	3	0	0	3	100			
1998-1999	7		4	57	3	43	4	4	100	0	0	3	0	0	3	100			
1999-2000	7		4	57	3	43	4	4	100	0	0	3	0	0	3	100			
2000-2001	7		4	57	3	43	4	4	100	0	0	3	0	0	3	100			
2001-2002	7		4	57	3	43	4	4	100	0	0	3	0	0	3	100			
Nouvelle-Écosse																			
1997-1998	119		66	55	53	45	65	65	100	0	0	54	1	2	53	98			
1998-1999	120		66	55	54	45	64	64	100	0	0	56	2	4	54	96			
1999-2000	121		67	55	54	45	65	65	100	0	0	56	2	4	54	96			
2000-2001	125		67	54	58	46	65	65	100	0	0	60	2	3	58	97			
2001-2002	123		66	54	57	46	113	64	57	49	43	10	2	20	8	80			
Nouveau-Brunswick																			
1997-1998	35		9	26	26	74	21	9	43	12	57	14	0	0	14	100			
1998-1999	35		9	26	26	74	8	8	100	0	0	27	1	4	26	96			
1999-2000	38		9	24	29	76	8	8	100	0	0	30	1	3	29	97			
2000-2001	41		10	24	31	76	8	8	100	0	0	33	2	6	31	94			
2001-2002	29		10	35	19	65	9	9	100	0	0	20	1	5	19	95			
Québec																			
1997-1998	846 ^r		352 ^r	42	494 ^r	58	339 ^r	323 ^r	95	16	5	507 ^r	29	6	478 ^r	94			
1998-1999	795 ^r		335 ^r	42	460	58	321 ^r	306 ^r	95	15	5	474	29	6	445	94			
1999-2000	785		337	43	448	57	331	310	94	21	6	454	27	6	427	94			
2000-2001	836		347	42	489	58	354	319	90	35	10	482	29	6	454	94			
2001-2002	827		345	42	481	58	352	318	90	34	10	475	28	6	447	94			
Ontario																			
1997-1998	958		308	32	650	68	336	224	67	112	33	622	84	14	538	86			
1998-1999	950		308	32	642	68	334	222	66	112	34	616	86	14	530	86			
1999-2000	1 045		326	31	719	69	359	238	66	121	34	686	88	13	598	87			
2000-2001	1 135		349	31	786	69	369	252	68	117	32	766	97	13	669	87			
2001-2002	1 136		354	31	782	69	540	234	43	306	57	596	120	20	476	80			
Manitoba																			
1997-1998	129		47	36	82	64	57	41	72	16	28	72	6	8	66	92			
1998-1999	136		50	37	86	63	64	42	66	22	34	72	8	11	64	89			
1999-2000	142		53	37	89	63	68	45	66	23	34	74	8	11	66	89			
2000-2001	141		51	36	90	64	70	47	67	23	33	71	4	6	67	94			
2001-2002	134		55	41	79	59	97	50	52	47	48	37	5	14	32	86			
Saskatchewan																			
1997-1998	132		61	46	71	54	81	60	74	21	26	51	1	2	50	98			
1998-1999	132		63	48	69	52	83	62	75	21	25	49	1	2	48	98			
1999-2000	130		62	48	68	52	80	61	76	19	24	50	1	2	49	98			
2000-2001	135		65	48	70	52	84	64	76	20	24	51	1	2	50	98			
2001-2002	136		69	51	67	49	83	68	82	15	18	53	1	2	52	98			
Alberta³																			
1997-1998	121		23	19	98	81	20	20	100	...	...	101	3	3	98	97			
1998-1999	128		29	23	99	77	26	26	100	...	...	102	3	3	99	97			
1999-2000	136		28	21	108	79	25	25	100	...	...	111	3	3	108	97			
2000-2001	132		28	21	104	79	25	25	100	...	...	107	3	3	104	97			
2001-2002	201		59	29	142	71	60	56	93	4	7	141	3	2	138	98			
Colombie-Britannique																			
1997-1998	368		81	22	287	78	187	77	41	110	59	181	4	2	177	98			
1998-1999	331		84	25	247	75	181	80	44	101	56	150	4	3	146	97			
1999-2000	315		73	23	242	77	96	66	69	30	31	219	7	3	212	97			
2000-2001	325		81	25	244	75	97	69	71	28	29	228	12	5	216	95			
2001-2002	326		71	22	255	78	86	59	69	27	31	240	12	5	228	95			

Tableau 12
Personnel de l'aide juridique au 31 mars¹ – fin

Province/territoire et année	TOTAL					Professionnels salariés qui assurent des services directs					Autres employés ²								
	TOTAL		Avocats		Non-avocats		TOTAL		Avocats		Non-avocats		TOTAL		Avocats		Non-avocats		
	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%	
Territoire du Yukon																			
1997-1998	9	56	5	44	4	67	6	67	4	33	2	33	3	33	1	33	2	67	67
1998-1999	9	56	5	44	4	67	6	67	4	33	2	33	3	33	1	33	2	67	67
1999-2000	8	50	4	50	4	60	5	60	3	40	2	40	3	33	1	33	2	67	67
2000-2001	10	50	5	50	5	67	6	67	4	33	2	33	4	25	1	25	3	75	75
2001-2002	12	50	6	50	6	100	5	100	5	0	0	0	7	14	1	14	6	86	86
Territoires du Nord-Ouest																			
1997-1998	44	20	9	80	35	72	29	72	8	28	21	72	15	7	1	7	14	93	93
1998-1999	51	22	11	78	40	69	35	69	11	31	24	69	16	0	0	0	16	100	100
1999-2000	45	20	9	80	36	72	32	72	9	28	23	72	13	0	0	0	13	100	100
2000-2001	25	24	6	76	19	74	19	74	5	26	14	74	6	1	17	5	83	83	83
2001-2002	25	20	5	80	20	75	20	75	5	25	15	75	5	0	0	0	5	100	100
Nunavut⁴																			
1997-1998	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1998-1999	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1999-2000	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2000-2001	32	53	17	47	15	61	18	61	7	39	11	61	14	10	71	4	29	29	29
2001-2002	46	46	21	54	25	65	23	65	8	35	15	65	23	13	57	10	43	43	43
TOTAL																			
1997-1998	2 870	35	1 005	65	1 865	28	72	1 207	28	332	28	72	1 663	8	8	8	1 533	92	92
1998-1999	2 784	36	1 008	64	1 776	28	72	1 216	28	343	28	72	1 568	9	9	9	1 433	91	91
1999-2000	2 772	35	972	65	1 800	22	78	1 073	22	239	22	78	1 699	8	8	8	1 561	92	92
2000-2001	2 944	35	1 030	65	1 914	22	78	1 119	22	250	22	78	1 825	9	9	9	1 664	91	91
2001-2002	3 001	36	1 065	64	1 936	37	63	1 392	37	512	37	63	1 610	12	12	12	1 424	88	88

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

¹ Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

² La catégorie « Autre personnel » peut comprendre, entre autres, les comptables, les bibliothécaires et les commis.

³ Les chiffres relatifs aux employés pour l'Alberta en 2001-2002 comprennent le personnel embauché pour le Family Law Office Pilot Project.

⁴ Bien que le Nunavut soit devenu officiellement territoire canadien le 1er avril 1999, la Commission des services juridiques des Territoires du Nord-Ouest est demeurée le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

Tableau 13
Prestation de services d'aide juridique par des avocats de pratique privée et des avocats salariés

Province/territoire et année	TOTAL ¹	Avocats de pratique privée		Régimes d'aide juridique avocats salariés ²	
	#	#	%	#	%
Terre-Neuve-et-Labrador					
1997-1998	55	15	27	40	73
1998-1999	59	15	25	44	75
1999-2000	..	..	..	..	..
2000-2001	..	..	..	..	..
2001-2002	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard					
1997-1998	36	32	89	4	11
1998-1999	25	21	84	4	16
1999-2000	25	21	84	4	16
2000-2001	24	20	83	4	17
2001-2002	37	33	89	4	11
Nouvelle-Écosse					
1997-1998	380	314	83	66	17
1998-1999	368	302	82	66	18
1999-2000	345	278	81	67	19
2000-2001	327	260	80	67	20
2001-2002	310	244	79	66	21
Nouveau-Brunswick					
1997-1998	386	377 ^e	98	9	2
1998-1999	319	310	97	9	3
1999-2000	229	220	96	9	4
2000-2001	218	208	95	10	5
2001-2002	205	195	95	10	5
Québec					
1997-1998	3 734	3 382	91	352 ^r	9
1998-1999	3 458	3 123	90	335 ^r	10
1999-2000	3 351	3 014	90	337	10
2000-2001	3 270	2 923	89	347	11
2001-2002	3 157	2 812	89	345	11
Ontario					
1997-1998	5 319	5 011	94	308	6
1998-1999	5 353	5 045	94	308	6
1999-2000	5 101	4 775	94	326	6
2000-2001	4 960	4 611	93	349	7
2001-2002	4 742	4 388	93	354	7
Manitoba					
1997-1998	541	494	91	47	9
1998-1999	594	544	92	50	8
1999-2000	490	437	89	53	11
2000-2001	459	408	89	51	11
2001-2002	431	376	87	55	13
Saskatchewan					
1997-1998	230	169	73	61	27
1998-1999	261	198	76	63	24
1999-2000	293	231	79	62	21
2000-2001	249	184	74	65	26
2001-2002	250	181	72	69	28
Alberta					
1997-1998	1 395	1 372	98	23	2
1998-1999	1 228	1 199	98	29	2
1999-2000	1 167	1 139	98	28	2
2000-2001	1 378	1 350	98	28	2
2001-2002	1 470	1 411	96	59	4

Tableau 13
Prestation de services d'aide juridique par des avocats de pratique privée et des avocats salariés – fin

Province/territoire et année	TOTAL ¹	Avocats de pratique privée		Régimes d'aide juridique avocats salariés ²	
	#	#	%	#	%
Colombie-Britannique					
1997-1998	1 743	1 662	95	81	5
1998-1999	1 718	1 634	95	84	5
1999-2000	1 593	1 520	95	73	5
2000-2001	1 450	1 369	94	81	6
2001-2002	1 334	1 263	95	71	5
Territoire du Yukon					
1997-1998	29	24	83	5	17
1998-1999	25	20	80	5	20
1999-2000	16	12	75	4	25
2000-2001	13	8	62	5	38
2001-2002	19	13	68	6	32
Territoires du Nord-Ouest					
1997-1998	64	55	86	9	14
1998-1999	56	45	80	11	20
1999-2000	52	43	83	9	17
2000-2001	43	38	88	5	12
2001-2002	35	30	86	5	14
Nunavut³					
1997-1998	...	...	...	...	...
1998-1999	...	...	...	...	...
1999-2000	..	..	..	..	..
2000-2001	27	10	37	17	63
2001-2002	34	13	38	21	62
TOTAL					
1997-1998	13 912	12 907	93	1 005	7
1998-1999	13 464	12 456	93	1 008	7
1999-2000	12 662	11 690	92	972	8
2000-2001	12 418	11 389	92	1 029	8
2001-2002	12 024	10 959	91	1 065	9

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

¹ Le « total » représente le nombre d'avocats assurant des services d'aide juridique à l'échelle du Canada, selon les déclarations des régimes d'aide juridique.

² Les chiffres sont au 31 mars.

³ Bien que le Nunavut soit devenu officiellement territoire canadien le 1er avril 1999, la Commission des services juridiques des Territoires du Nord-Ouest est demeurée le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

Tableau 14
Services d'avocats nommés d'office par type d'affaire^{1,2,3}

Province/territoire et année	TOTAL	Affaires criminelles		Affaires civiles	
	#	#	%	#	%
Terre-Neuve-et-Labrador					
1997-1998	3 983	3 980	100	3	0
1998-1999	4 649	..	..	..	..
1999-2000	..	..	..	..	..
2000-2001	..	..	..	..	..
2001-2002	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard					
1997-1998	.	.	.	.	.
1998-1999	.	.	.	.	.
1999-2000	.	.	.	.	.
2000-2001	.	.	.	.	.
2001-2002	.	.	.	.	.
Nouvelle-Écosse⁴					
1997-1998	141	134	95	7	5
1998-1999	1 234	1 230	100	4	0
1999-2000	4 518	4 507	100	11	0
2000-2001	4 828	4 818	100	10	0
2001-2002	6 891	6 881	100	10	0
Nouveau-Brunswick					
1997-1998	17 059	15 809	93	1 250	7
1998-1999	15 413	14 335	93	1 078	7
1999-2000	16 336	14 695	90	1 641	10
2000-2001	14 613	13 509	92	1 104	8
2001-2002	14 938	14 914	100	24	0
Québec					
1997-1998	.	.	.	.	.
1998-1999	.	.	.	.	.
1999-2000	.	.	.	.	.
2000-2001	.	.	.	.	.
2001-2002	.	.	.	.	.
Ontario					
1997-1998	581 028	491 974	85	89 054	15
1998-1999	600 559	505 754	84	94 805	16
1999-2000	615 028	513 996	84	101 032	16
2000-2001	675 813	557 132	82	118 681	18
2001-2002	805 165	660 003	82	145 162	18
Manitoba					
1997-1998	45 182	.	.	.	.
1998-1999	50 686	.	.	.	.
1999-2000	41 993	.	.	.	.
2000-2001	33 716	.	.	.	.
2001-2002	34 533	.	.	.	.
Saskatchewan					
1997-1998	8 671	8 340	96	331	4
1998-1999	8 435	8 423	100	12	0
1999-2000	8 602	8 354	97	248	3
2000-2001	10 061	9 687	96	374	4
2001-2002	12 636	12 230	97	406	3
Alberta⁵					
1997-1998	54 692	54 410	99	282	1
1998-1999	57 019	56 723	99	296	1
1999-2000	61 053	60 700	99	353	1
2000-2001	60 555	60 195	99	360	1
2001-2002	61 060	60 283	99	777	1

Tableau 14
Services d'avocats nommés d'office par type d'affaire^{1,2,3} – fin

Province/territoire et année	TOTAL	Affaires criminelles		Affaires civiles	
	#	#	%	#	%
Colombie-Britannique					
1997-1998	75 499	..	..	..	..
1998-1999	61 058	..	..	..	..
1999-2000	60 361	..	..	..	..
2000-2001	49 872	..	..	..	..
2001-2002	58 311	..	..	..	..
Territoire du Yukon					
1997-1998	445	445	100	..	..
1998-1999	533	533	100	..	..
1999-2000	601	600	100	1	0
2000-2001	529	528	100	1	0
2001-2002	1 064	1 064	100	0	0
Territoires du Nord-Ouest					
1997-1998	.	.	.	.	.
1998-1999	.	.	.	.	.
1999-2000	.	.	.	.	.
2000-2001	.	.	.	.	.
2001-2002	.	.	.	.	.
Nunavut ⁶					
1997-1998	...	...	...	...	...
1998-1999	...	...	...	...	...
1999-2000	..	..	..	..	..
2000-2001	..	..	..	..	..
2001-2002	..	..	..	..	..
TOTAL					
1997-1998	786 700	.	.	.	.
1998-1999	799 586	.	.	.	.
1999-2000	808 492	.	.	.	.
2000-2001	849 987	.	.	.	.
2001-2002	994 598	.	.	.	.

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

¹ Les avocats nommés d'office assurent une aide juridique sans frais à des particuliers non représentés qui, dans bien des cas, s'approprient à comparaître devant le tribunal.

² Les données représentent le nombre de fois où des avocats nommés d'office ont assuré des services.

³ Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

⁴ L'augmentation considérable au chapitre des services d'avocats nommés d'office en Nouvelle-Écosse est la conséquence de l'embauche d'un avocat à temps plein en mai 1998. Des services d'avocats nommés d'office sont maintenant assurés devant les tribunaux de juridiction criminelle pour les personnes arrêtées et détenues.

⁵ Les chiffres de l'Alberta comprennent ceux relatifs aux avocats nommés d'office pour les bureaux de révision des cas de santé mentale.

⁶ Bien que le Nunavut soit devenu officiellement territoire canadien le 1er avril 1999, la Commission des services juridiques des Territoires du Nord-Ouest est demeurée le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

Tableau 14a
Services d'avocats nommés d'office, par type d'affaire criminelle et civile^{1,2,3}

Province/territoire et année	TOTAL	Affaires criminelles					Affaires civiles				
		TOTAL	Adultes		Jeunes		TOTAL	Affaires relevant du droit de la famille		Autres	
		#	#	%	#	%	#	#	%	#	%
Terre-Neuve-et-Labrador											
1997-1998	3 983	3 980	2 963	74	1 017	26	3	.	.	.	.
1998-1999	4 649	..	..	..	..	..	..	.	.	.	.
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	.	.	.	.
2000-2001	..	..	..	..	..	..	..	.	.	.	.
2001-2002	..	..	..	..	..	..	..	.	.	.	.
Île-du-Prince-Édouard											
1997-1998	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
1998-1999	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
1999-2000	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2000-2001	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2001-2002	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
Nouvelle-Écosse⁴											
1997-1998	141	134	110	82	24	18	7	..	..	..	..
1998-1999	1 234	1 230	1 151	94	79	6	4	3	75	1	25
1999-2000	4 518	4 507	4 041	90	466	10	11	10	91	1	9
2000-2001	4 828	4 818	4 328	90	490	10	10	7	70	3	30
2001-2002	6 891	6 881	6 032	88	849	12	10	8	80	2	20
Nouveau-Brunswick											
1997-1998	17 059	15 809	..	..	..	..	1 250	1 250	100	-	-
1998-1999	15 413	14 335	11 487	80	2 848	20	1 078	1 070	99	8	1
1999-2000	16 336	14 695	11 987	82	2 708	18	1 641	1 641	100	-	-
2000-2001	14 613	13 509	11 078	82	2 431	18	1 104	1 091	99	13	1
2001-2002	14 938	14 914	12 387	83	2 527	17	24	0	0	24	100
Québec											
1997-1998	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
1998-1999	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
1999-2000	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2000-2001	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2001-2002	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
Ontario											
1997-1998	581 028	491 974	..	..	..	..	89 054	..	..	..	..
1998-1999	600 559	505 754	..	..	..	..	94 805	..	..	..	..
1999-2000	615 028	513 996	..	..	..	..	101 032	..	..	..	..
2000-2001	675 813	557 132	..	..	..	..	118 681	..	..	..	..
2001-2002	805 165	660 003	380 724	58	279 279	42	145 162	101 805	70	43 357	30
Manitoba											
1997-1998	45 182	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
1998-1999	50 686	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
1999-2000	41 993	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2000-2001	33 716	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2001-2002	34 533	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
Saskatchewan											
1997-1998	8 671	8 340	6 576	79	1 764	21	331	..	..	..	..
1998-1999	8 435	8 423	6 648	79	1 775	21	12	..	..	..	..
1999-2000	8 602	8 354	6 570	79	1 784	21	248	7	3	241	97
2000-2001	10 061	9 687	7 521	78	2 166	22	374	13	3	361	97
2001-2002	12 636	12 230	10 022	82	2 208	18	406	8	2	398	98
Alberta⁵											
1997-1998	54 692	54 410	40 049	74	14 361	26	282	-	-	282	100
1998-1999	57 019	56 723	47 411	84	9 312	16	296	-	-	296	100
1999-2000	61 053	60 700	47 228	78	13 472	22	353	-	-	353	100
2000-2001	60 555	60 195	46 620	77	13 575	23	360	-	-	..	..
2001-2002	61 060	60 283	46 014	76	14 269	24	777	0	0	777	100
Colombie-Britannique											
1997-1998	75 499	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1998-1999	61 058	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	60 361	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	49 872	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2001-2002	58 311	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

Tableau 14a
Services d'avocats nommés d'office, par type d'affaire criminelle et civile^{1,2,3} – fin

Province/territoire et année	TOTAL	Affaires criminelles					Affaires civiles				
		TOTAL	Adultes		Jeunes		TOTAL	Affaires relevant du droit de la famille		Autres	
		#	#	%	#	%	#	#	%	#	%
Territoire du Yukon											
1997-1998	445	445	347	78	98	22	0	0	0	0	0
1998-1999	533	533	422	79	111	21	0	0	0	0	0
1999-2000	601	600	476	79	124	21	1	0	0	1	100
2000-2001	529	528	437	83	91	17	1	0	0	1	100
2001-2002	1 064	1 064	957	90	107	10	0	0	0	0	0
Territoires du Nord-Ouest											
1997-1998	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
1998-1999	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
1999-2000	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2000-2001	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2001-2002	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
Nunavut⁶											
1997-1998	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1998-1999	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2001-2002	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
TOTAL											
1997-1998	786 700	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
1998-1999	799 586	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
1999-2000	808 492	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2000-2001	849 987	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2001-2002	994 598	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

¹ Les avocats nommés d'office assurent une aide juridique sans frais à des particuliers non représentés qui, dans bien des cas, s'approprient à comparaître devant le tribunal.

² Les données représentent le nombre de fois où des avocats nommés d'office ont assuré des services.

³ Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

⁴ L'augmentation considérable au chapitre des services d'avocats nommés d'office en Nouvelle-Écosse est la conséquence de l'embauche d'un avocat à temps plein en mai 1998. Des services d'avocats nommés d'office sont maintenant assurés devant les tribunaux de juridiction criminelle pour les personnes arrêtées et détenues.

⁵ Les chiffres de l'Alberta comprennent ceux relatifs aux avocats nommés d'office pour les bureaux de révision des cas de santé mentale.

⁶ Bien que le Nunavut soit devenu officiellement territoire canadien le 1er avril 1999, la Commission des services juridiques des Territoires du Nord-Ouest est demeurée le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

Tableau 15
Appels approuvés et rejetés pour des services d'aide juridique, affaires criminelles et civiles^{1,2}

Province/territoire et année	Total des appels					Approuvés					Rejetés				
	TOTAL	Affaires criminelles		Affaires civiles		TOTAL	Affaires criminelles		Affaires civiles		TOTAL	Affaires criminelles		Affaires civiles	
	#	#	%	#	%	#	#	%	#	%	#	#	%	#	%
Terre-Neuve-et-Labrador															
1997-1998	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
1998-1999	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
1999-2000	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2000-2001	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2001-2002	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
Île-du-Prince-Édouard															
1997-1998	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
1998-1999	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
1999-2000	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2000-2001	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2001-2002	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
Nouvelle-Écosse															
1997-1998	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1998-1999	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	175	57	33	118	67	125	49	39	76	61	50	8	16	42	84
2000-2001	103	61	59	42	41	77	48	62	29	38	26	13	50	13	50
2001-2002	88	61	69	27	31	70	52	74	18	26	18	9	50	9	50
Nouveau-Brunswick															
1997-1998	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
1998-1999	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
1999-2000	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2000-2001	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2001-2002	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
Québec															
1997-1998	1 502	577	38	925	62	941	374	40	567	60	561	203	36	358	64
1998-1999	1 430	681	48	749	52	937	452	48	485	52	493	229	46	264	54
1999-2000	1 201	521	43	680	57	820	357	44	463	56	381	164	43	217	57
2000-2001	1 161	518	45	643	55	771	363	47	408	53	390	155	40	235	60
2001-2002	1 105	510	46	595	54	707	319	45	388	55	398	191	48	207	52
Ontario															
1997-1998	1 764	1 157	66	607	34	723	474	66	249	34	1 041	683	66	358	34
1998-1999	4 967 ^r	2 979 ^r	60 ^r	1 988 ^r	40 ^r	3 847 ^r	2 307 ^r	60 ^r	1 540 ^r	40 ^r	1 120 ^r	672 ^r	60 ^r	448 ^r	40 ^r
1999-2000	5 035	2 905	58	2 130	42	3 995	2 305	58	1 690	42	1 040	600	58	440	42
2000-2001	4 740	..	..	..	..	4 084	..	..	..	..	656	..	..	..	..
2001-2002	1 249	557	45	692	55	1 249	557	45	692	55	0	..	..	..	..
Manitoba															
1997-1998	..	..	..	..	..	216	169	78	47	22	..	..	..	..	..
1998-1999	..	..	..	..	..	168	136	81	32	19	..	..	..	..	..
1999-2000	..	..	..	..	..	141	111	79	30	21	..	..	..	..	..
2000-2001	..	..	..	..	..	156	112	72	44	28	..	..	..	..	..
2001-2002	..	..	..	..	..	123	90	73	33	27	..	..	..	..	..
Saskatchewan															
1997-1998	19	16	84	3	16	19	16	84	3	16	0	0	0	0	0
1998-1999	11	11	100	0	0	8	8	100	0	0	3	3	100	0	0
1999-2000	51	51	100	0	0	47	47	100	0	0	4	4	100	0	0
2000-2001	44	44	100	0	0	39	39	100	0	0	5	5	100	0	0
2001-2002	33	33	100	0	0	30	30	100	0	0	3	3	100	0	0
Alberta															
1997-1998	860	687	80	173	20	554	381	69	173	31	306	306	100	0	0
1998-1999	779	637	82	142	18	476	334	70	142	30	303	303	100	0	0
1999-2000	971	606	62	365	38	530	325	61	205	39	441	281	64	160	36
2000-2001	1 083	662	61	421	39	499	311	62	188	38	584	351	60	233	40
2001-2002	940	628	67	312	33	426	281	66	145	34	514	347	68	167	32
Colombie-Britannique³															
1997-1998	1 836	898	49	938	51	1 041	418	40	623	60	795	480	60	315	40
1998-1999	1 964	834	42	1 130	58	1 250	412	33	838	67	714	422	59	292	41
1999-2000	2 640	880	33	1 760	67	1 570	425	27	1 145	73	1 070	455	43	615	57
2000-2001	2 224	855	38	1 369	62	1 234	398	32	836	68	990	457	46	533	54
2001-2002	1 731	666	38	1 065	62	886	293	33	593	67	845	373	44	472	56

Tableau 15
Appels approuvés et rejetés pour des services d'aide juridique, affaires criminelles et civiles^{1,2} – fin

Province/territoire et année	Total des appels					Approuvés					Rejetés				
	TOTAL	Affaires criminelles		Affaires civiles		TOTAL	Affaires criminelles		Affaires civiles		TOTAL	Affaires criminelles		Affaires civiles	
	#	#	%	#	%	#	#	%	#	%	#	#	%	#	%
Territoire du Yukon															
1997-1998	21	15	71	6	29	15	12	80	3	20	6	3	50	3	50
1998-1999	14	13	93	1	7	9	8	89	1	11	5	5	100	0	0
1999-2000	21	20	95	1	5	20	19	95	1	5	1	1	100	0	0
2000-2001	7	7	100	0	0	6	6	100	0	0	1	1	100	0	0
2001-2002	8	8	100	0	0	6	6	100	0	0	2	2	100	0	0
Territoires du Nord-Ouest															
1997-1998	53	53	100	0	0	29	29	100	0	0	24	24	100	0	0
1998-1999	54	54	100	0	0	33	33	100	0	0	21	21	100	0	0
1999-2000	47	47	100	0	0	29	29	100	0	0	18	18	100	0	0
2000-2001	43	43	100	0	0	24	24	100	0	0	19	19	100	0	0
2001-2002	44	44	100	0	0	23	23	100	0	0	21	21	100	0	0
Nunavut⁴															
1997-1998	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1998-1999	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	10	10	100	0	0	10	10	100	0	0	0	0	0	0	0
2001-2002	7	7	100	0	0	7	7	100	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL															
1997-1998	6 055	3 403	56	2 652	44	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
1998-1999	9 219	5 209	57	4 010	43	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
1999-2000	10 141	5 087	50	5 054	50	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2000-2001	9 415	..	..	..	..	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2001-2002	5 205	2 514	48	2 691	52	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

¹ L'appel se dit de la décision d'un tribunal d'instance inférieure ou d'un tribunal administratif, et non pas de l'appel d'une demande rejetée. Chaque dossier est compté, même si l'affaire peut avoir été traitée par le régime d'aide juridique dans le passé.

² Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

³ Les nombres de rejets d'affaires civiles pour la Colombie-Britannique comprennent les cas de services sommaires.

⁴ Bien que le Nunavut soit devenu officiellement territoire canadien le 1er avril 1999, la Commission des services juridiques des Territoires du Nord-Ouest est demeurée le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

Tableau 16
Dossiers d'aide juridique en matière civile reçus traités en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité¹

(À/Au)	(De)														
	TOTAL	T. -N.-L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	T.N.-O.	Yn.	Nt.	Extérieur du Canada
Terre-Neuve-et-Labrador															
1997-1998	5	...	0	0	1	0	2	1	0	1	0	0	0	...	0
1998-1999	..	...	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	...	..
1999-2000	..	...	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	...	..
2000-2001	..	...	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	...	..
2001-2002	..	...	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	...	..
Île-du-Prince-Édouard															
1997-1998	6	1	...	4	0	0	1	0	0	0	0	0	0	...	0
1998-1999	5	0	...	1	0	0	1	0	0	1	2	0	0	...	0
1999-2000	3	0	...	1	0	0	1	0	0	1	0	0	0	...	0
2000-2001	9	1	...	1	0	2	3	0	0	2	0	0	0	0	0
2001-2002	6	1	...	2	0	1	0	0	0	2	0	0	0	0	0
Nouvelle-Écosse															
1997-1998	60	5	3	...	7	6	17	2	1	11	8	0	0	...	0
1998-1999	66	11	1	...	7	6	18	4	2	8	7	1	0	...	1
1999-2000	67	4	0	...	3	4	32	3	1	10	9	1	0	...	0
2000-2001	77	12	2	...	4	8	29	1	3	4	14	0	0	0	0
2001-2002	75	5	2	...	5	4	27	4	4	13	9	1	1	0	0
Nouveau-Brunswick															
1997-1998	35	1	0	9	...	5	11	2	3	3	1	0	0	...	0
1998-1999	46	0	0	15	...	13	10	1	1	3	3	0	0	...	0
1999-2000	34	1	0	2	...	15	9	0	0	6	0	1	0	...	0
2000-2001	35	0	0	12	...	13	5	1	0	3	1	0	0	0	0
2001-2002	48	1	0	15	...	14	10	0	0	5	3	0	0	0	0
Québec															
1997-1998	124	5	0	9	12	...	65	4	1	6	21	0	0	...	1
1998-1999	140	2	0	9	13	...	88	2	2	3	20	1	0	...	0
1999-2000	154	3	0	11	6	...	103	2	2	6	21	0	0	...	0
2000-2001	178	2	1	13	3	...	122	4	1	6	26	0	0	0	0
2001-2002	174	2	0	4	11	...	112	5	2	11	27	0	0	0	0
Ontario															
1997-1998	206	8	1	21	6	42	...	24	5	33	51	1	0	...	14
1998-1999	268	7	1	29	2	75	...	25	13	47	54	2	1	...	12
1999-2000	294	15	0	21	5	87	...	34	16	46	68	2	0	...	0
2000-2001	332	9	1	24	5	88	...	29	15	61	82	3	0	0	15
2001-2002	345	20	0	43	9	86	...	34	10	43	66	0	3	0	31
Manitoba															
1997-1998	84	0	0	0	1	1	13	...	23	28	18	0	0	...	0
1998-1999	47	0	0	3	0	0	9	...	9	10	15	0	0	...	1
1999-2000	37	0	0	1	1	0	6	...	7	11	10	0	0	...	1
2000-2001	113	2	0	1	0	3	20	...	30	21	33	1	0	0	2
2001-2002	111	1	0	2	0	2	20	...	23	31	30	0	0	0	2
Saskatchewan															
1997-1998	92	0	0	2	1	2	1	24	...	36	25	1	0	...	0
1998-1999	94	1	0	2	0	2	10	15	...	42	21	1	0	...	0
1999-2000	117	0	0	3	0	1	8	17	...	60	26	2	0	...	0
2000-2001	111	0	0	1	0	2	7	25	...	50	25	0	1	0	0
2001-2002	100	0	0	0	0	4	4	28	...	46	17	0	0	1	0
Alberta															
1997-1998	373	7	0	11	3	8	27	32	73	...	208	4	0	...	0
1998-1999	413	10	0	9	3	11	50	33	95	...	192	7	3	...	0
1999-2000	368	10	0	7	1	11	45	31	83	...	169	7	2	...	2
2000-2001	388	5	1	12	3	9	66	29	70	...	178	13	2	0	0
2001-2002	364	8	0	11	2	14	35	26	67	...	189	9	3	0	0

Tableau 16
Dossiers d'aide juridique en matière civile reçus traités en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité¹ – fin

(À/Au)	(De)														
	TOTAL	T. -N.-L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	T.N.-O.	Yn.	Nt.	Extérieur du Canada
Colombie-Britannique²															
1997-1998	262	4	0	11	2	17	37	25	49	100	...	6	11	...	0
1998-1999	302	5	1	8	2	18	60	25	28	141	...	3	7	...	4
1999-2000	234	3	0	8	2	13	31	27	29	109	...	8	4	..	0
2000-2001	235	2	0	7	1	8	37	35	29	105	...	0	3	0	8
2001-2002	242	1	1	11	0	14	32	25	23	124	...	4	4	0	3
Territoire du Yukon															
1997-1998	13	0	0	1	1	0	0	1	0	1	8	1	...	...	0
1998-1999	16	0	0	0	0	0	0	2	1	1	11	1	...	...	0
1999-2000	20	0	0	0	0	0	0	0	0	6	11	3	...	..	0
2000-2001	10	0	0	0	0	0	0	0	1	1	8	0	...	0	0
2001-2002	15	0	0	0	0	1	0	1	1	3	9	0	...	0	0
Territoires du Nord-Ouest															
1997-1998	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
1998-1999	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
1999-2000	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2000-2001	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2001-2002	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
Nunavut³															
1997-1998	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1998-1999	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1999-2000	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2000-2001	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
2001-2002	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
TOTAL															
1997-1998	1 260	31	4	68	34	81	174	115	155	219	340	13	11	...	15
1998-1999	1 397	36	3	76	27	125	246	107	151	256	325	16	11	...	18
1999-2000	1 328	36	0	54	18	131	235	114	138	255	314	24	6	..	3
2000-2001	1 488	33	5	71	16	133	289	124	149	253	367	17	6	0	25
2001-2002	1 480	39	3	88	27	140	240	123	130	278	350	14	11	1	36

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

¹ L'Accord interprovincial de réciprocité se dit de l'accord officiel entre les régimes d'aide juridique au Canada pour traiter les dossiers civils de non-résidents.

² Les données pour 1996-1997 en Colombie-Britannique sont tirées du nouveau système informatisé d'information, qui a été introduit graduellement au cours de cette période. Les données sont donc incomplètes et doivent être considérées comme une approximation.

³ Bien que le Nunavut soit devenu officiellement territoire canadien le 1er avril 1999, la Commission des services juridiques des Territoires du Nord-Ouest est demeurée le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

Tableau 17
Dossiers d'aide juridique en matière civile transmis en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité¹

(À/Au)	(De)														
	TOTAL	T. -N.-L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	T.N.-O.	Yn.	Nt.	Extérieur du Canada
Terre-Neuve-et-Labrador															
1997-1998	5	...	0	1	1	1	1	1	0	0	0	0	0	...	0
1998-1999	..	...	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	...	..
1999-2000	..	...	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	...	..
2000-2001	..	...	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	...	..
2001-2002	..	...	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	...	..
Île-du-Prince-Édouard															
1997-1998	4	0	...	3	0	0	1	0	0	0	0	0	0	...	0
1998-1999	2	0	...	1	0	0	0	0	0	0	1	0	0	...	0
1999-2000	0	0	...	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	...	0
2000-2001	4	0	...	2	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0
2001-2002	4	0	...	2	0	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0
Nouvelle-Écosse															
1997-1998	99	11	4	...	8	11	41	1	2	12	8	0	1	...	0
1998-1999	107	13	2	...	16	9	44	3	2	9	9	0	0	...	0
1999-2000	81	7	3	...	2	11	34	2	4	7	8	3	0	...	0
2000-2001	97	10	4	...	12	10	32	2	2	16	9	0	0	0	0
2001-2002	109	13	4	...	14	4	50	2	0	11	10	1	0	0	0
Nouveau-Brunswick															
1997-1998	38	2	0	7	...	13	10	0	0	4	2	0	0	...	0
1998-1999	23	1	0	5	...	9	2	0	0	4	1	1	0	...	0
1999-2000	24	2	0	3	...	7	7	3	0	0	2	0	0	...	0
2000-2001	9	0	0	1	...	3	3	0	0	2	0	0	0	0	0
2001-2002	31	1	0	4	...	9	14	0	0	3	0	0	0	0	0
Québec															
1997-1998	144	1	0	6	5	...	100	4	2	7	18	0	1	...	0
1998-1999	148	1	0	6	10	...	99	0	2	11	19	0	0	...	0
1999-2000	187	1	0	6	15	...	129	3	2	12	17	2	0	...	0
2000-2001	179	2	4	8	12	...	124	3	3	13	10	0	0	0	0
2001-2002	167	1	2	4	12	...	113	2	3	11	18	0	1	0	0
Ontario															
1997-1998	139	12	1	11	4	54	...	13	0	20	24	0	0	...	0
1998-1999	275	12	2	13	11	83	...	21	10	45	43	2	8	...	25
1999-2000	248	17	1	27	4	91	...	33	9	33	31	0	0	...	2
2000-2001	274	19	2	28	6	107	...	20	9	37	39	2	0	1	4
2001-2002	267	19	0	23	8	106	...	25	6	38	41	1	0	0	0
Manitoba															
1997-1998	68	1	0	1	2	0	23	...	12	19	9	1	0	...	0
1998-1999	65	1	0	1	0	2	15	...	7	18	18	2	0	...	1
1999-2000	71	0	0	1	0	1	27	...	8	14	18	0	0	...	2
2000-2001	138	0	0	2	1	4	35	...	27	35	32	0	0	1	1
2001-2002	125	0	0	5	0	5	37	...	28	25	22	1	0	1	1
Saskatchewan															
1997-1998	132	1	1	0	2	1	4	28	...	66	28	1	0	...	0
1998-1999	153	1	0	1	0	1	13	34	...	84	18	0	1	...	0
1999-2000	158	1	0	1	0	2	18	34	...	78	23	1	0	...	0
2000-2001	152	0	0	1	0	1	18	35	...	67	30	0	0	0	0
2001-2002	122	0	0	4	0	2	10	23	...	62	19	1	1	0	0
Alberta															
1997-1998	268	2	0	12	4	7	46	42	46	...	101	4	4	...	0
1998-1999	304	6	2	7	2	3	50	36	56	...	132	8	2	...	0
1999-2000	354	7	2	10	7	8	70	46	66	...	125	7	6	...	0
2000-2001	375	9	1	12	3	9	51	39	70	...	170	10	1	0	0
2001-2002	344	9	4	13	6	11	53	35	56	...	141	12	4	0	0

Tableau 17
Dossiers d'aide juridique en matière civile transmis en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité¹ – fin

(À/Au)	(De)														
	TOTAL	T. -N.-L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	T.N.-O.	Yn.	Nt.	Extérieur du Canada
Colombie-Britannique²															
1997-1998	553	10	1	10	4	22	128	48	48	265	...	12	5	...	0
1998-1999	477	8	3	9	2	30	115	52	28	213	...	1	11	...	5
1999-2000	297	5	0	7	1	17	66	27	24	138	...	3	9	..	0
2000-2001	386	3	0	14	1	21	96	37	35	168	...	4	3	0	4
2001-2002	370	3	0	10	3	23	93	34	18	175	...	5	6	0	0
Territoire du Yukon															
1997-1998	12	0	0	0	0	0	1	0	0	3	7	1	...	...	0
1998-1999	11	0	0	0	0	0	2	0	0	4	4	1	...	...	0
1999-2000	16	0	0	0	0	0	0	0	0	5	11	0	...	..	0
2000-2001	14	0	0	0	0	0	1	0	1	4	6	2	...	0	0
2001-2002	14	2	1	0	0	0	3	1	0	3	4	0	...	0	0
Territoires du Nord-Ouest															
1997-1998	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	...	..	...	..
1998-1999	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	...	..	...	..
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	...	..	...	..
2000-2001	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	...	..	...	..
2001-2002	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	...	..	...	..
Nunavut³															
1997-1998	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1998-1999	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2001-2002	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
TOTAL															
1997-1998	1 462	40	7	51	30	109	355	137	110	396	197	19	11	...	0
1998-1999	1 565	43	9	43	41	137	340	146	105	388	245	15	22	...	31
1999-2000	1 436	40	6	55	29	137	351	148	113	287	235	16	15	..	4
2000-2001	1 628	43	11	68	35	156	361	136	147	342	296	18	4	2	9
2001-2002	1 553	48	11	65	43	160	373	122	111	329	256	21	12	1	1

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

¹ L'Accord interprovincial de réciprocité se dit de l'accord officiel entre les régimes d'aide juridique au Canada pour traiter les dossiers civils de non-résidents.

² Les données pour 1996-1997 en Colombie-Britannique sont tirées du nouveau système informatisé d'information, qui a été introduit graduellement au cours de cette période. Les données sont donc incomplètes et doivent être considérées comme une approximation.

³ Bien que le Nunavut soit devenu officiellement territoire canadien le 1er avril 1999, la Commission des services juridiques des Territoires du Nord-Ouest est demeurée le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

Tableau 18
Estimations démographiques, Canada, provinces et territoires, 1997-2001¹

Province/territoire et année	Population	Province/territoire et année	Population
	'000		'000
Terre-Neuve-et-Labrador		Saskatchewan	
1997-1998	554,7 ^f	1997-1998	1 022,7 ^f
1998-1999	545,4 ^f	1998-1999	1 025,2 ^f
1999-2000	540,7 ^f	1999-2000	1 025,5 ^f
2000-2001	537,2	2000-2001	1 022
2001-2002	533,8	2001-2002	1 015,8
Île-du-Prince-Édouard		Alberta	
1997-1998	136,9 ^f	1997-1998	2 837,2 ^f
1998-1999	137 ^f	1998-1999	2 906,9 ^f
1999-2000	137,6 ^f	1999-2000	2 959,5 ^f
2000-2001	138,1	2000-2001	3 009,2
2001-2002	138,5	2001-2002	3 064,2
Nouvelle-Écosse		Colombie-Britannique	
1997-1998	934,5 ^f	1997-1998	3 959,7 ^f
1998-1999	936,1 ^f	1998-1999	3 998,3 ^f
1999-2000	939,7 ^f	1999-2000	4 028,1 ^f
2000-2001	941,2	2000-2001	4 058,8
2001-2002	942,7	2001-2002	4 095,9
Nouveau-Brunswick		Territoire du Yukon	
1997-1998	754,2 ^f	1997-1998	32,2 ^f
1998-1999	753,5 ^f	1998-1999	31,6
1999-2000	754,4 ^f	1999-2000	31 ^f
2000-2001	755,3	2000-2001	30,6
2001-2002	757,1	2001-2002	29,9
Québec		Territoires du Nord-Ouest	
1997-1998	7 302,6 ^f	1997-1998	67,7 ^f
1998-1999	7 323 ^f	1998-1999	67,5
1999-2000	7 349,7 ^f	1999-2000	41 ^f
2000-2001	7 377,7	2000-2001	40,9
2001-2002	7 410,5	2001-2002	40,9
Ontario		Nunavut	
1997-1998	11 249,5 ^f	1997-1998	...
1998-1999	11 384,4 ^f	1998-1999	...
1999-2000	11 522,7 ^f	1999-2000	26,9 ^f
2000-2001	11 685,3	2000-2001	27,4
2001-2002	11 874,4	2001-2002	28,2
Manitoba		TOTAL	
1997-1998	1 136,6 ^f	1997-1998	29 987,2^f
1998-1999	1 138 ^f	1998-1999	30 246,9^f
1999-2000	1 142,4 ^f	1999-2000	30 499,2^f
2000-2001	1 146	2000-2001	30 769,7
2001-2002	1 150	2001-2002	31 081,9

Source : Division de la démographie de Statistique Canada.

¹ Populations au 1er juillet : estimations postcensitaires définitives pour 1996-1997; estimations postcensitaires mises à jour pour 1998 à 2000; et estimations postcensitaires préliminaires pour 2001.

Tableau 19
Indice des prix à la consommation, Canada, provinces et territoires, 1997-2001

Province/territoire et année	IPC 1992-1993 = 100	Province/territoire et année	CPI 1992-1993 = 100
	'000		'000
Terre-Neuve-et-Labrador		Saskatchewan	
1997-1998	107,3	1997-1998	107,3
1998-1999	108,3	1998-1999	108,3
1999-2000	111,2	1999-2000	111,2
2000-2001	114,3	2000-2001	114,3
2001-2002	116,9	2001-2002	116,9
Île-du-Prince-Édouard		Alberta	
1997-1998	107,3	1997-1998	107,3
1998-1999	108,3	1998-1999	108,3
1999-2000	111,2	1999-2000	111,2
2000-2001	114,3	2000-2001	114,3
2001-2002	116,9	2001-2002	116,9
Nouvelle-Écosse		Colombie-Britannique	
1997-1998	107,3	1997-1998	107,3
1998-1999	108,3	1998-1999	108,3
1999-2000	111,2	1999-2000	111,2
2000-2001	114,3	2000-2001	114,3
2001-2002	116,9	2001-2002	116,9
Nouveau-Brunswick		Territoire du Yukon	
1997-1998	107,3	1997-1998	107,3
1998-1999	108,3	1998-1999	108,3
1999-2000	111,2	1999-2000	111,2
2000-2001	114,3	2000-2001	114,3
2001-2002	116,9	2001-2002	116,9
Québec		Territoires du Nord-Ouest	
1997-1998	107,3	1997-1998	107,3
1998-1999	108,3	1998-1999	108,3
1999-2000	111,2	1999-2000	111,2
2000-2001	114,3	2000-2001	114,3
2001-2002	116,9	2001-2002	116,9
Ontario		Nunavut	
1997-1998	107,3	1997-1998	...
1998-1999	108,3	1998-1999	...
1999-2000	111,2	1999-2000	111,2
2000-2001	114,3	2000-2001	114,3
2001-2002	116,9	2001-2002	116,9
Manitoba		TOTAL	
1997-1998	107,3	1997-1998	107,3
1998-1999	108,3	1998-1999	108,3
1999-2000	111,2	1999-2000	111,2
2000-2001	114,3	2000-2001	114,3
2001-2002	116,9	2001-2002	116,9

Source : Statistique Canada, Indice des prix à la consommation (IPC), avec l'année de base 1992=100 (n° 62-001 au catalogue).